



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial 37.2018 - édition du 27/02/2018





PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Arrêté préfectoral n°2018-130 du 23 FEV. 2018

Arrêté portant dérogation au principe d'urbanisation limitée prévu par l'article L.142-4 du code de l'urbanisme dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal de la métropole Nice Côte d'Azur

Le préfet des Alpes-Maritimes,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.142-4, L.142-5, R142-2 et R. 142-3 ;

Vu la délibération du conseil métropolitain du 9 octobre 2017, transmise en préfecture le 25 octobre 2017, relative aux ouvertures à l'urbanisation envisagées dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal métropolitain (PLUM) ;

Vu le courrier du 31 octobre 2017, reçu en préfecture le 6 novembre 2017, adressé par le président de la métropole Nice Côte d'Azur au préfet des Alpes-Maritimes, lui transmettant les dossiers des demandes d'ouverture à l'urbanisation ;

Vu l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels et forestiers (CDPENAF) du 24 janvier 2018 ;

Considérant que le territoire métropolitain n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale applicable ;

Considérant qu'il convient, dans ces conditions, de faire application des dispositions des articles L.142-4 et 5 du code de l'urbanisme ;

Considérant que chacune des demandes d'ouverture à l'urbanisation a fait l'objet d'une analyse spécifique par les services de l'État en vue de vérifier que l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services ;

Considérant que chacune des demandes d'ouverture à l'urbanisation a fait l'objet d'un avis de la CDPENAF ;

Considérant qu'il convient de se prononcer, d'une part, sur les demandes d'ouverture à l'urbanisation de secteurs situés en dehors des parties actuellement urbanisées (PAU) dans les communes qui ne disposent actuellement pas d'un document d'urbanisme et qui sont soumises au règlement national d'urbanisme (RNU) ;

Considérant qu'il convient de se prononcer, d'autre part, sur les demandes d'ouverture à l'urbanisation de terrains situés dans les zones d'urbanisation future stricte (non constructibles), naturelles ou agricoles des plans d'occupation des sols (POS) et des plans locaux d'urbanisme (PLU) en vigueur, ainsi que dans les secteurs non constructibles des cartes communales en vigueur.

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTÉ

Article 1 – En ce qui concerne les communes de la métropole qui ne disposent pas d'un document d'urbanisme (Bairols, Lantosque, Marie, Roubion, Saint Sauveur sur Tinée, Tournefort), les demandes d'ouverture à l'urbanisation accordées figurent sur les documents graphiques annexés au présent arrêté, qui reprennent les périmètres des parties actuellement urbanisées de la commune validées et des ouvertures à l'urbanisation acceptées.

Article 2 – Pour ces mêmes communes, sont également indiqués, sur ces documents graphiques annexés, les périmètres des secteurs présentés par la métropole comme étant situés dans les parties actuellement urbanisées, qui n'ont pas été considérés comme tels, et dont l'ouverture à l'urbanisation est refusée.

Article 3 – En ce qui concerne les communes de la métropole qui disposent d'un document d'urbanisme en vigueur : POS, PLU, ou carte communale (Aspremont, Beaulieu sur mer, Belvédère, Bonson, Cagnes sur mer, Cap d'Ail, Clans, Duranus, Eze, Falicon, Gattières, Gillette, Honse, La Bollène Vésubie, La Gaude, La Roquette sur Var, La Tour, La Trinité, Nice, Roquebillière, Roure, Saint André de la Roche, Saint Blaise, Saint Dalmas le Sauvage, Saint Jean Cap Ferrat, Saint Laurent du Var, Saint Martin du Var, Saint Martin de Vésubie, Tourette Levens, Utelle, Valdeblone, Venanson, Vence, Villefranche sur mer), les demandes d'ouvertures à l'urbanisation accordées figurent sur les documents graphiques annexés au présent arrêté.

Article 4 – Pour ces mêmes communes, sont également indiqués, sur ces documents graphiques annexés, les périmètres des demandes d'ouvertures à l'urbanisation refusées.

Article 5 – L'annexe au présent arrêté est composée de 98 pages déclinées par ordre alphabétique.

Article 6 – Cet arrêté sera affiché pendant un mois au siège de la métropole Nice-côte-d'azur, et dans les mairies concernées.

Article 7 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

Article 8 – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Nice dans les deux mois à compter de sa publication.

Article 9 – Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- M. le président de la métropole Nice-côte-d'azur
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer,
- M. le président du tribunal administratif de Nice.

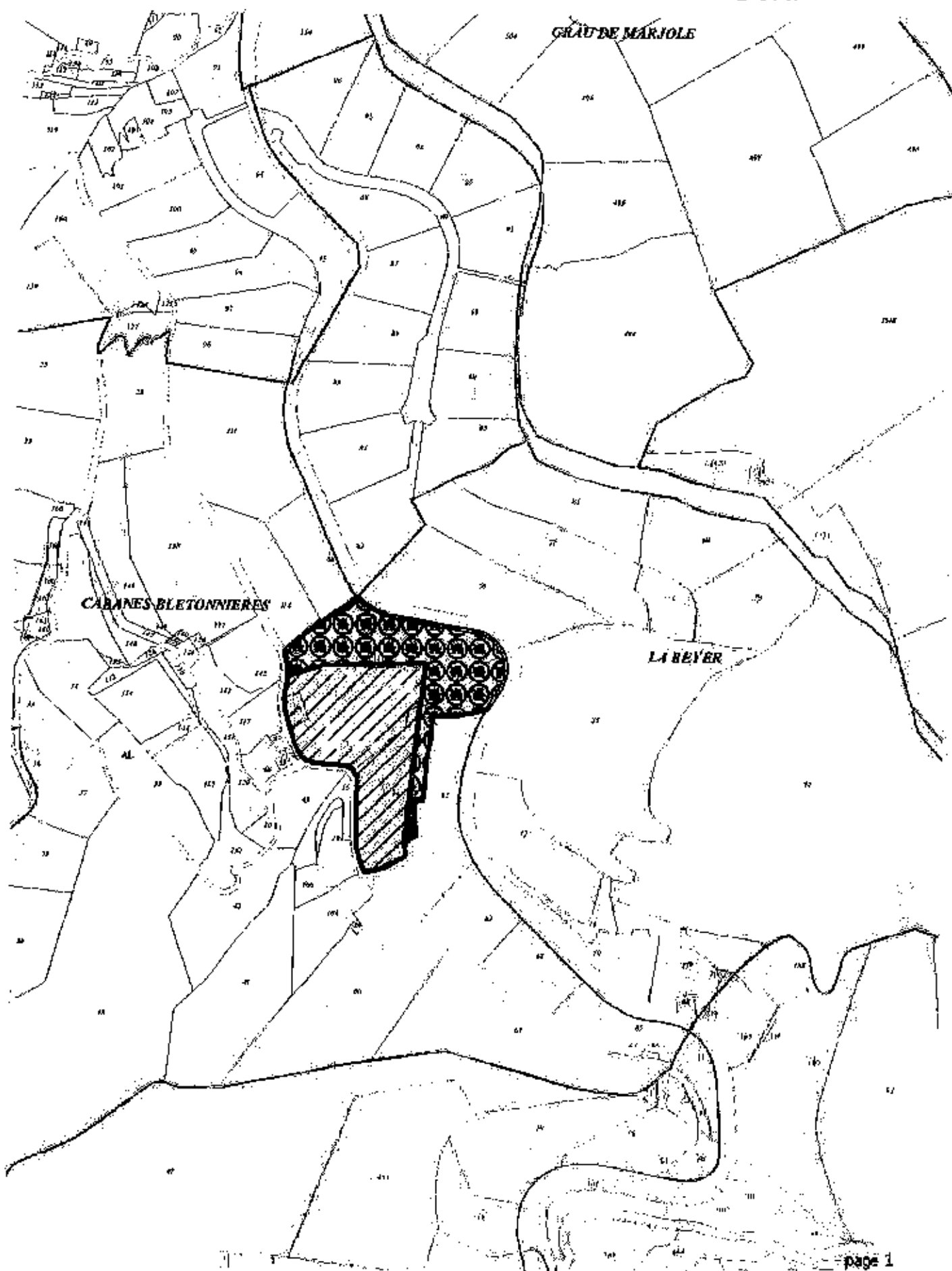
Fait à Nice, le 23 FEV. 2018


Le préfet des Alpes-Maritimes

Georges-François LECLERC

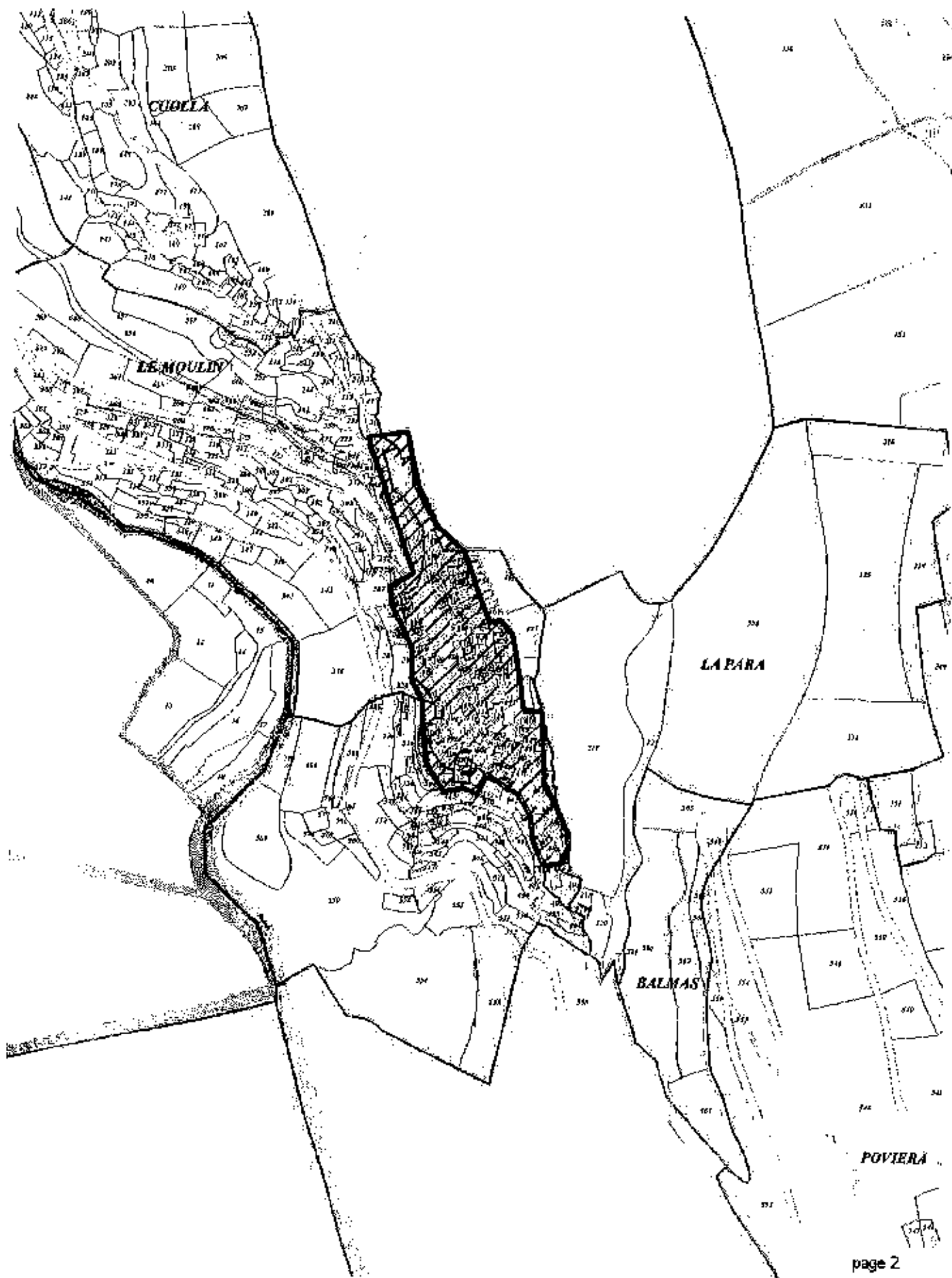
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
ASPREMENONT - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



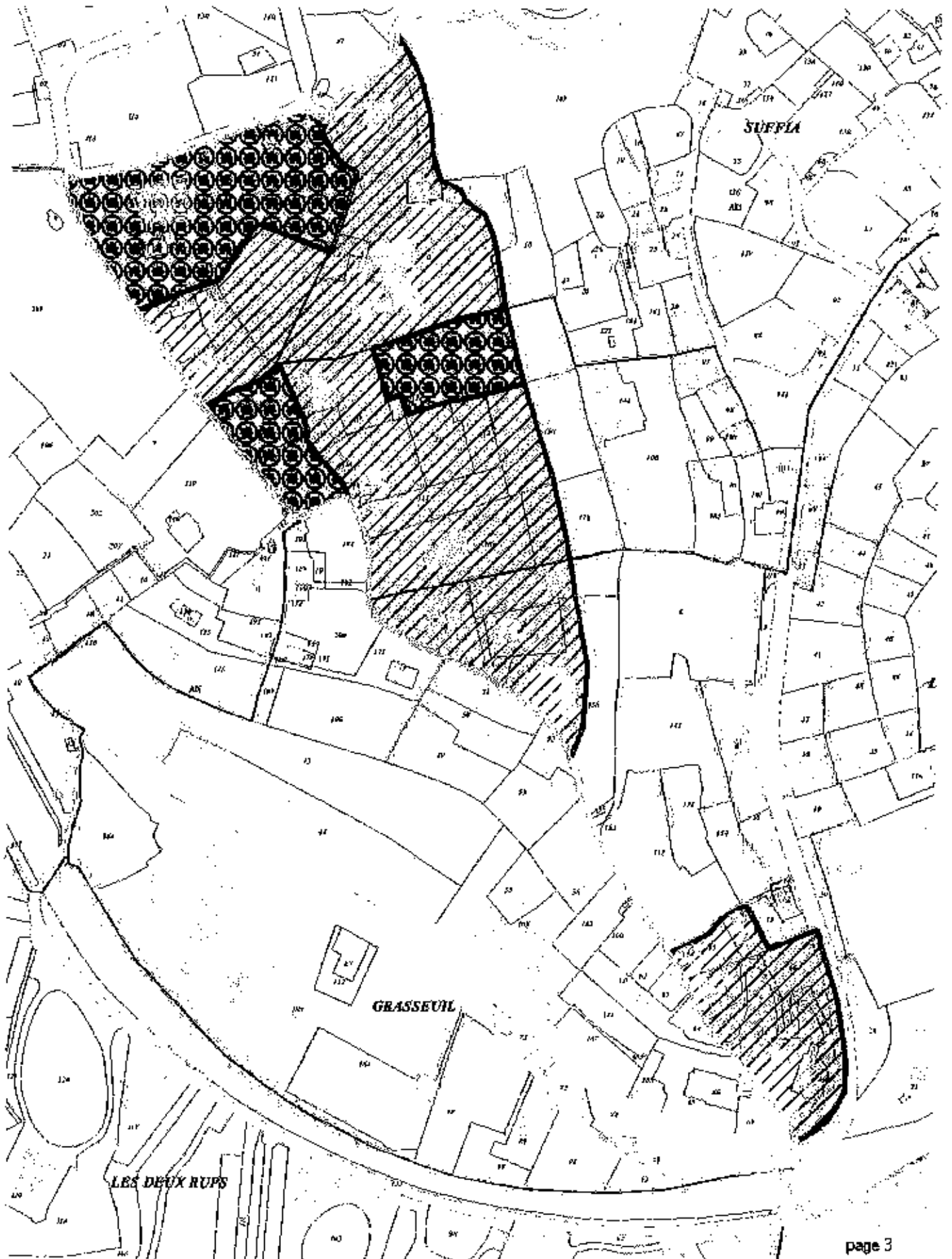
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
BAIROLS - 1 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

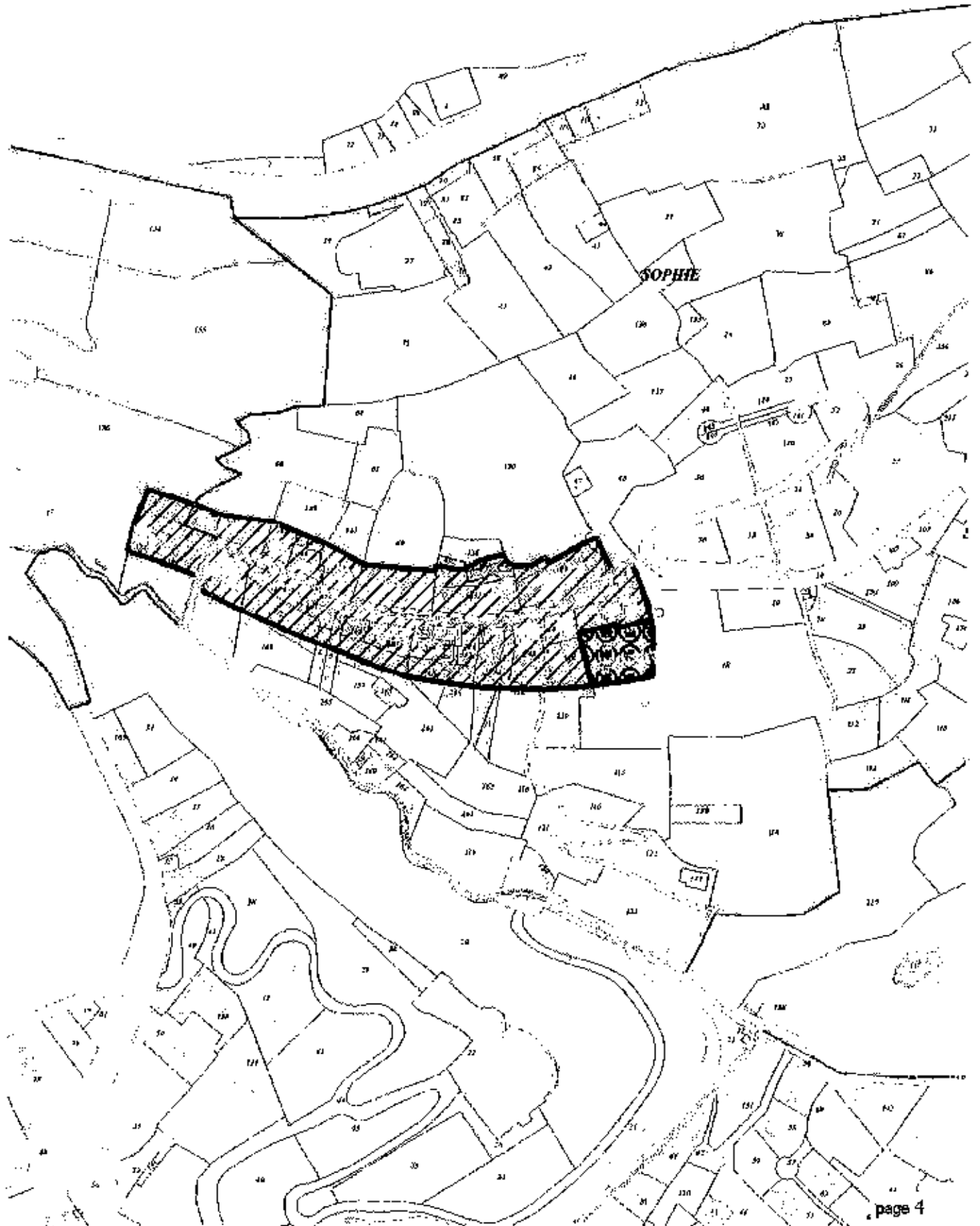
Annexe à l'arrêté 2018-130
BEAULIEU-SUR-MER - 1 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

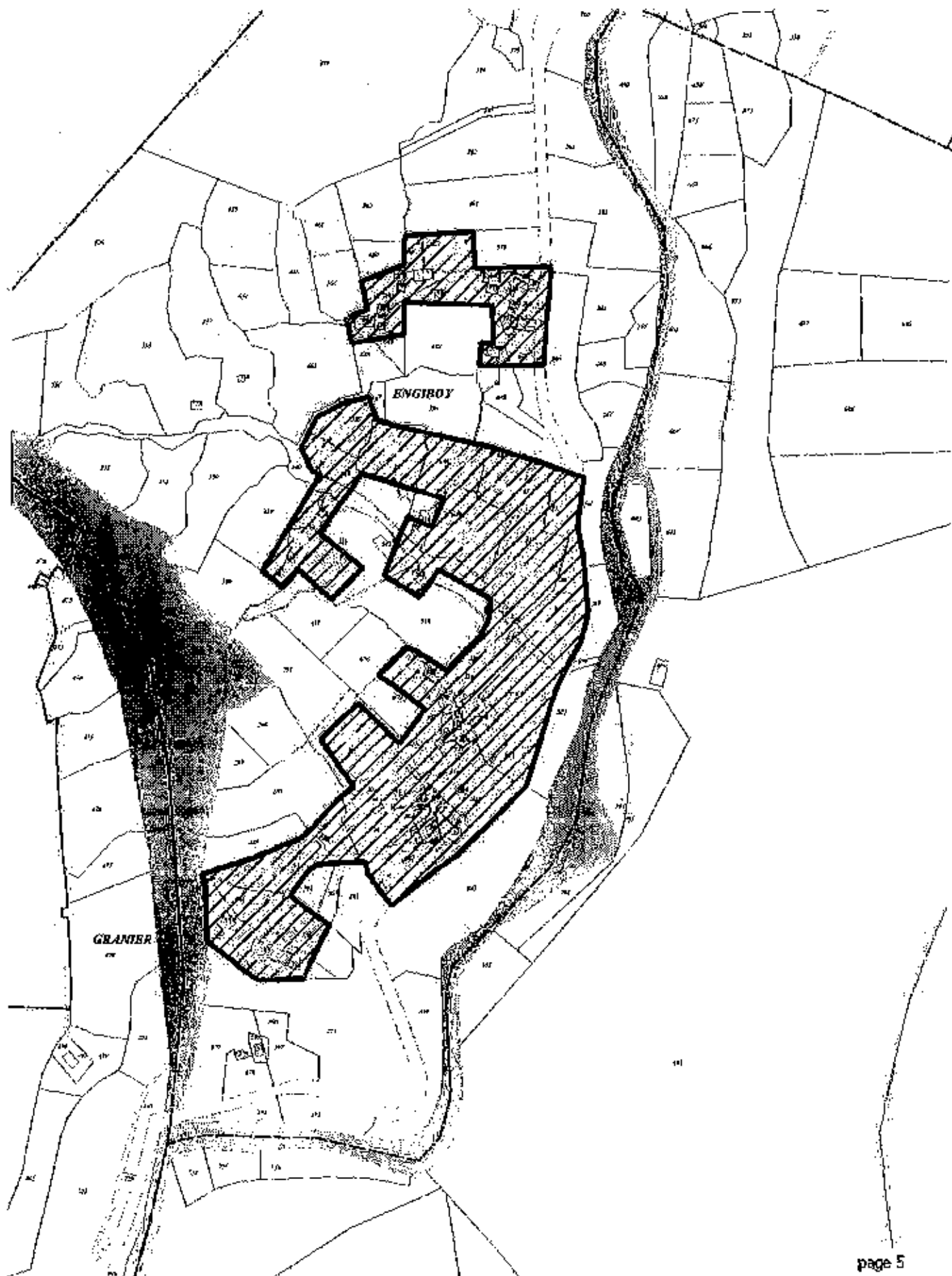


Annexe à l'arrêté 2018-130
BEAULIEU-SUR-MER - 2 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 40 80 120 m

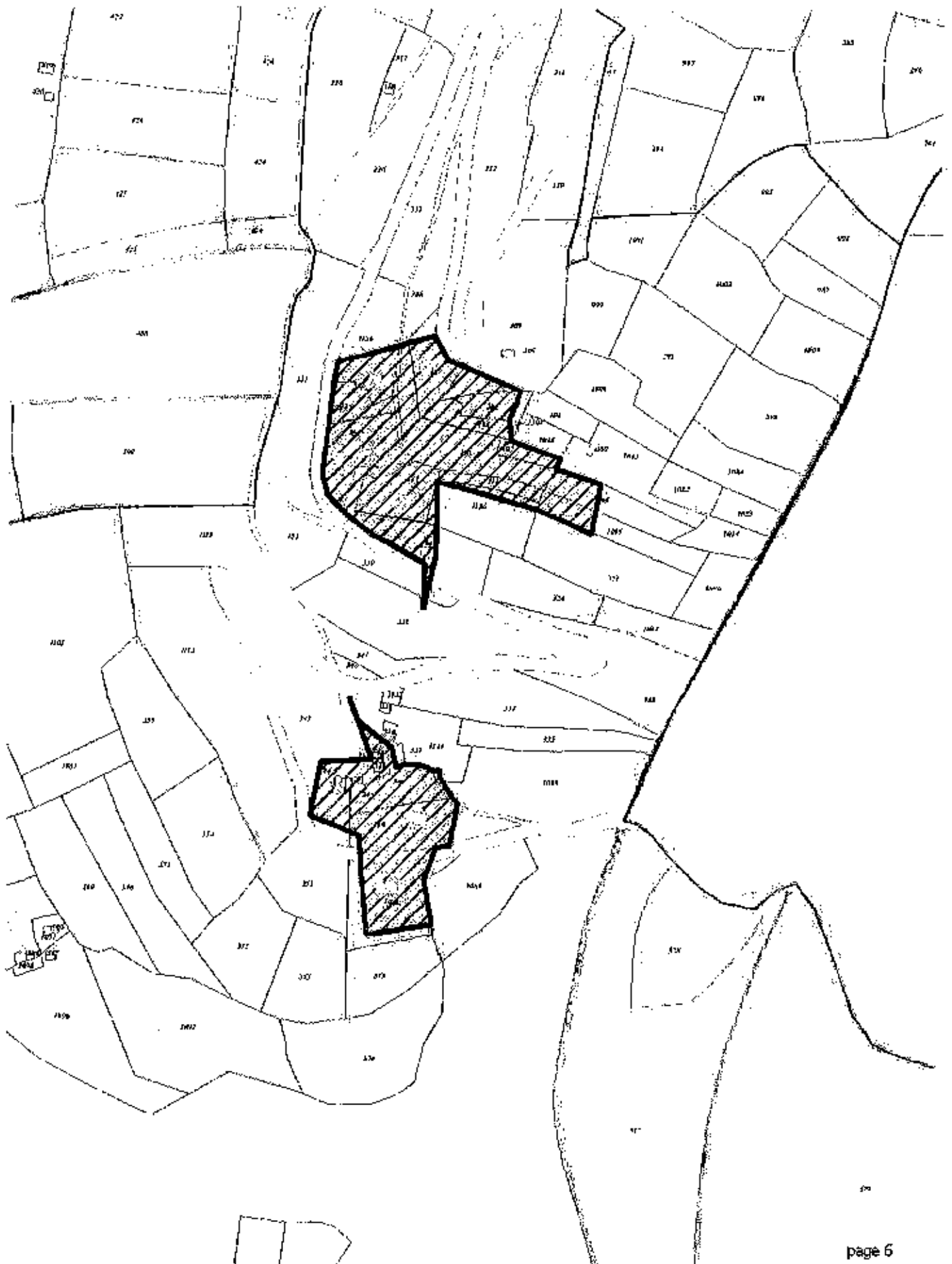
Annexe à l'arrêté 2018-130
BELVEDERE - 1 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

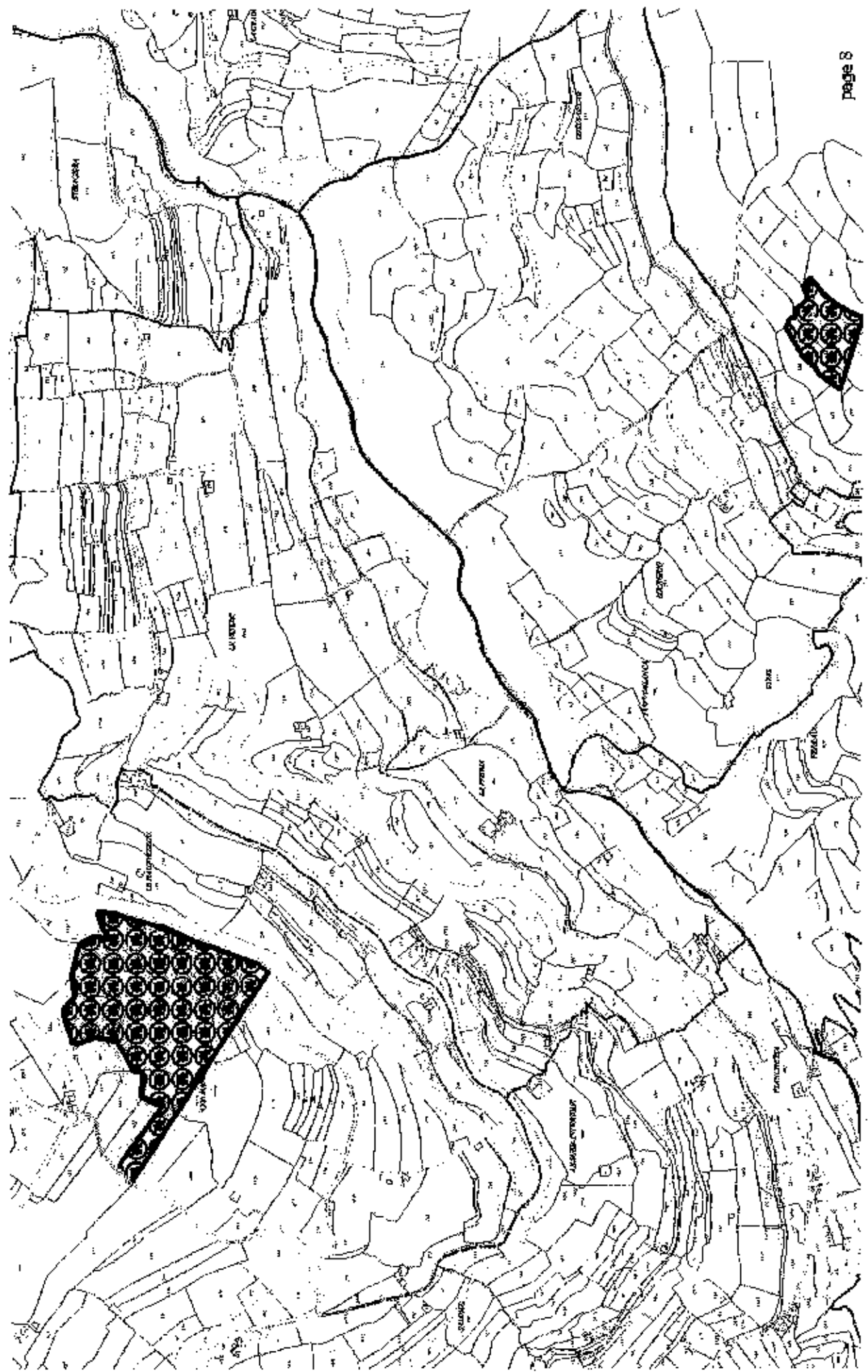


Annexe à l'arrêté 2018-130
BELVEDERE - 2 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



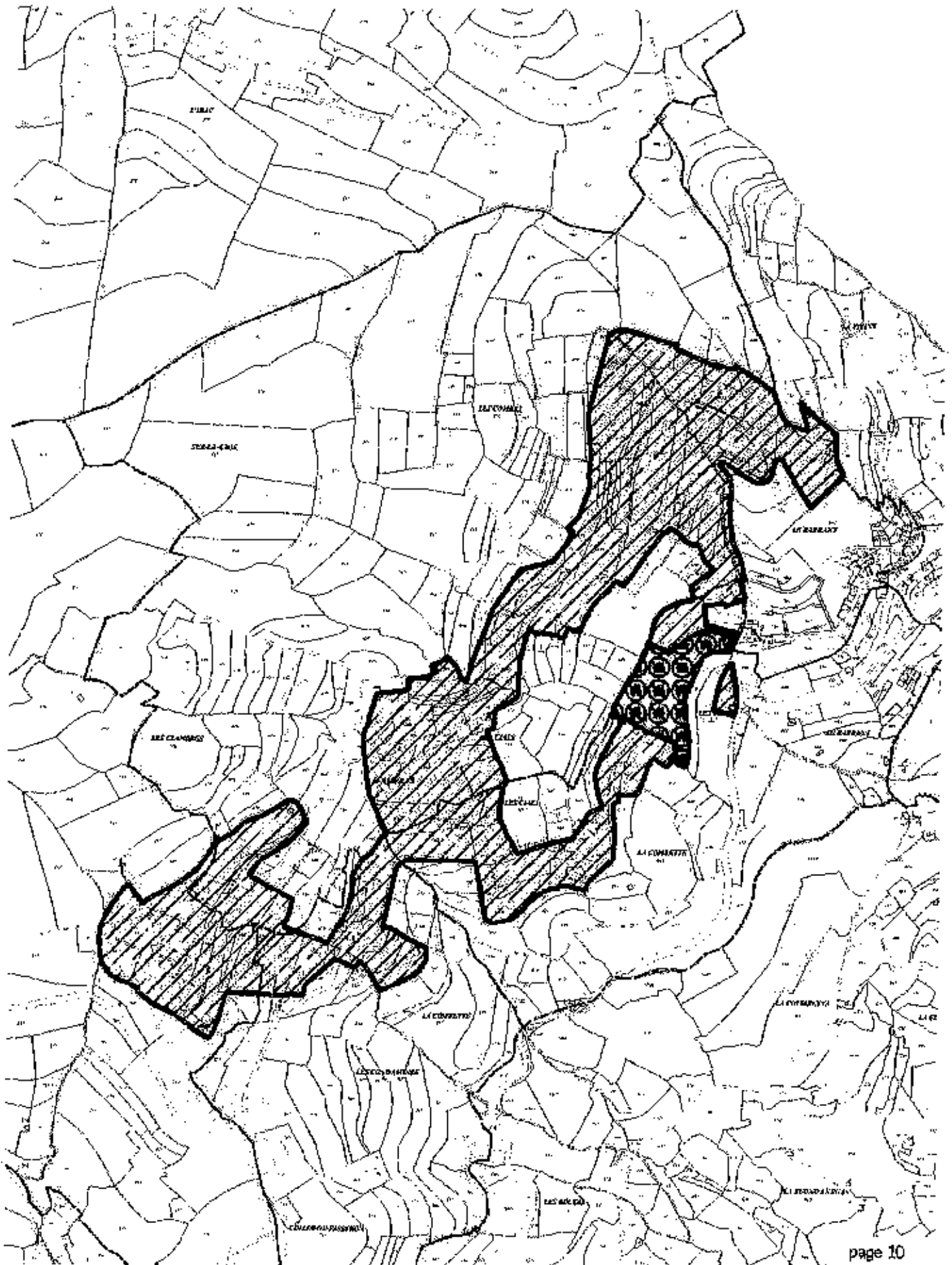
Annexe à l'arrêté 2018-130
LA BOLLENE-VESUBIE - 1 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 60 120 180 m



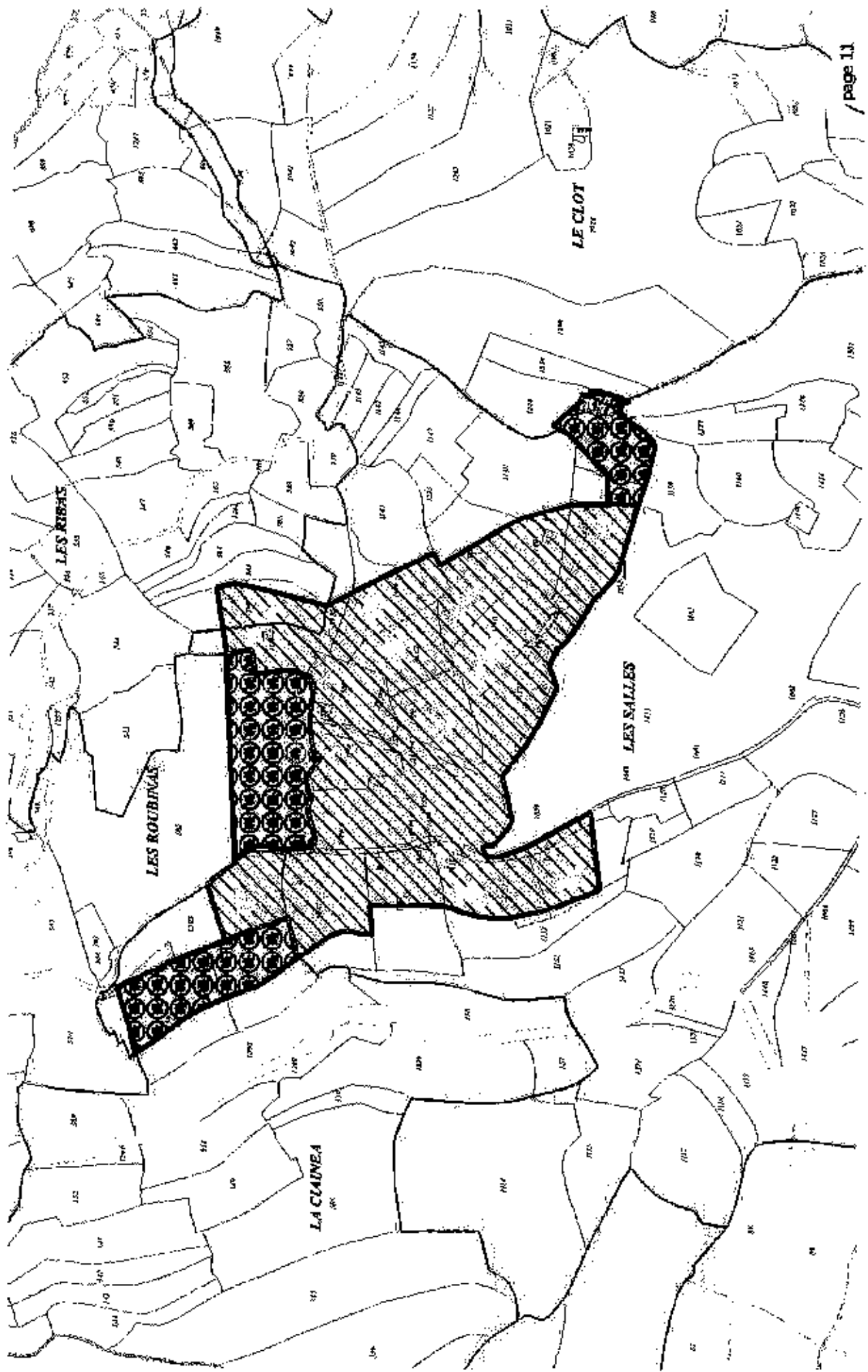
0 60 120 180 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
BONSON - 1 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



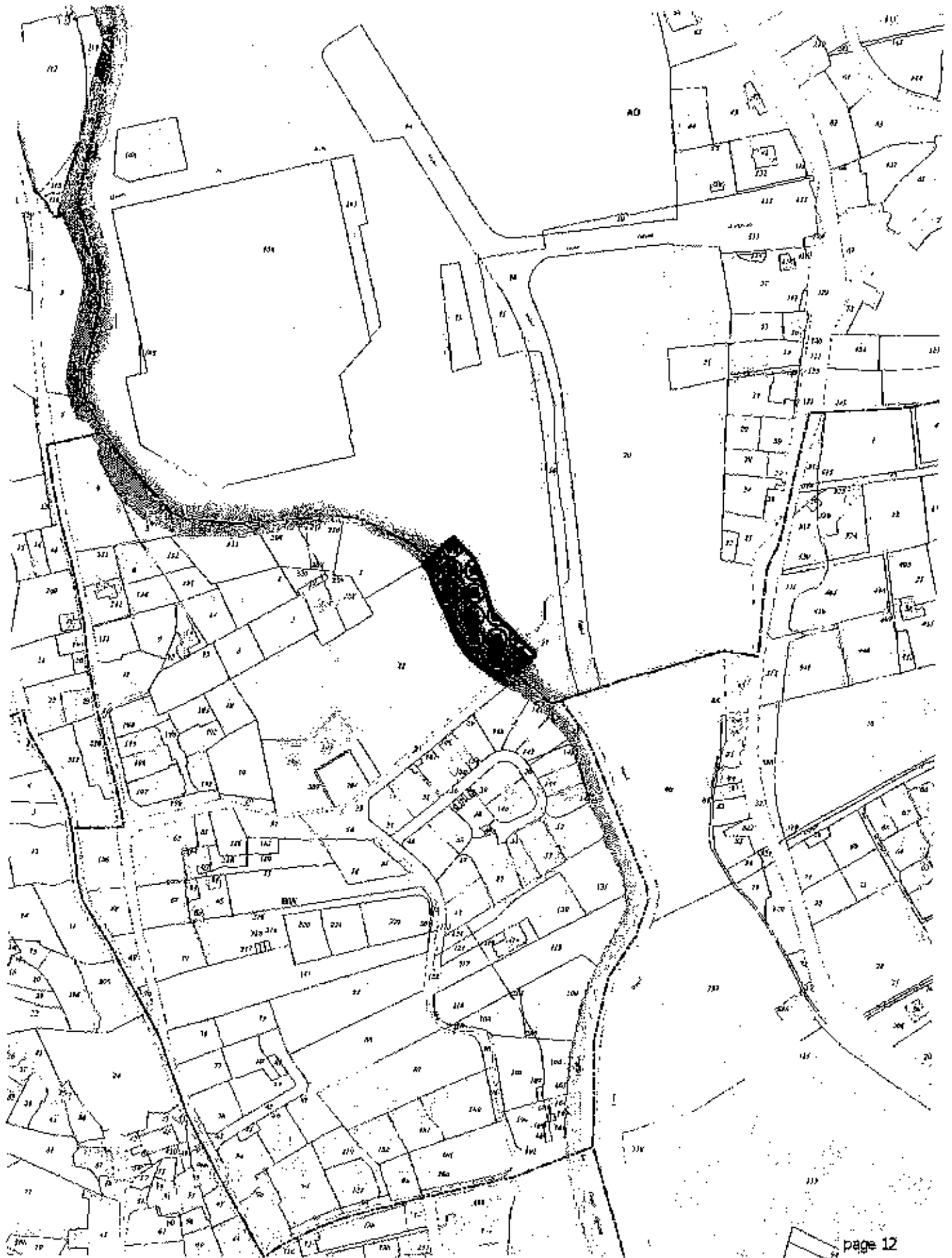
Annexe à l'arrêté 2018-130
BONSON - 2 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 30 60 90 m



0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
CAGNES-SUR-MER - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

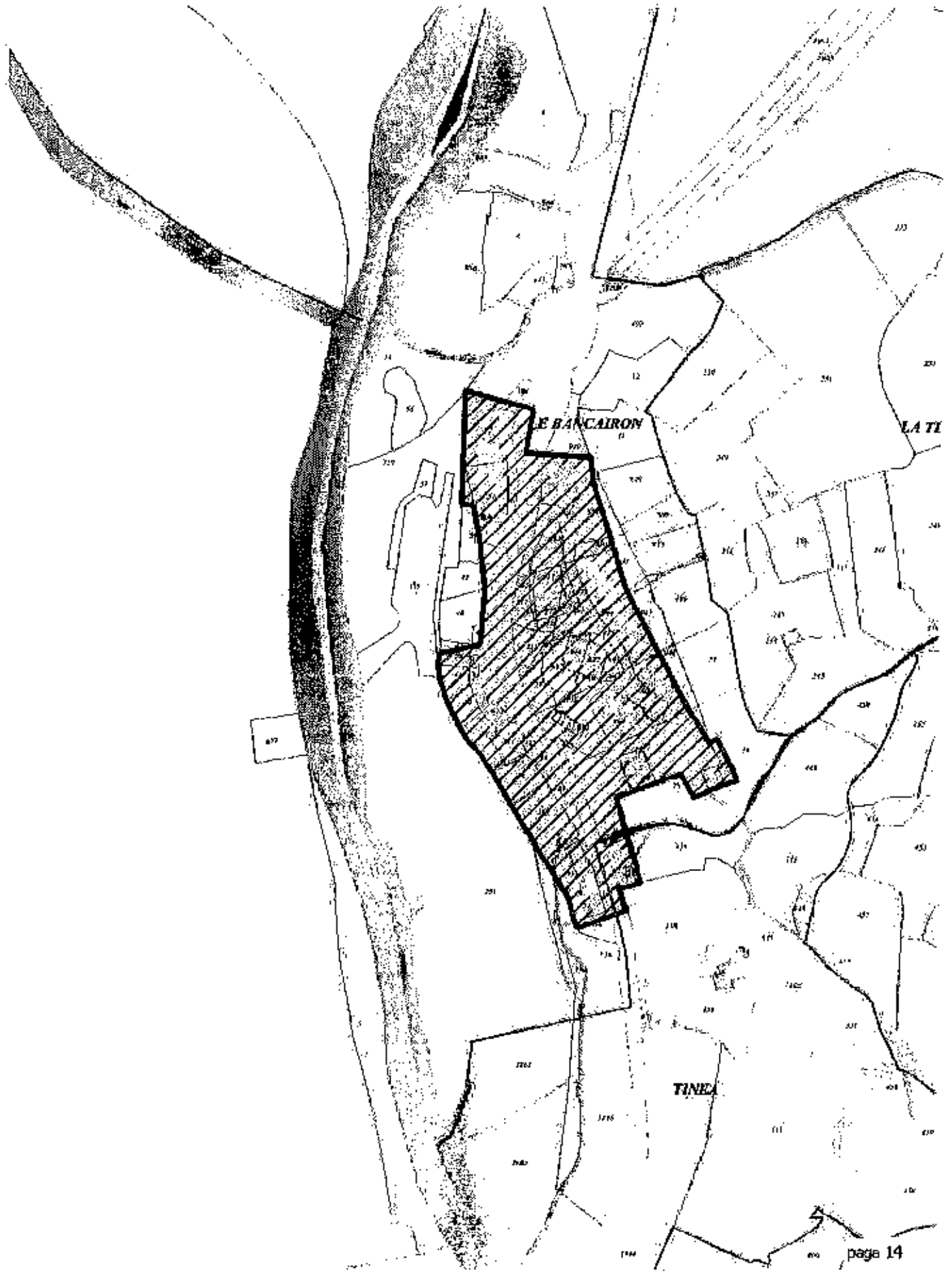
Annexe à l'arrêté 2018-130
CAP-D-AIL - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

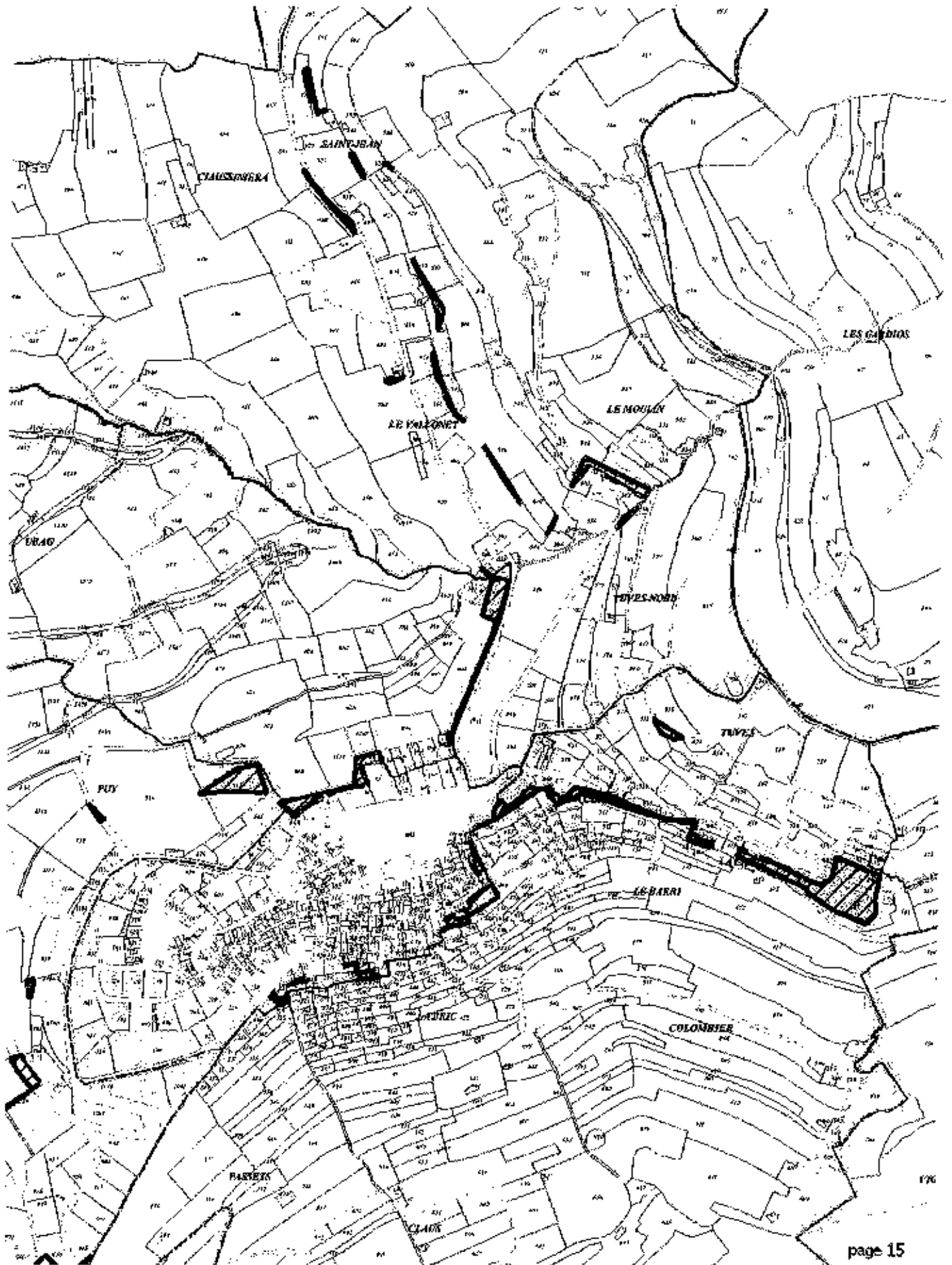


Annexe à l'arrêté 2018-130
CLANS - 1 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



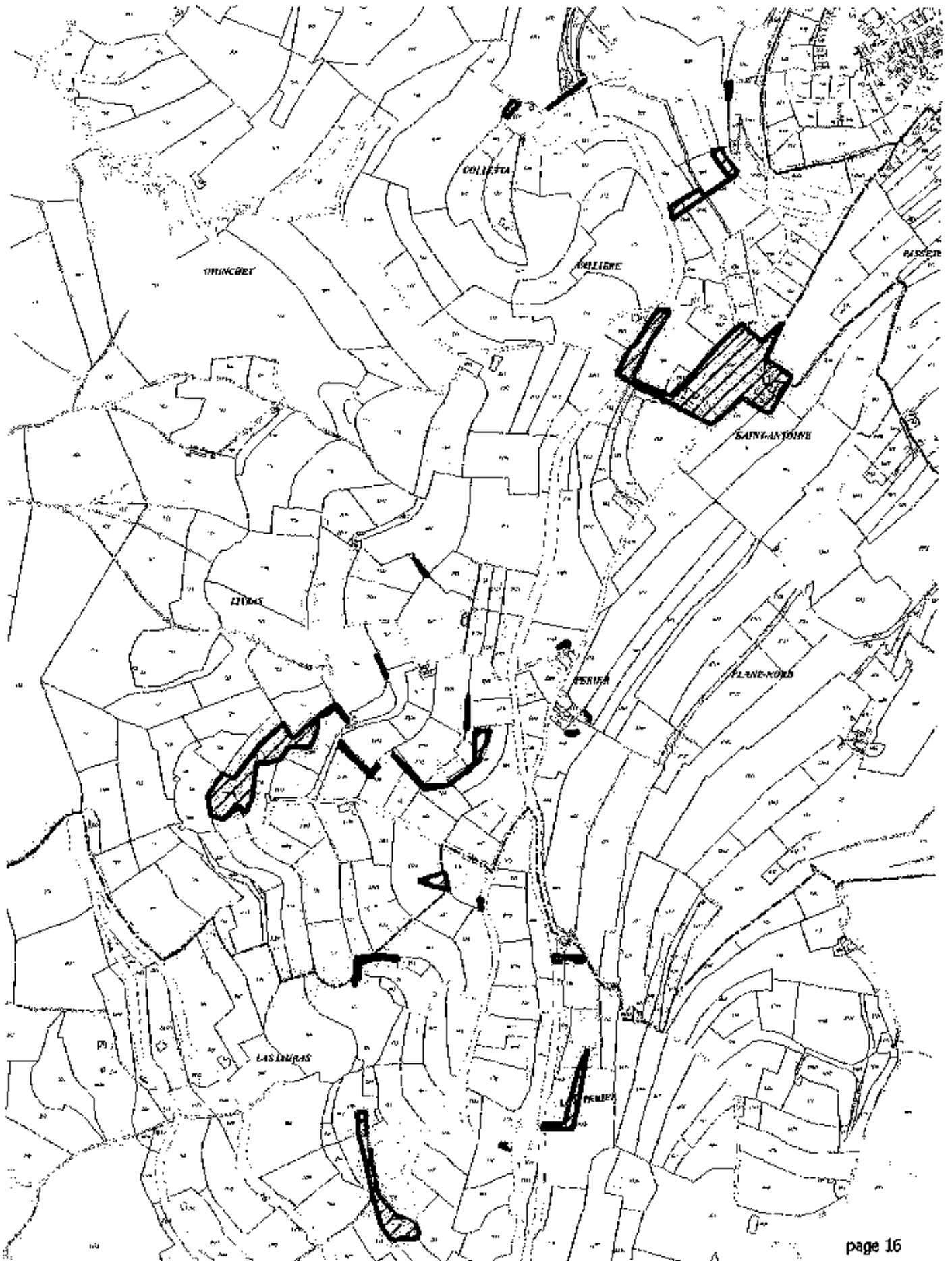
0 40 80 120 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
CLANS - 2 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

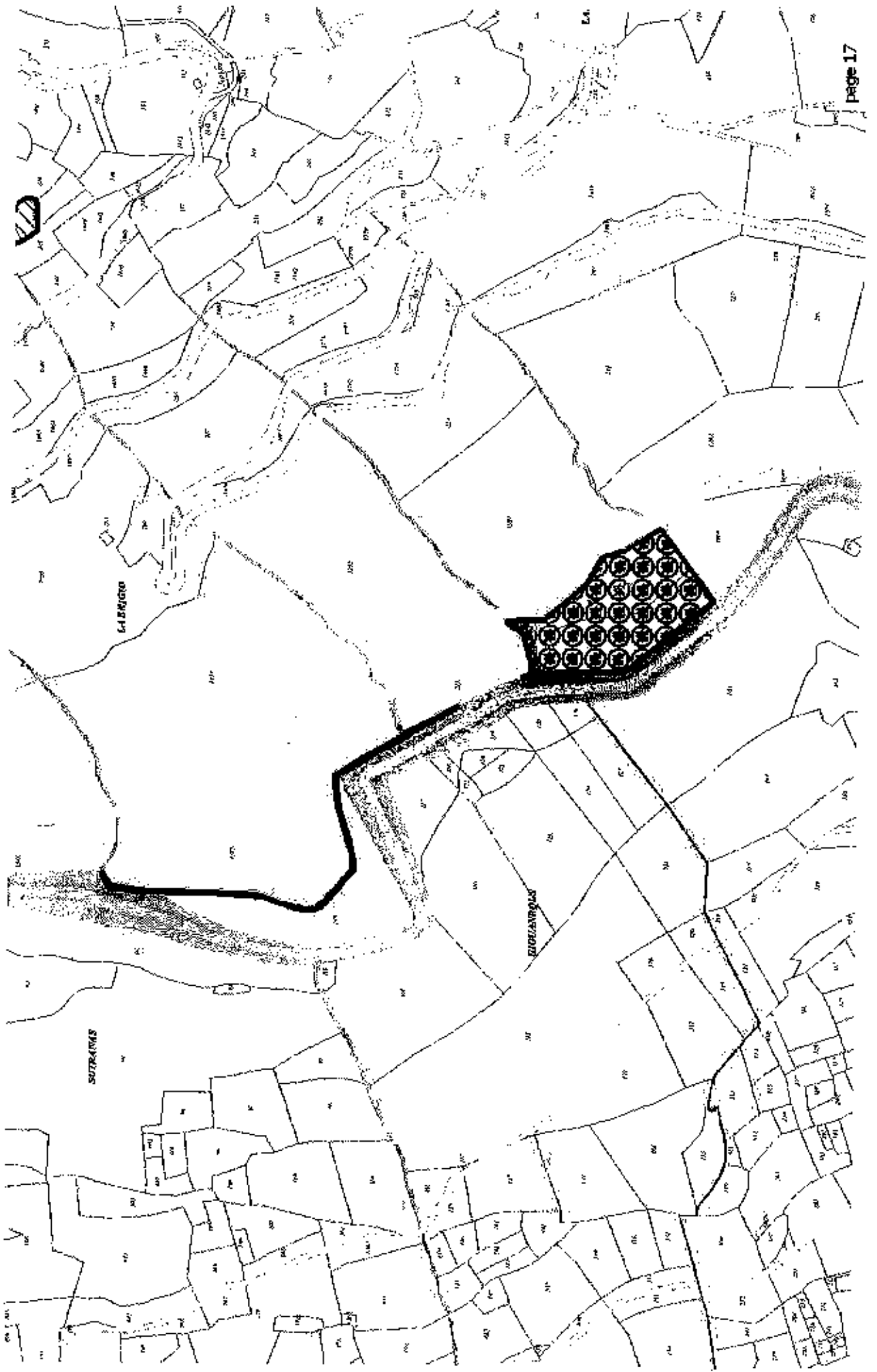


0 50 100 150 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
CLANS - 3 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

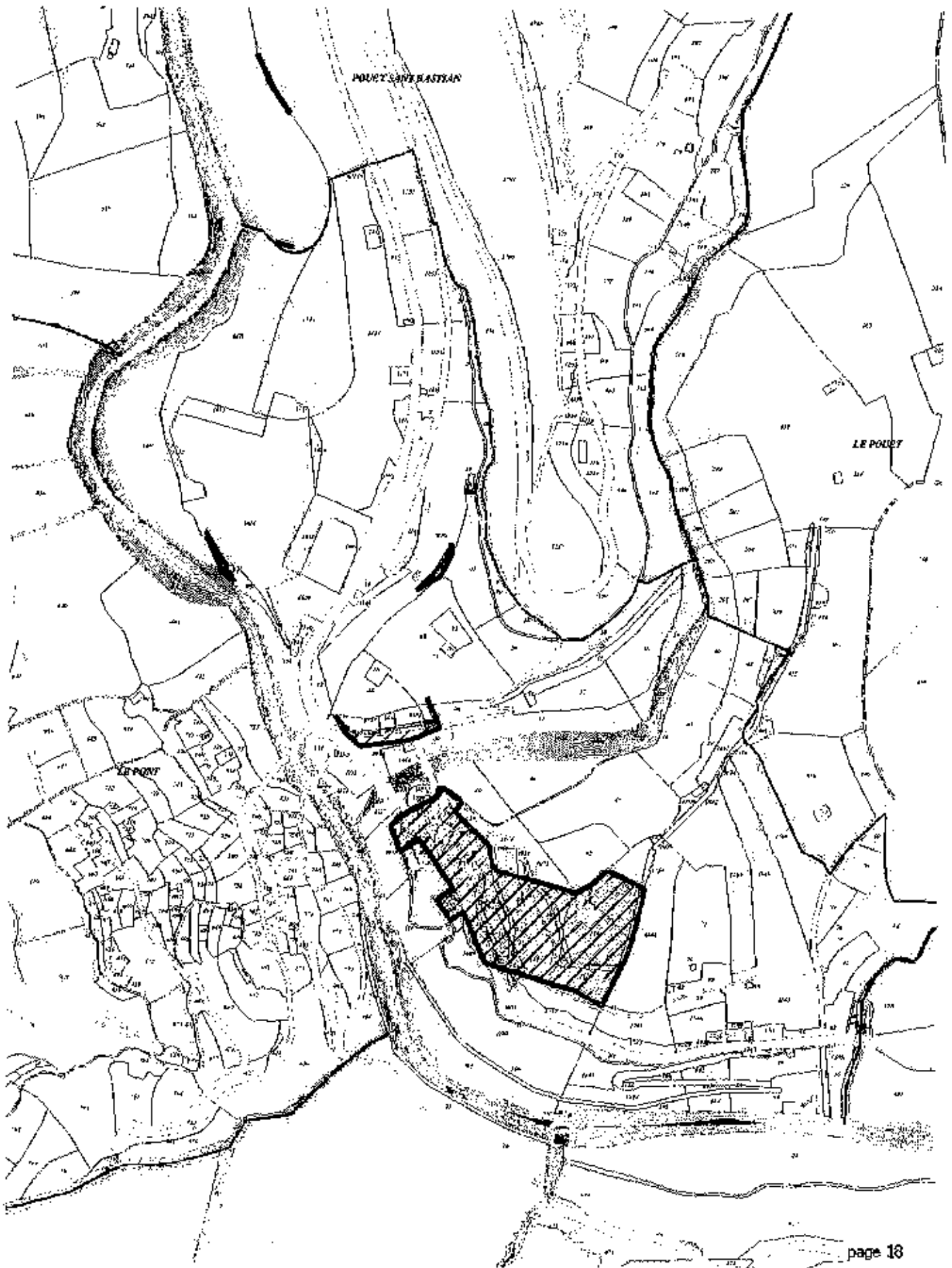


Annexe à l'arrêté 2018-130
CLANS - 4 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



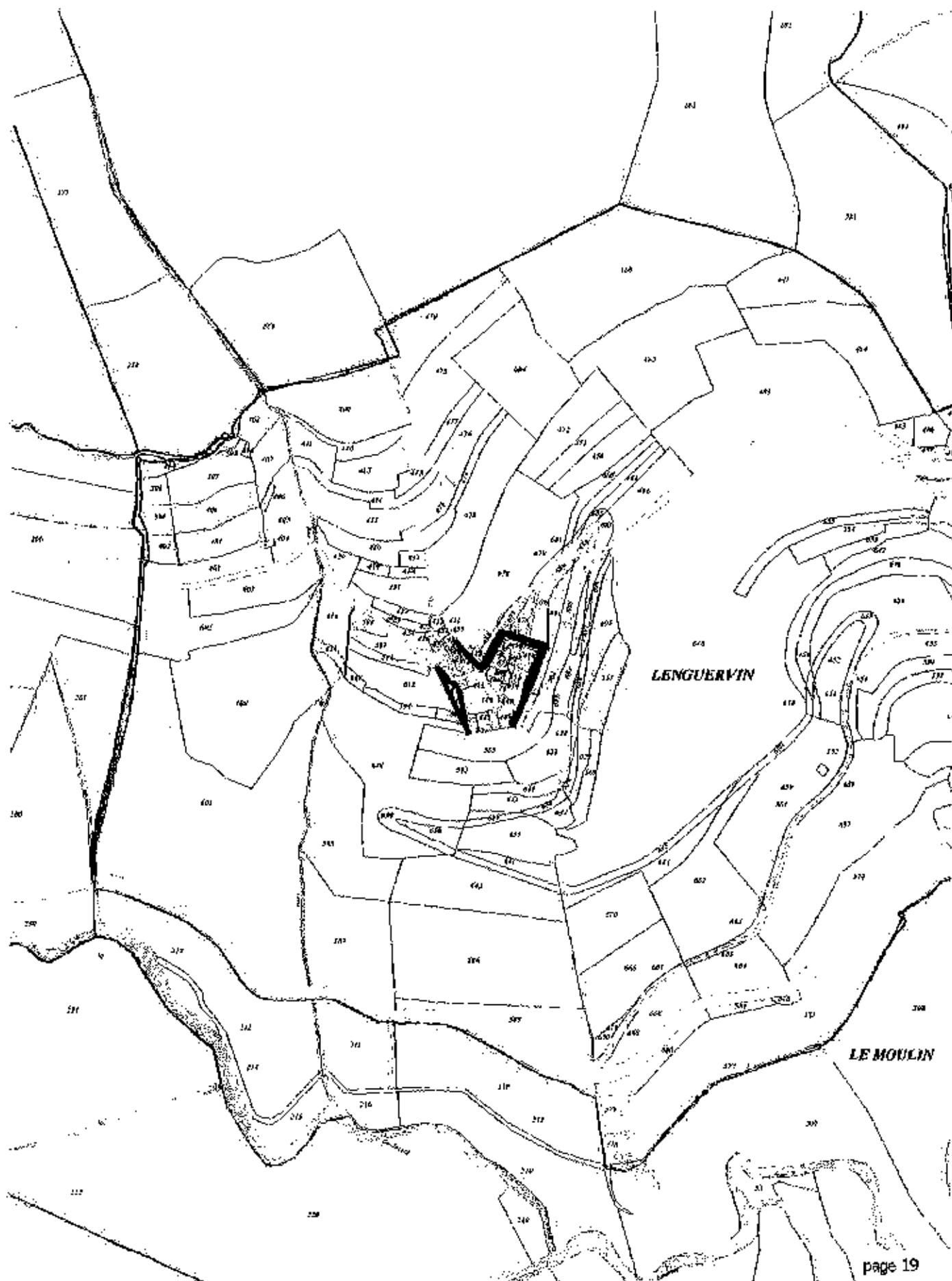
0 40 80 120 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
CLANS - 5 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

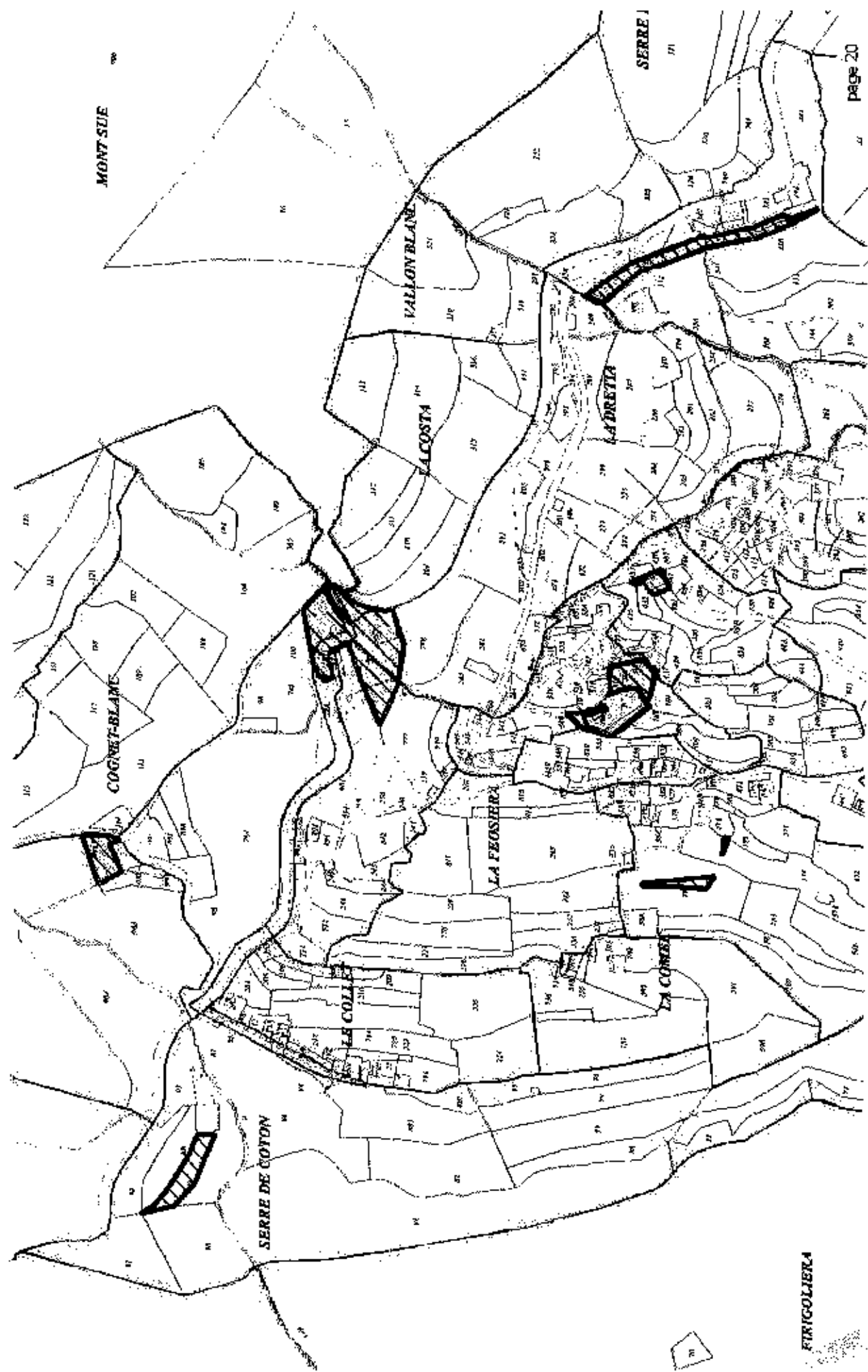


0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
DURANUS - 1 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

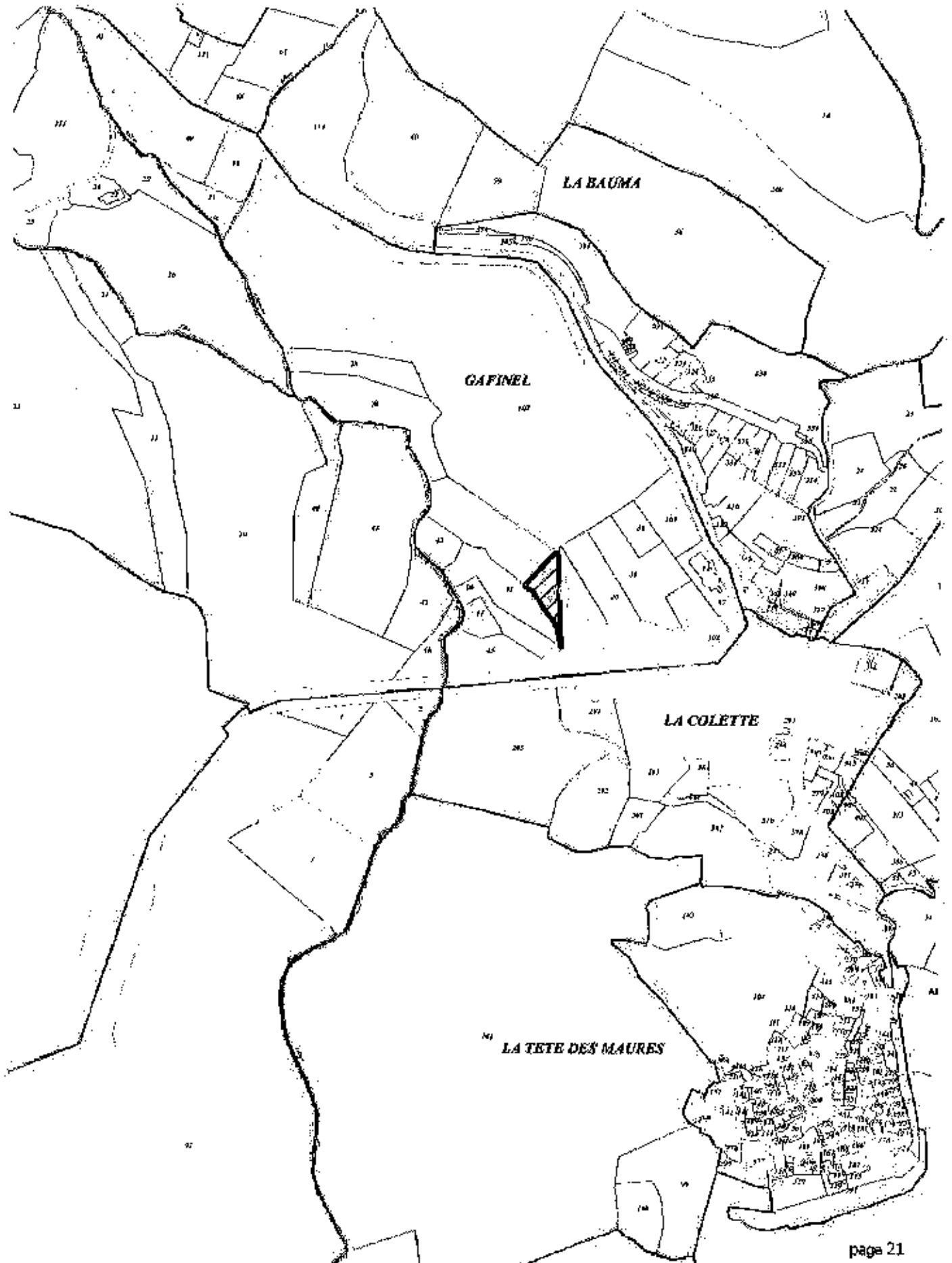


Annexe à l'arrêté 2018-130
DURANUS - 2 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



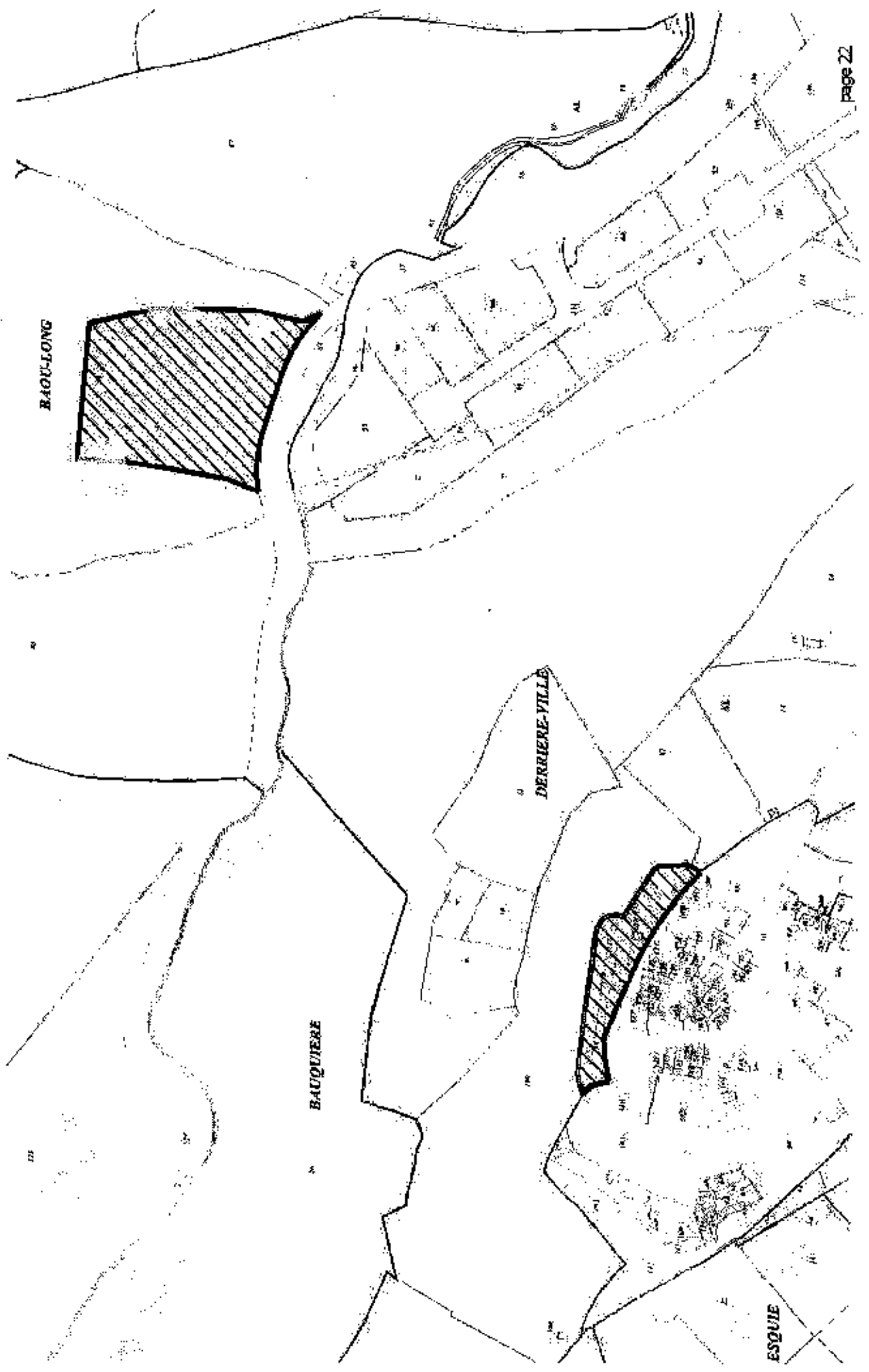
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
EZE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



Annexe à l'arrêté 2018-130
FALICON - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 30 60 90 m



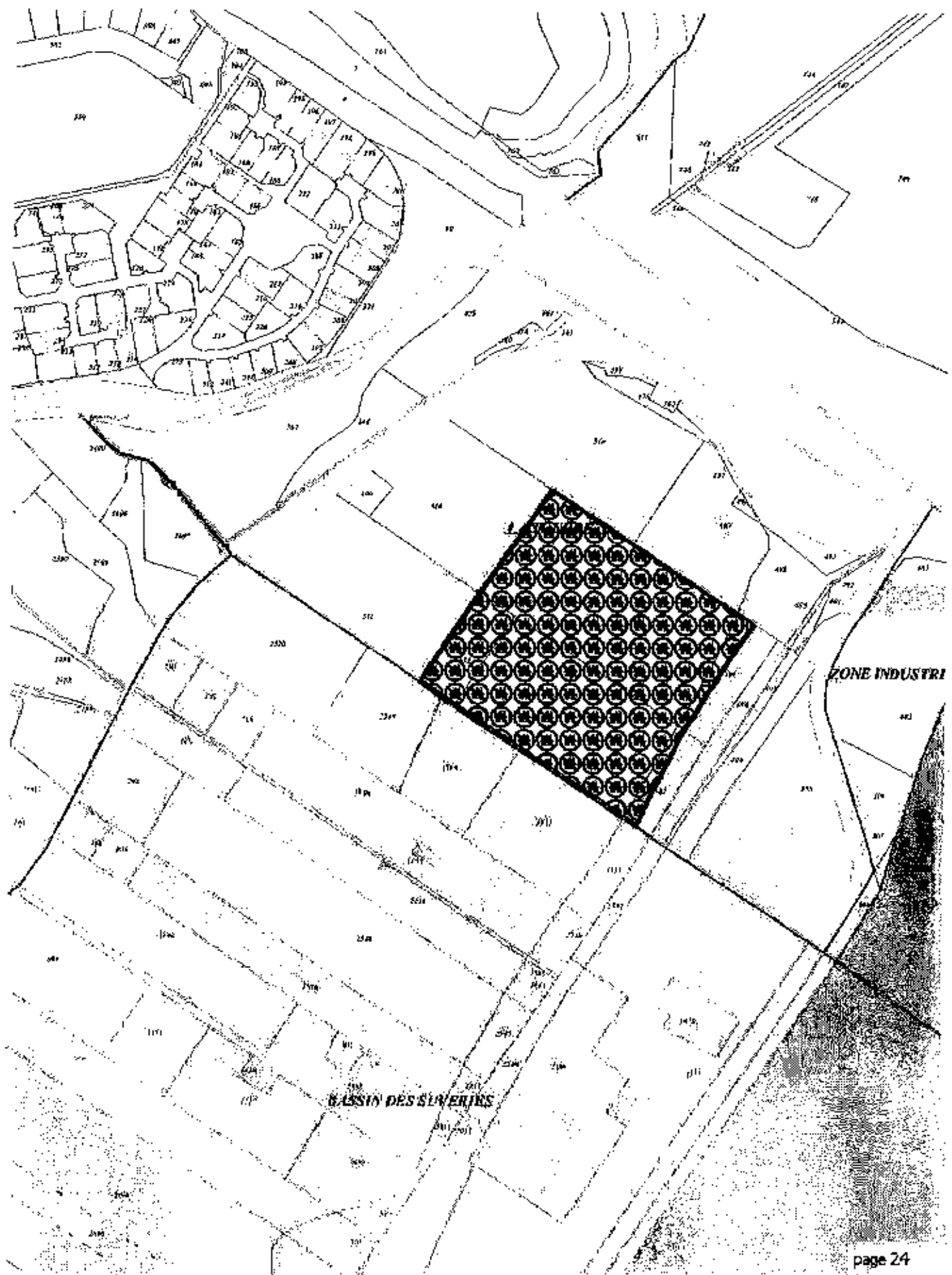
Annexe à l'arrêté 2018-130
GATTIERES - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 40 80 120 m



0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
GATTIERES - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



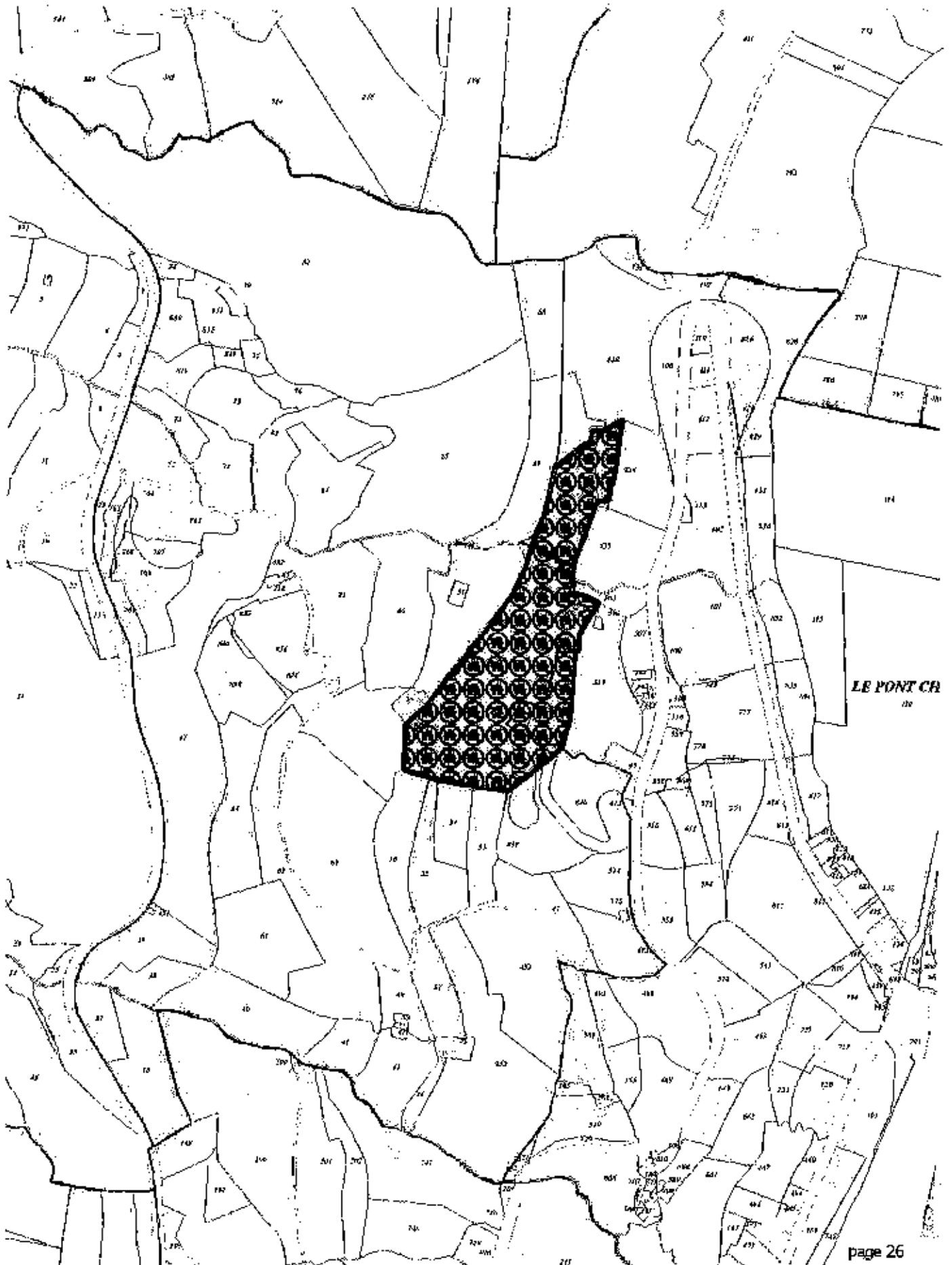
Annexe à l'arrêté 2018-130
LA GAUDE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 40 80 120 m



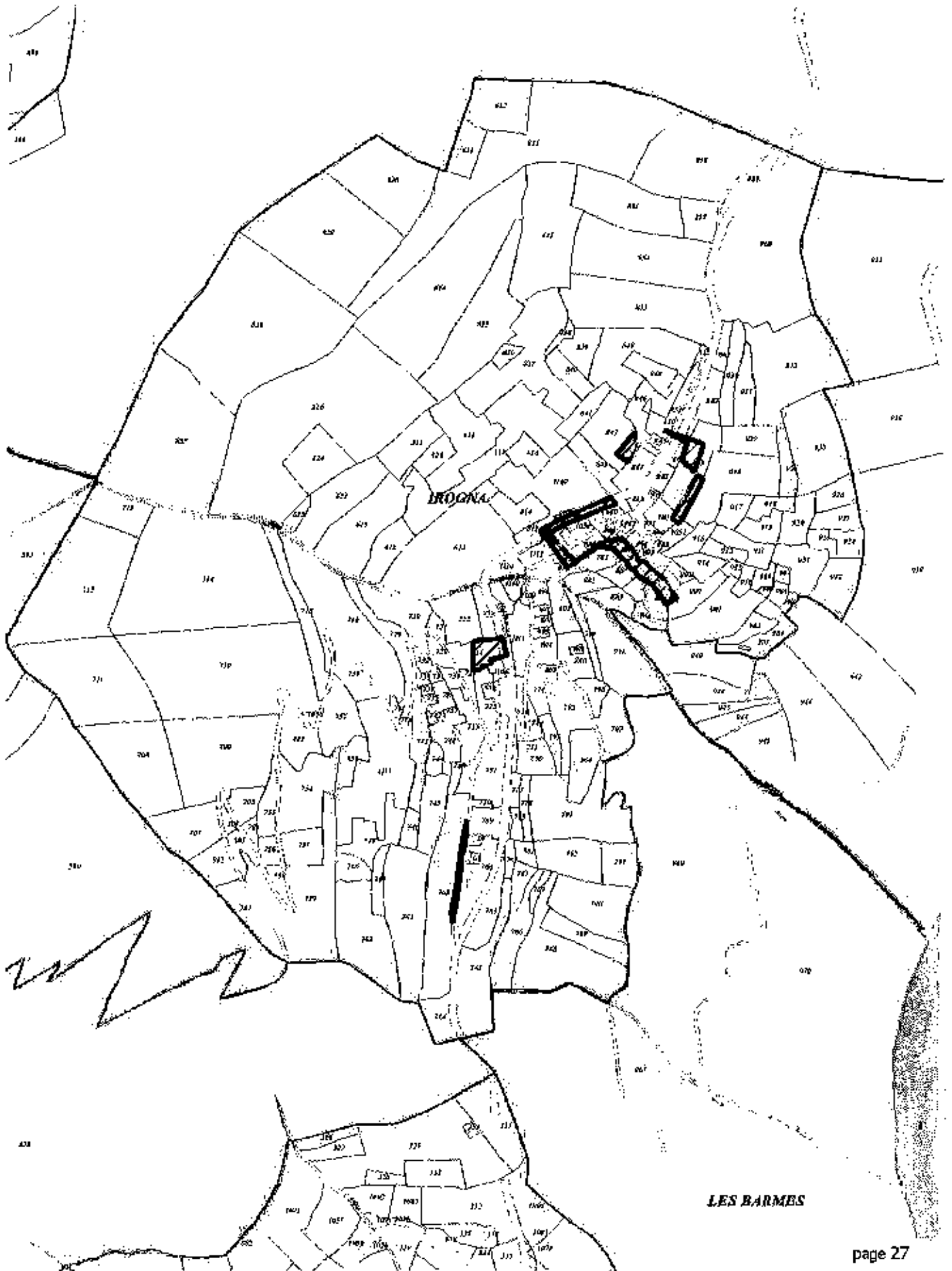
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
GILLETTE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



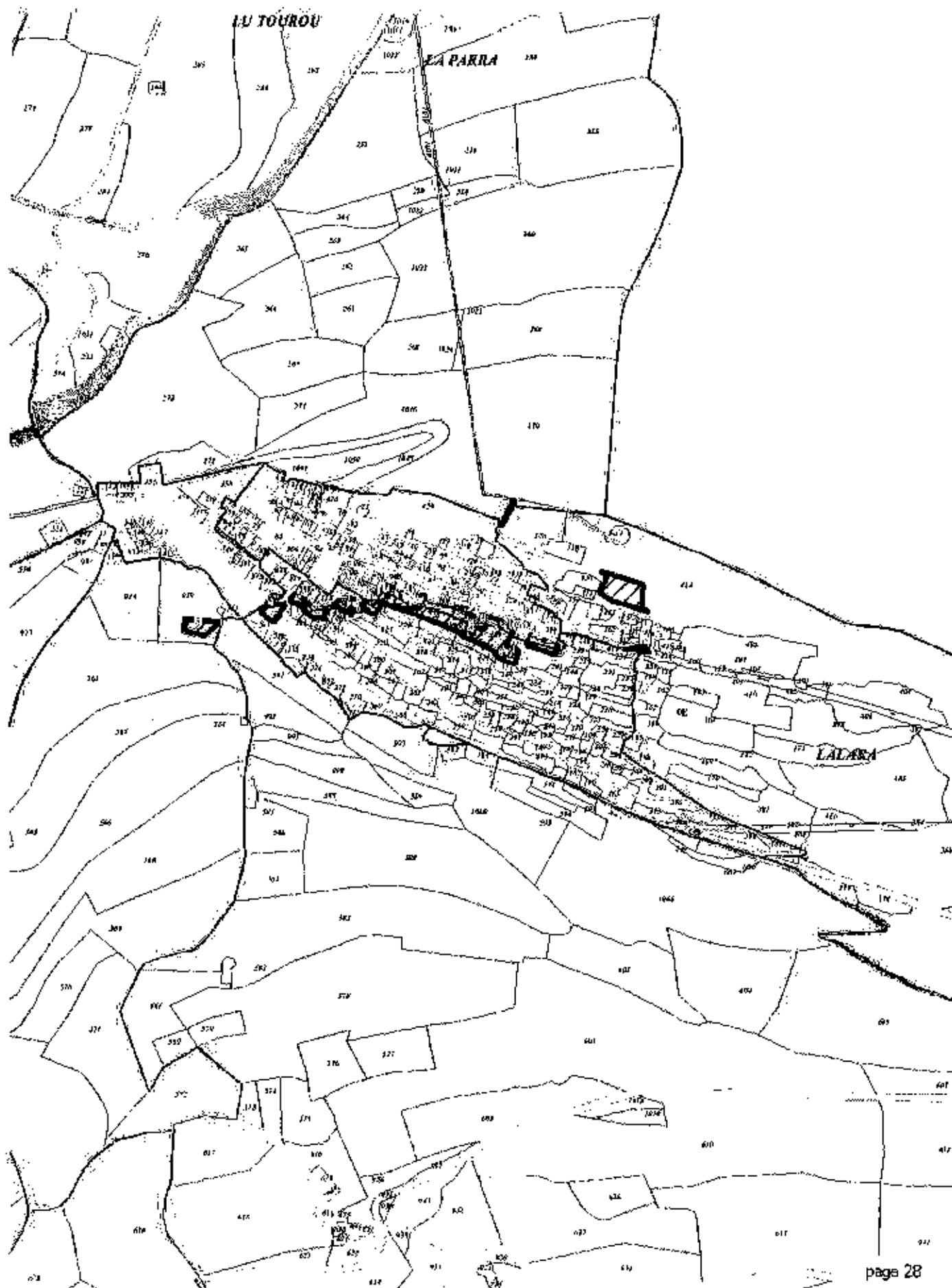
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
ILONSE - 1 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
ILONSE - 2 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



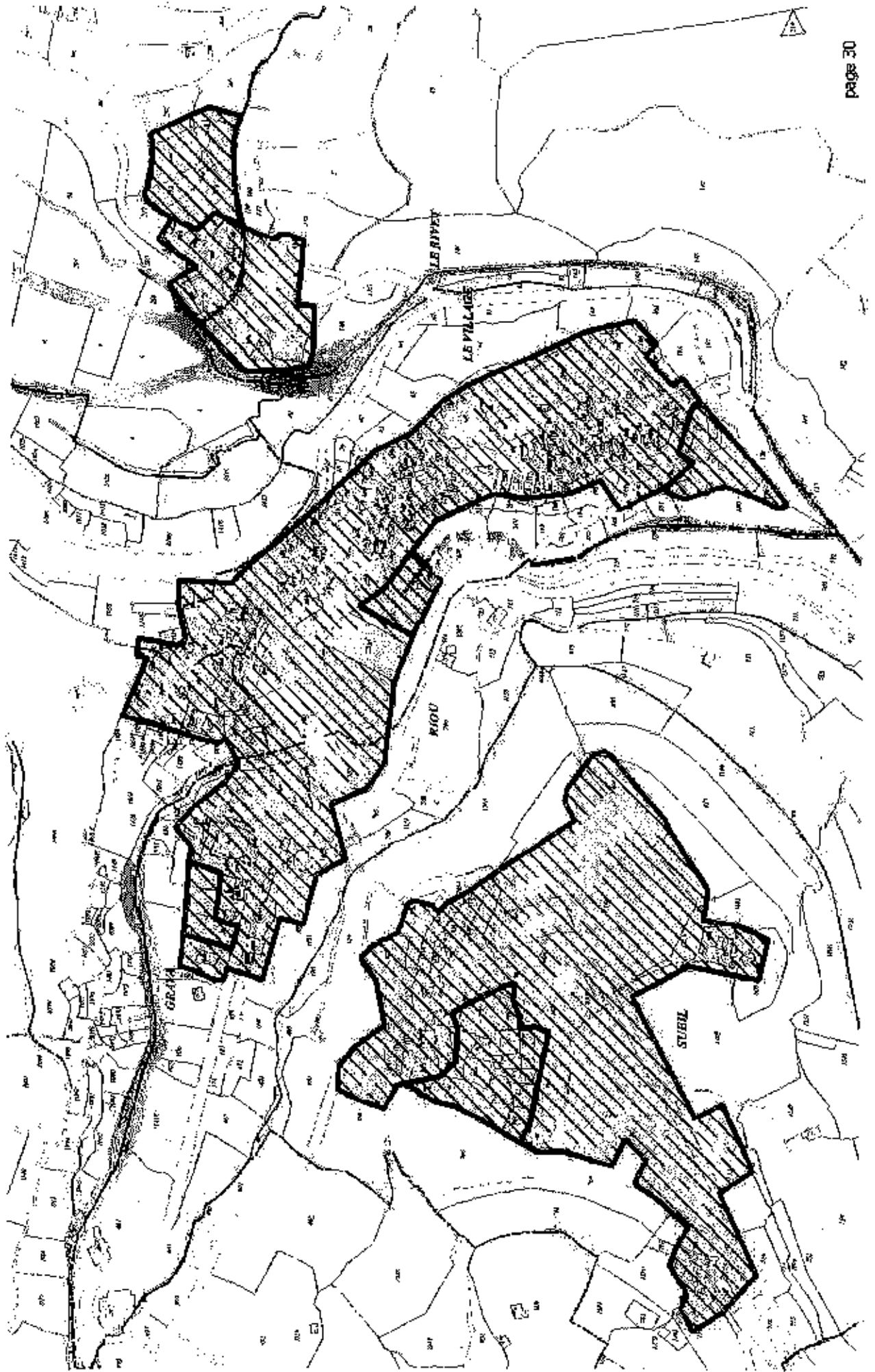
Annexe à l'arrêté 2018-130
LANTOSQUE - 1 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 60 120 180 m

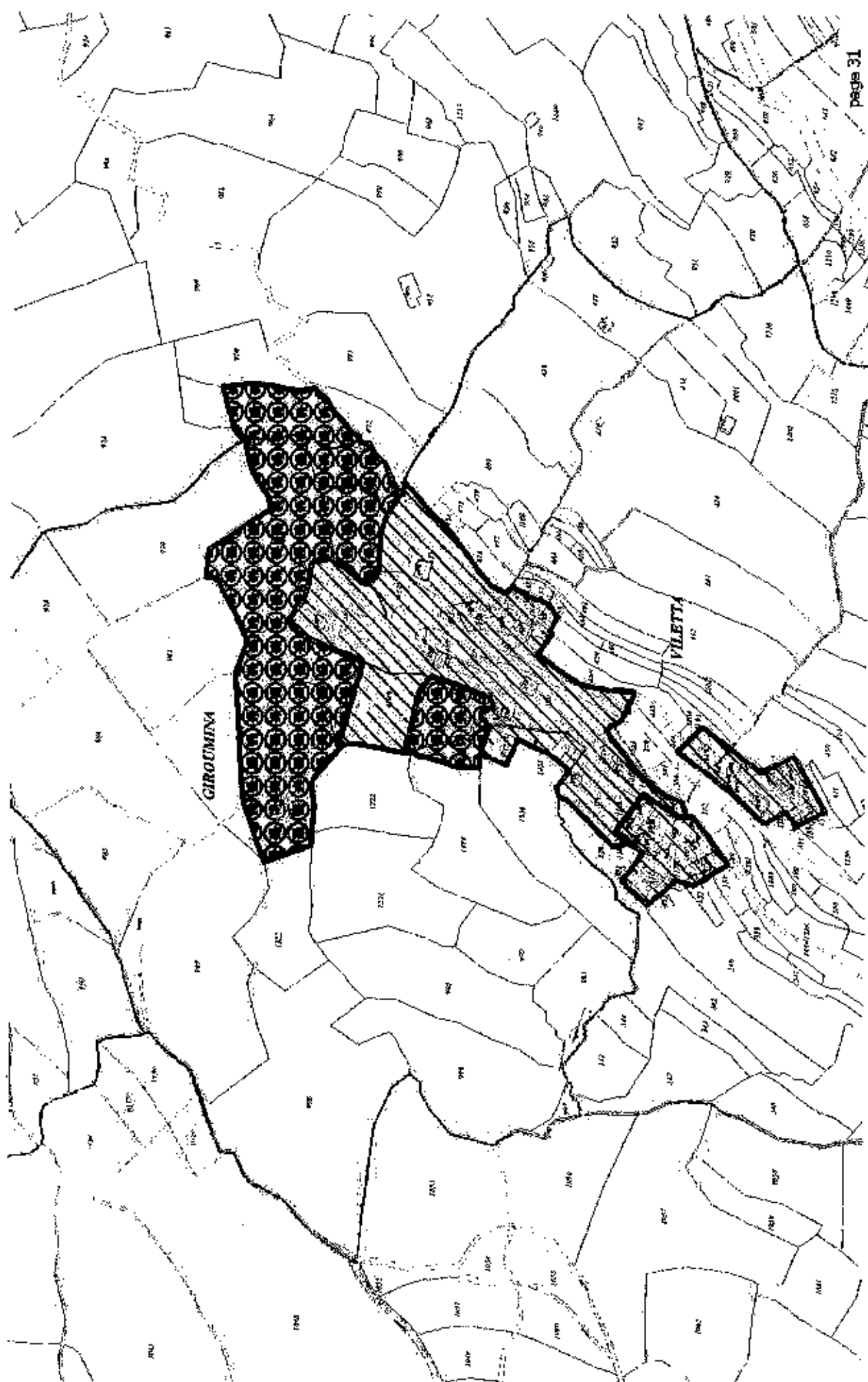


Annexe à l'arrêté 2018-130
LANTOSQUE - 2 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 40 80 120 m

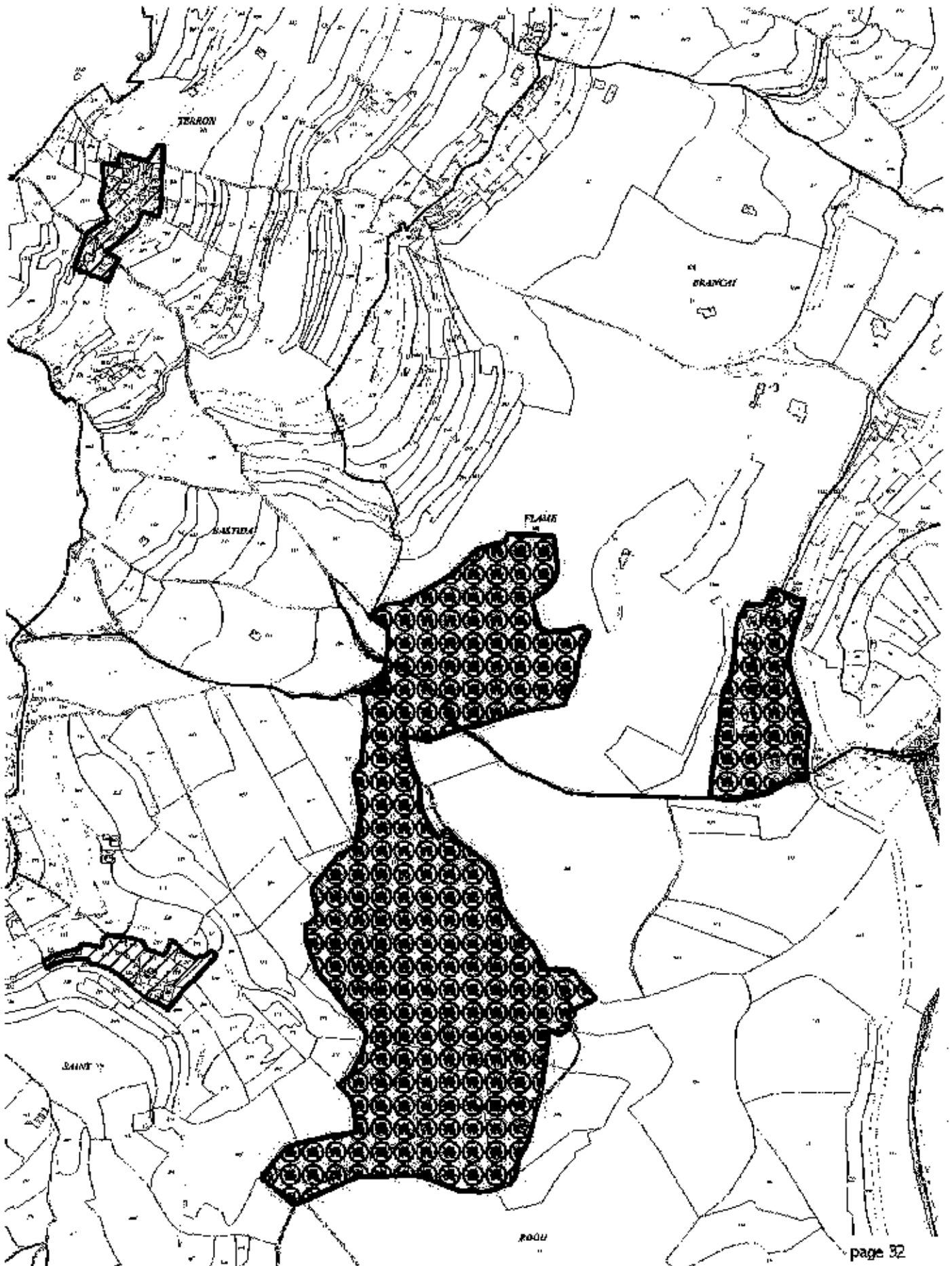


Annexe à l'arrêté 2018-130
LANTOSQUE - 3 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP




0 50 100 150 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
LANTOSQUE - 4 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP



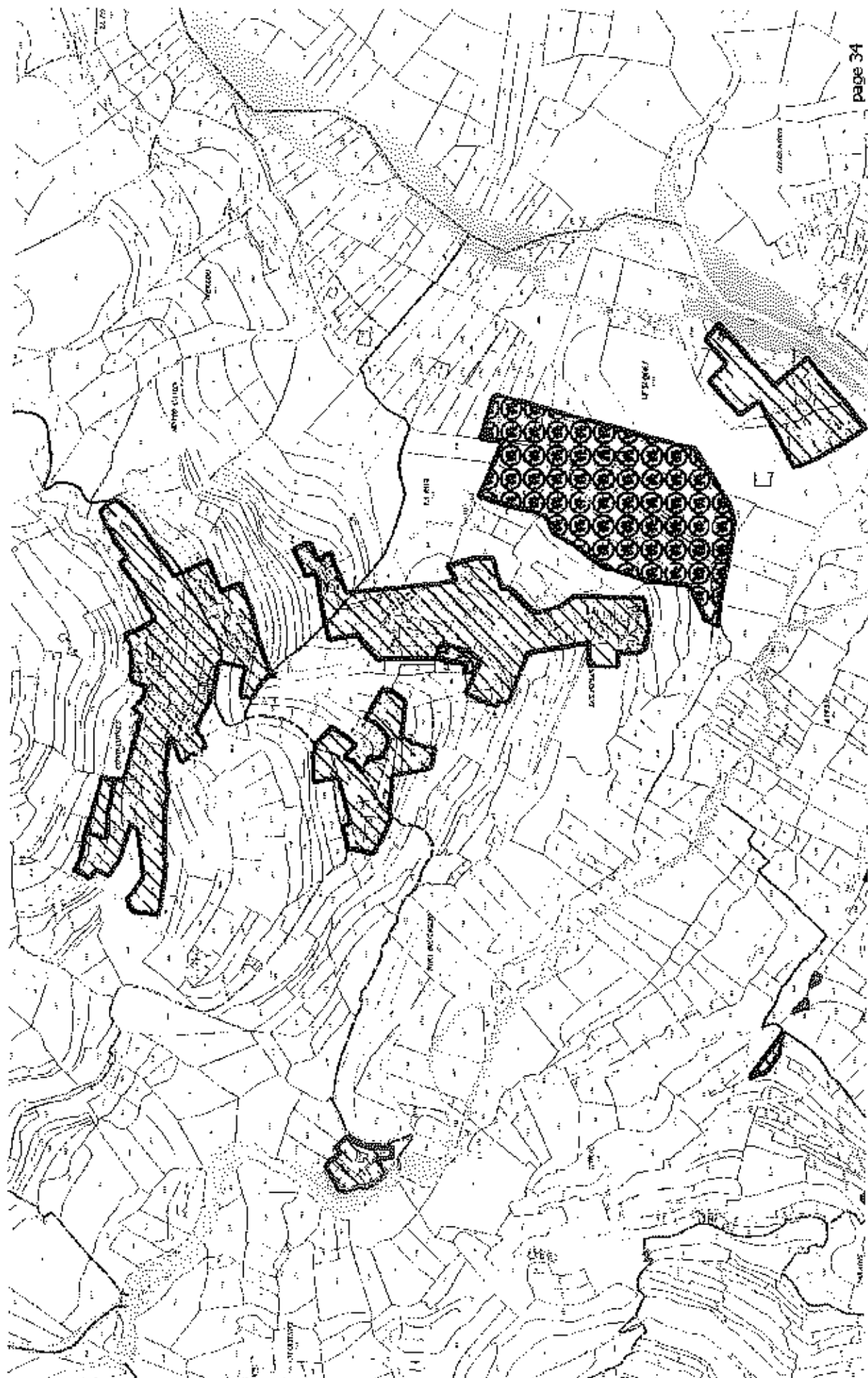
Annexe à l'arrêté 2018-130
LANTOSQUE - 5 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 60 120 180 m



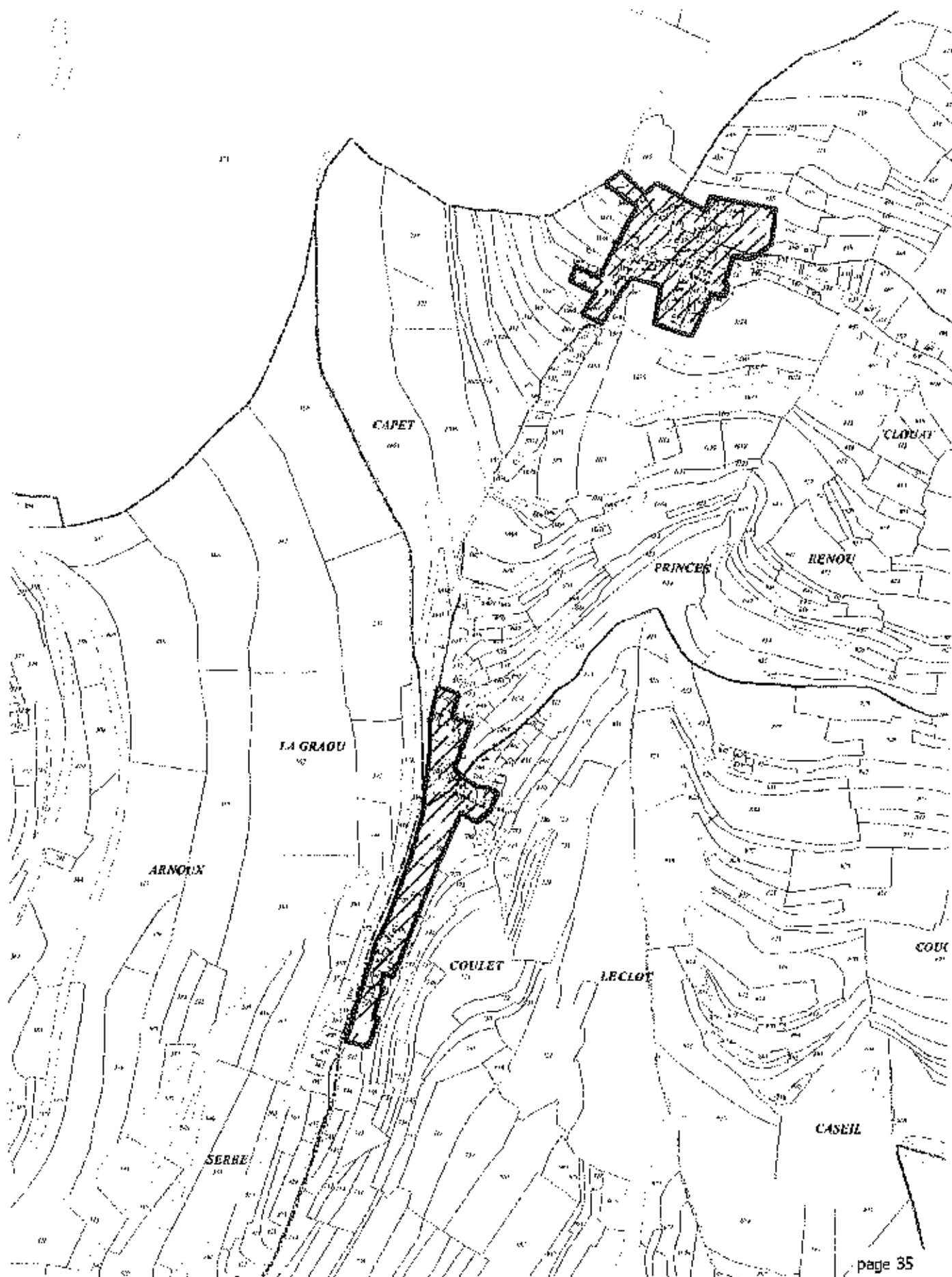
0 60 120 180 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
LANTOSQUE - 6 (commune en RND)
fond cadastral 2017 DGFJP



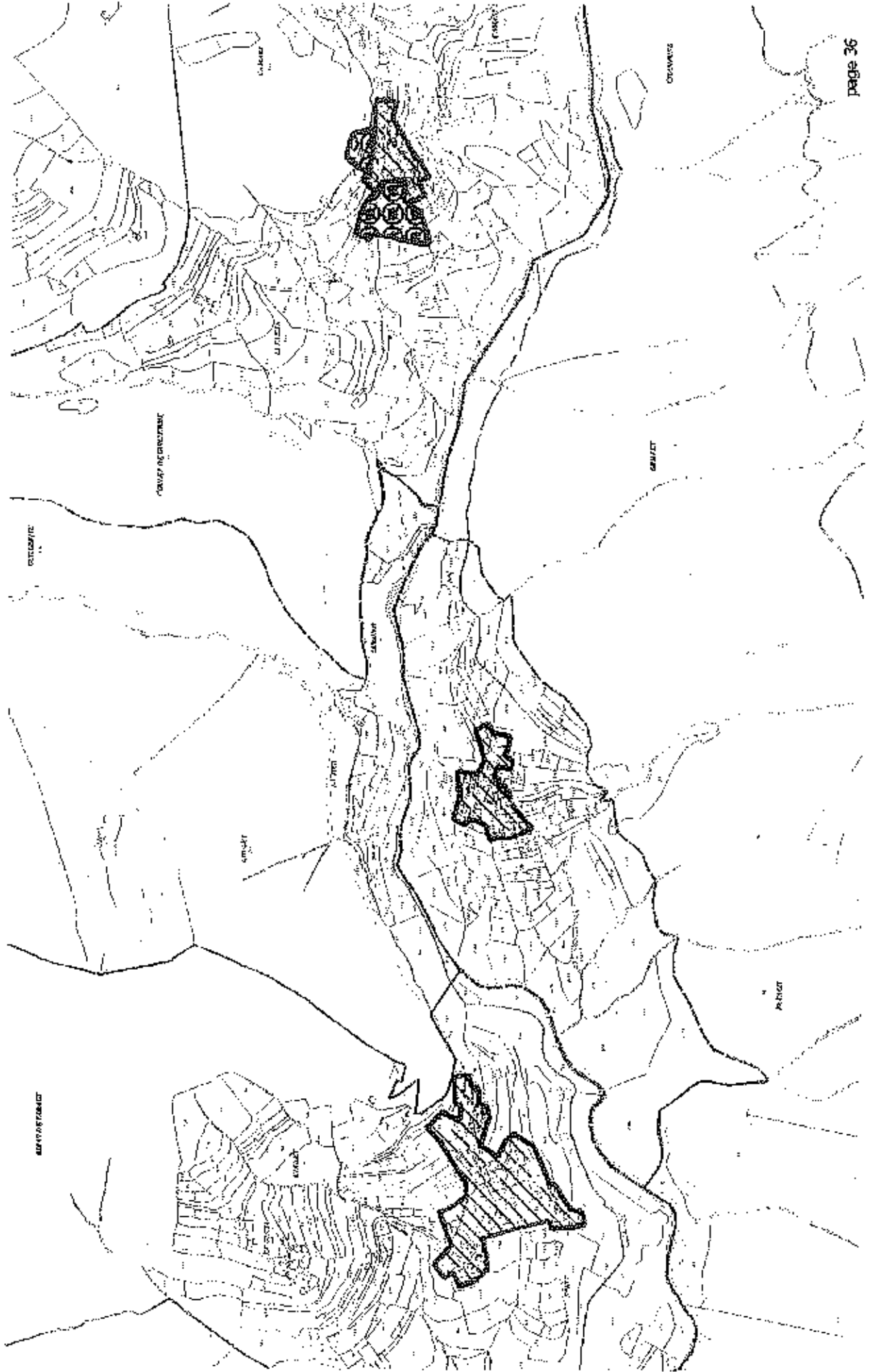

0 40 80 120 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
LANTOSQUE - 7 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP



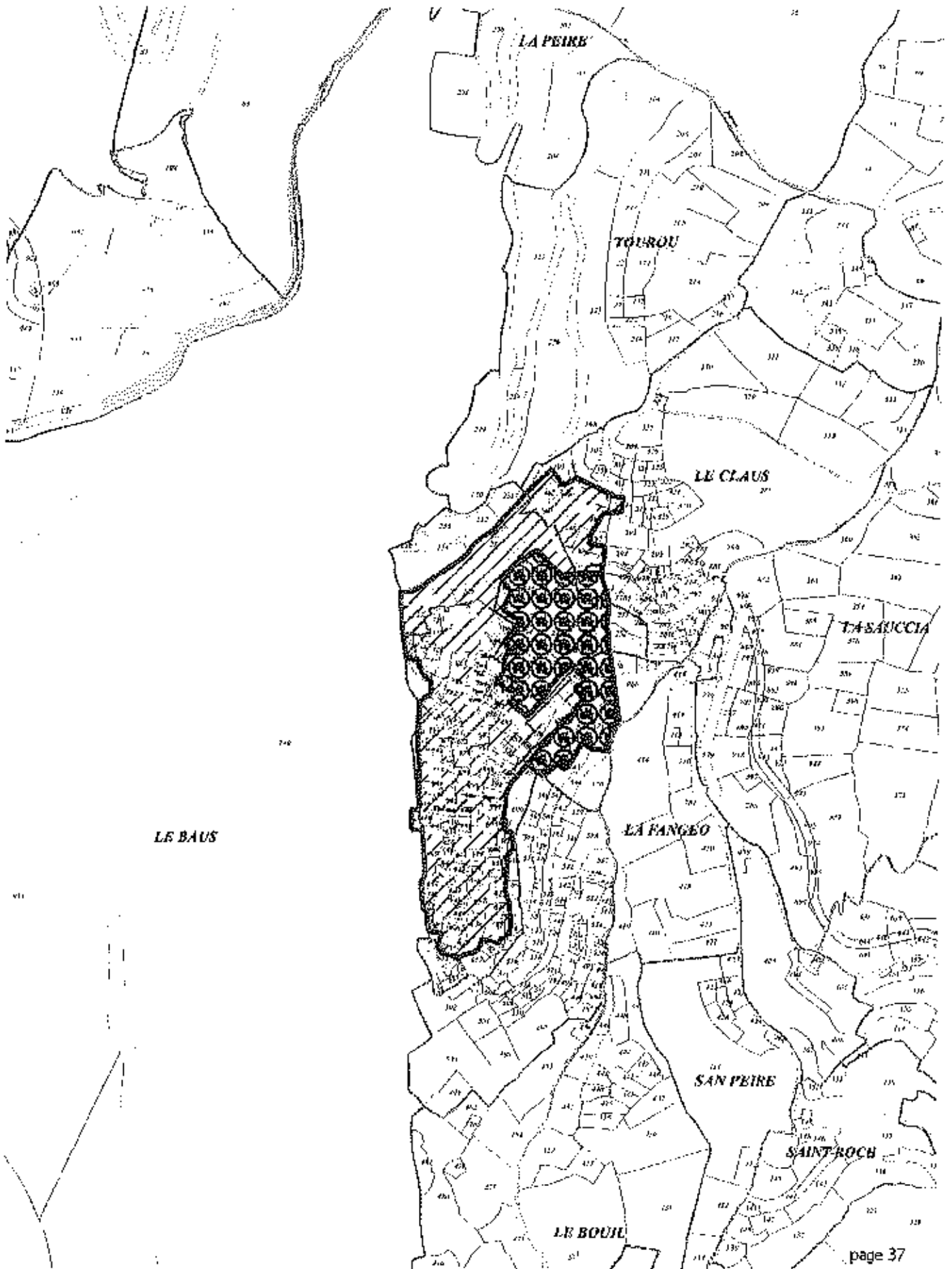
Annexe à l'arrêté 2018-130
LANTOSQUE - 8 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 60 120 180 m



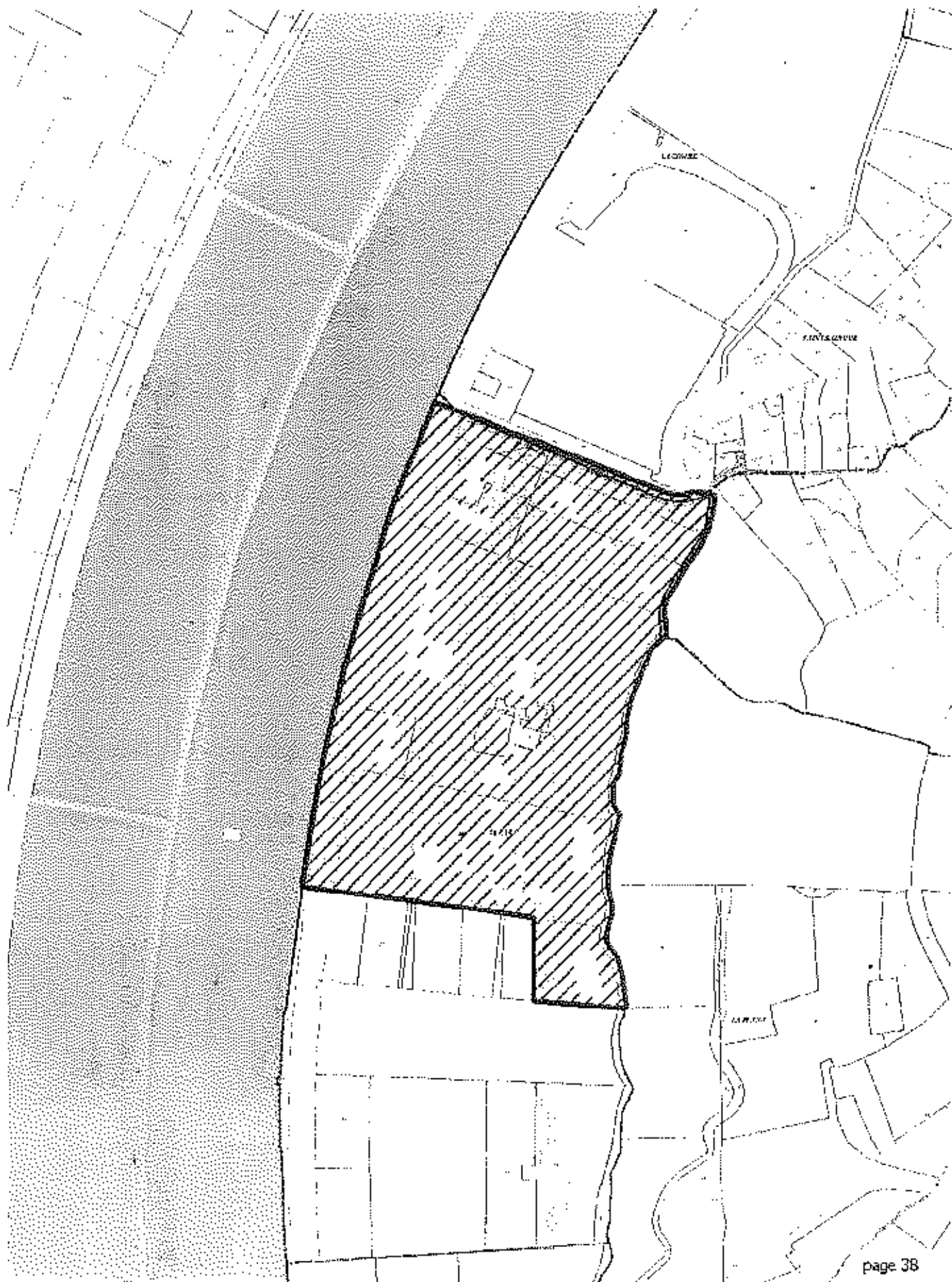
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
MARIE - 1 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

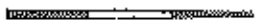


0 60 120 180 m

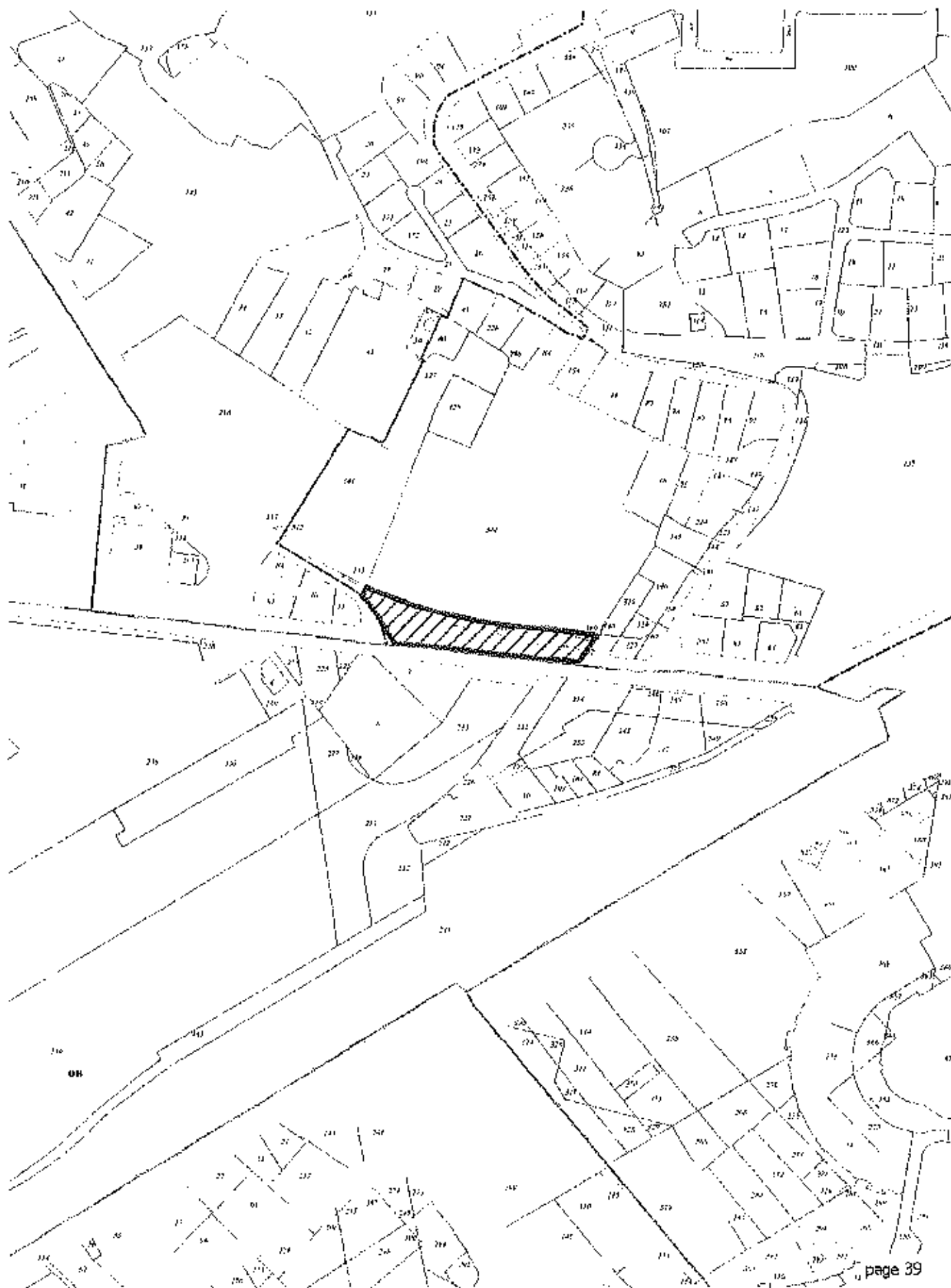
Annexe à l'arrêté 2018-130
NICE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m



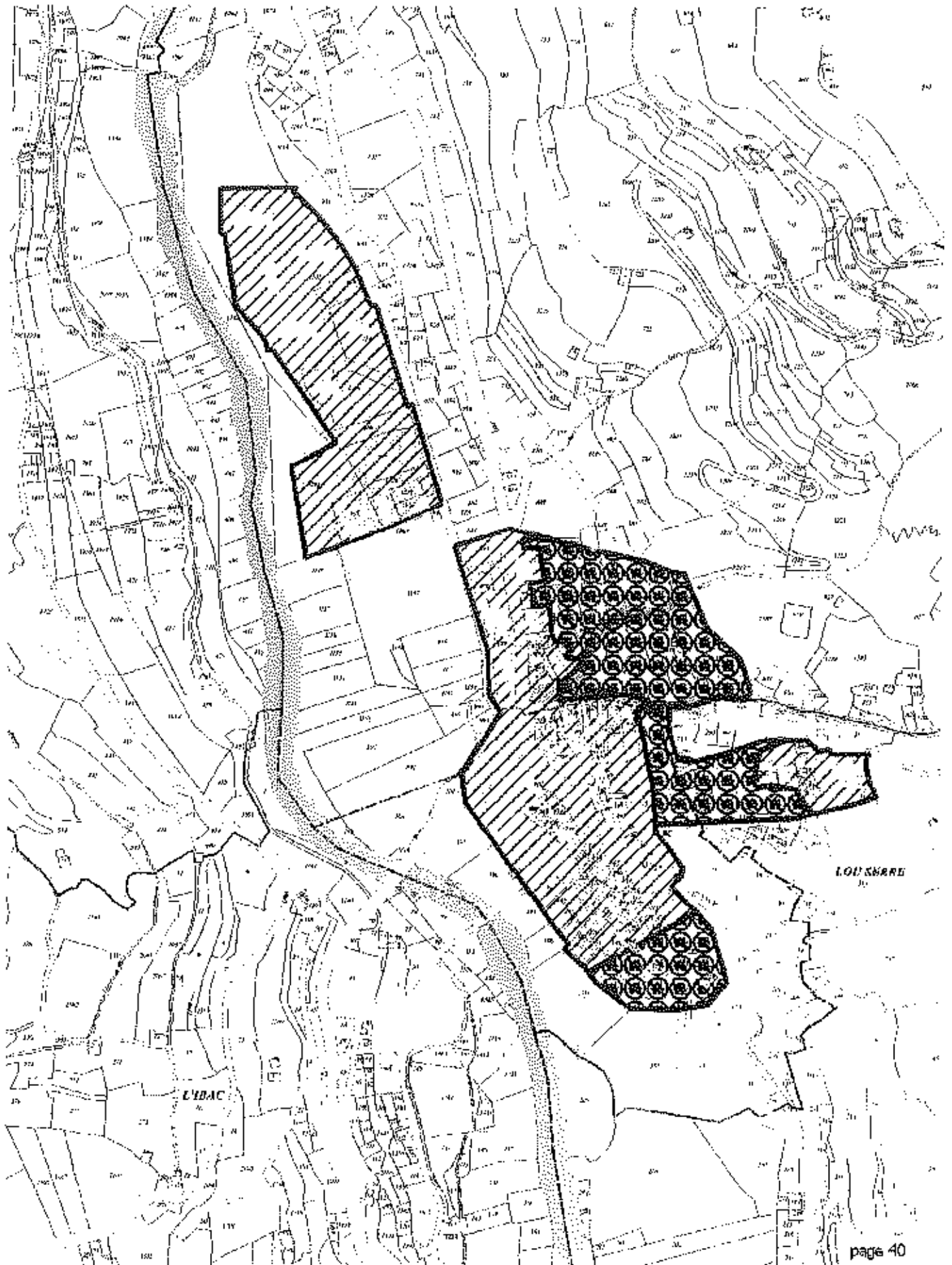
Annexe à l'arrêté 2018-130
NICE - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 40 80 120 m



Annexe à l'arrêté 2018-130
ROQUEBILLIERE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

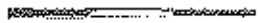


0 60 120 180 m

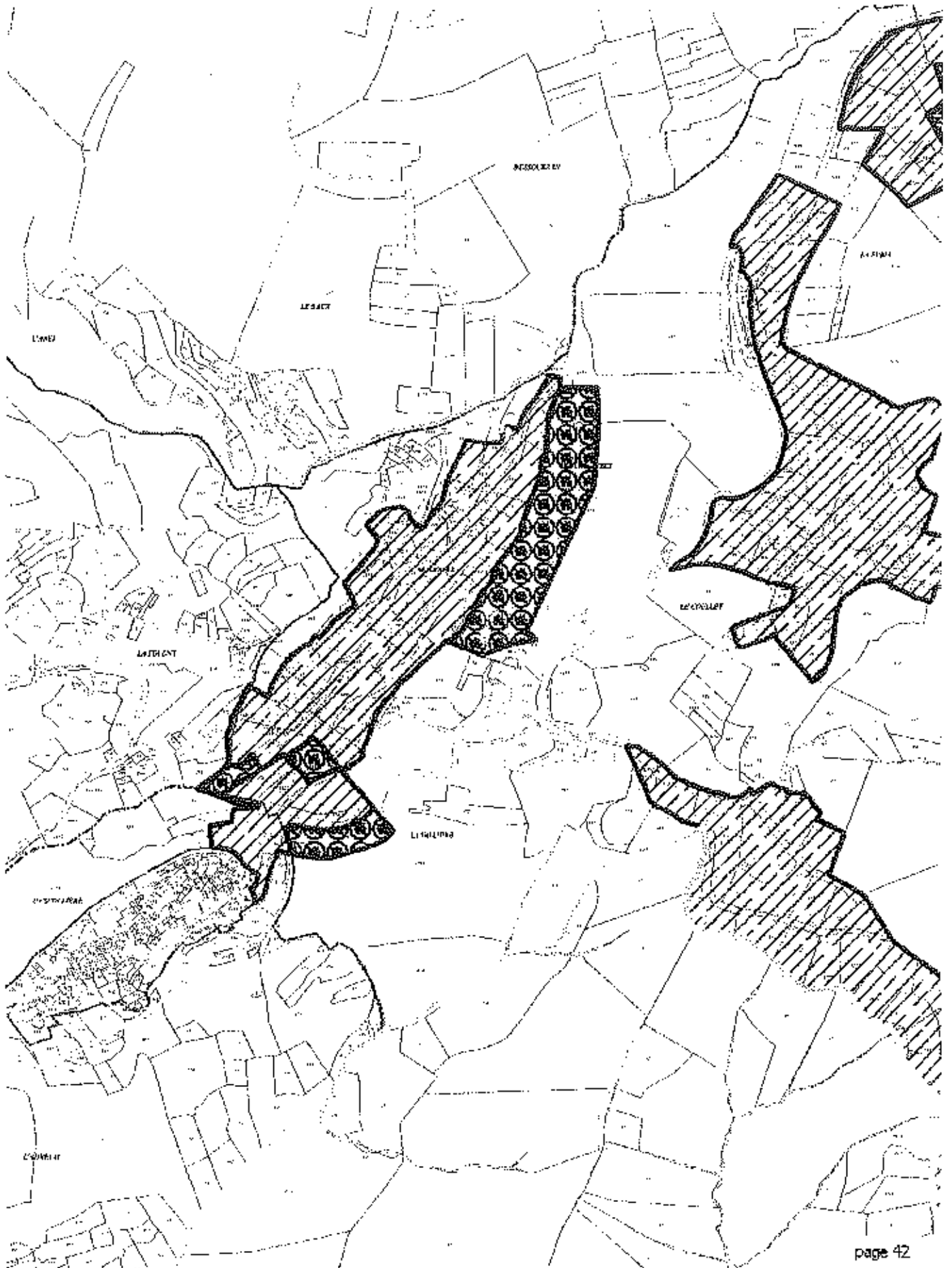
Annexe à l'arrêté 2018-130
LA ROQUETTE-SUR-VAR - 1 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 60 120 180 m

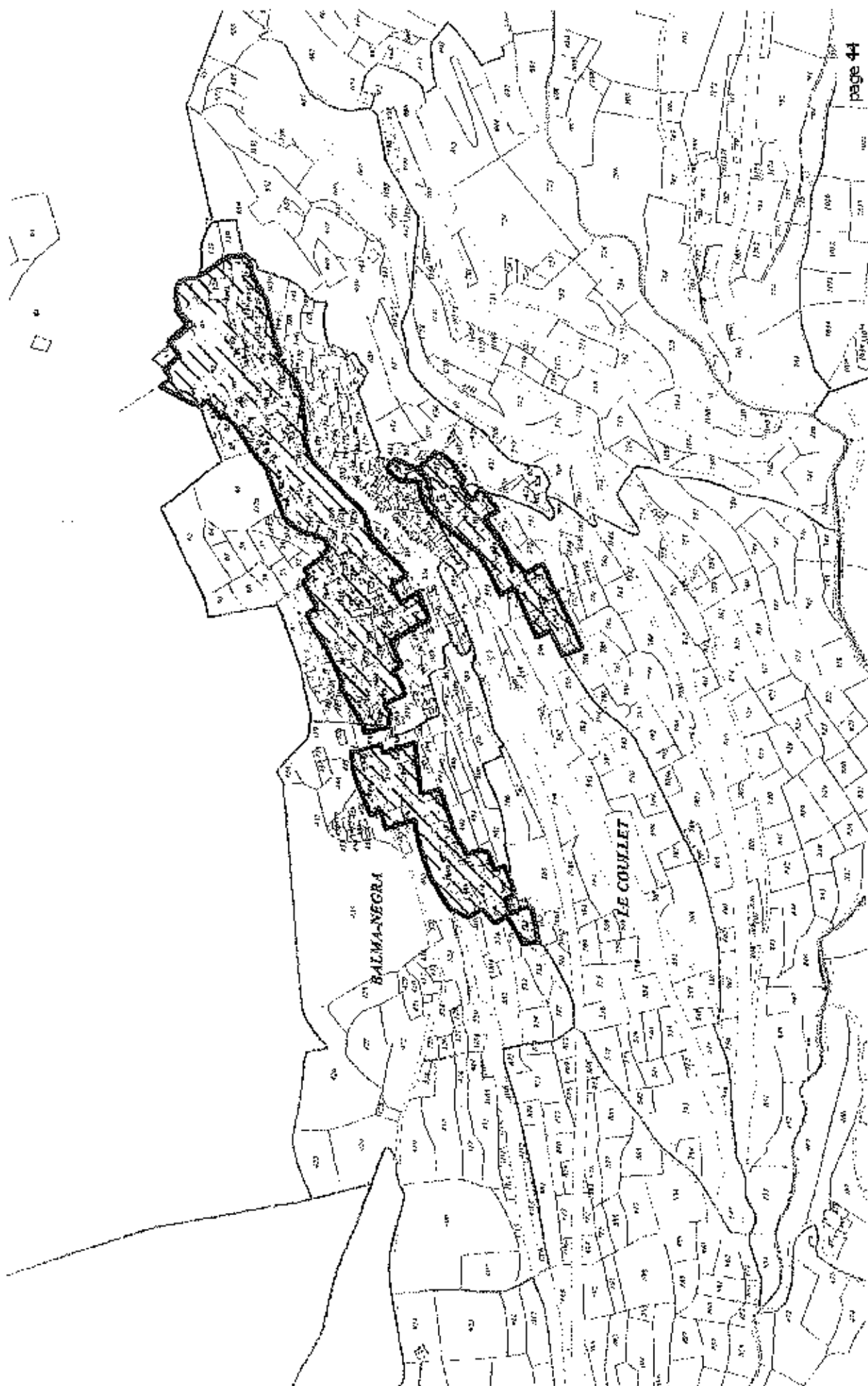


Annexe à l'arrêté 2018-130
LA ROQUETTE-SUR-VAR - 2 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



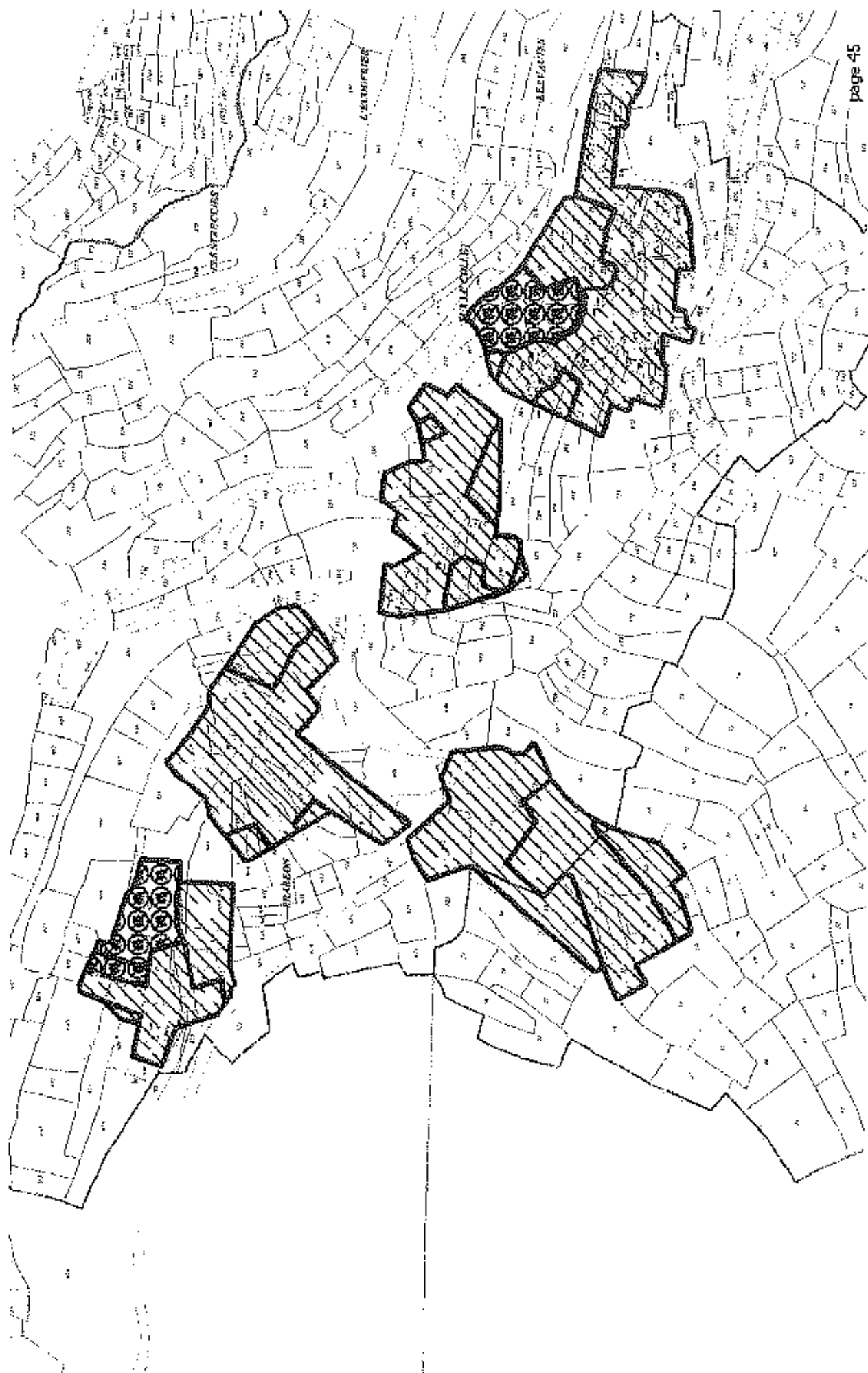
Annexe à l'arrêté 2018-130
ROUBION - 1 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 30 60 90 m



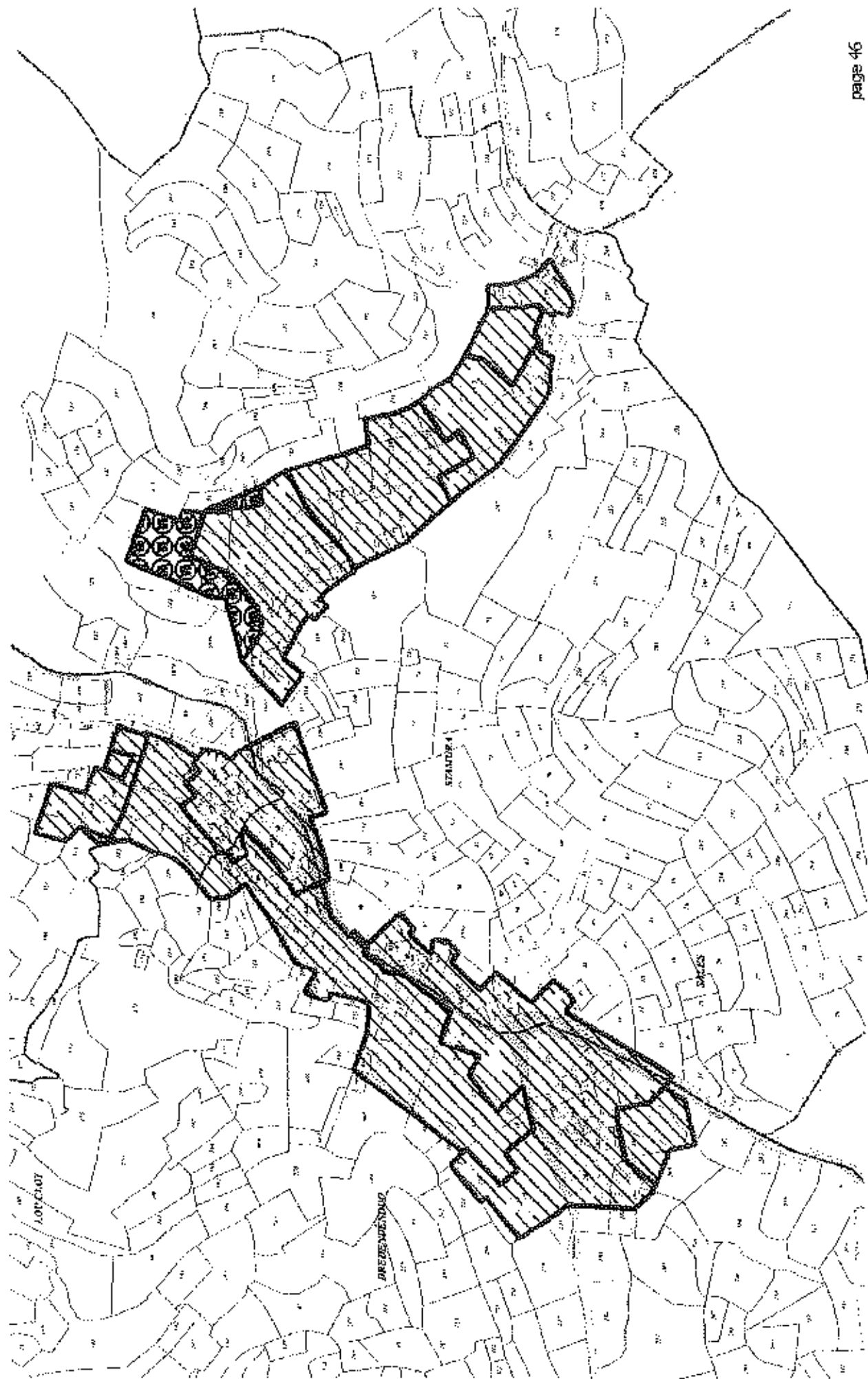
Annexe à l'arrêté 2018-130
ROUBION - 2 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 40 80 120 m

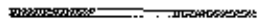


Annexe à l'arrêté 2018-130
ROUBION - 3 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

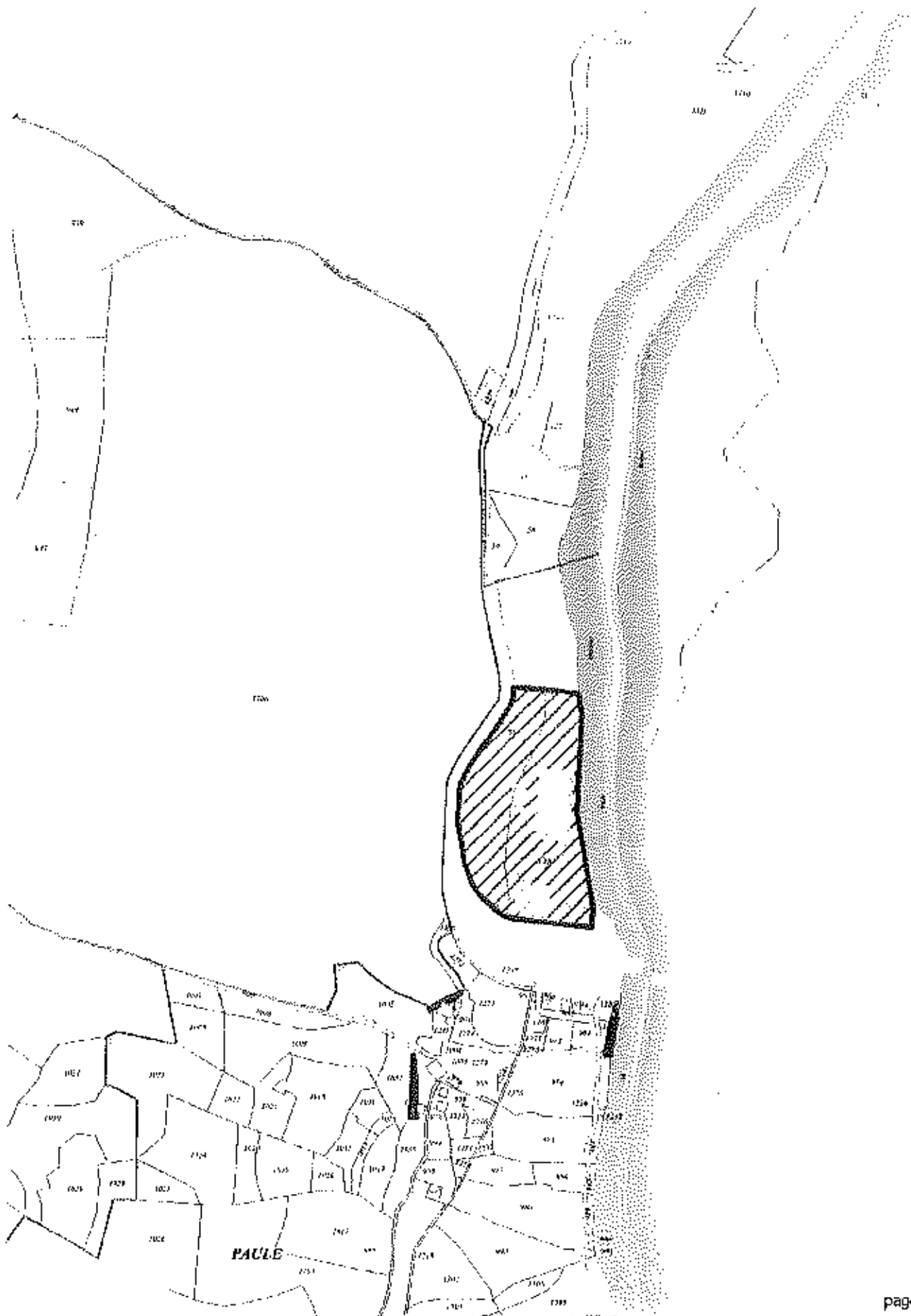
0 40 80 120 m



0 30 60 90 m



Annexe à l'arrêté 2018-130
ROURE - 1 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



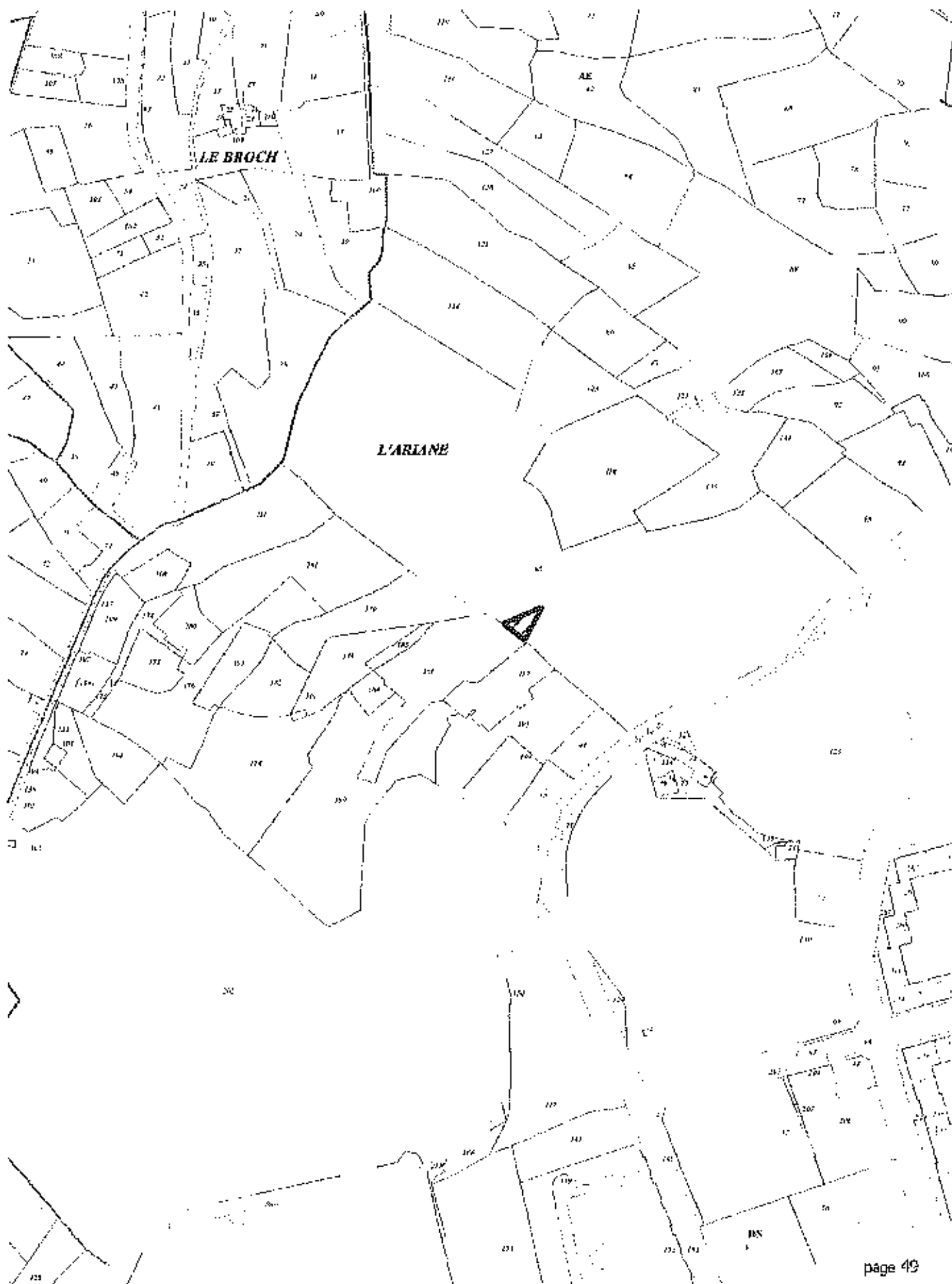
Annexe à l'arrêté 2018-130
ROURE - 2 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 30 60 90 m



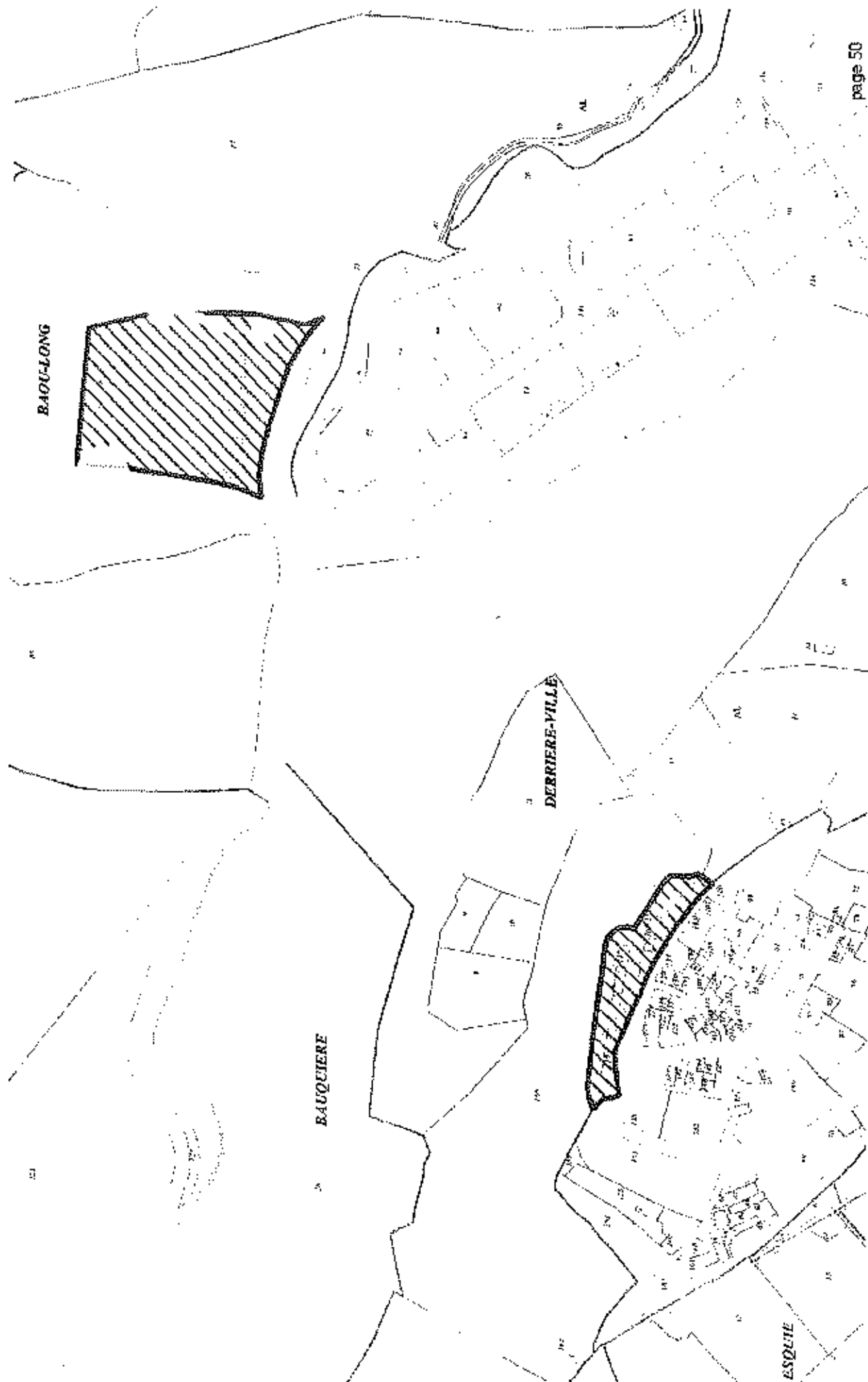
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-ANDRÉ-DE-LA-ROCHE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



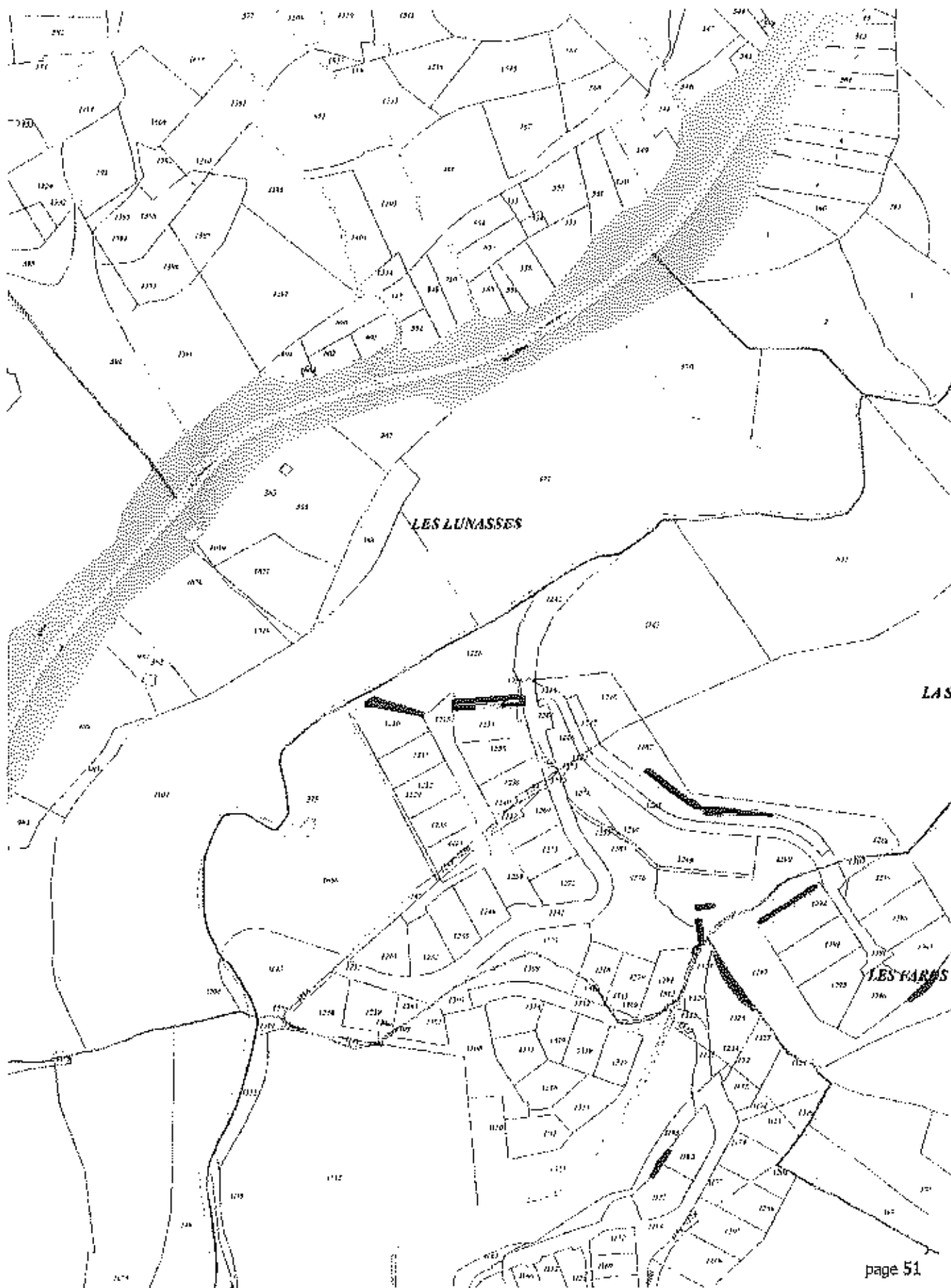
Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-ANDRE DE LA ROCHE - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 30 60 90 m



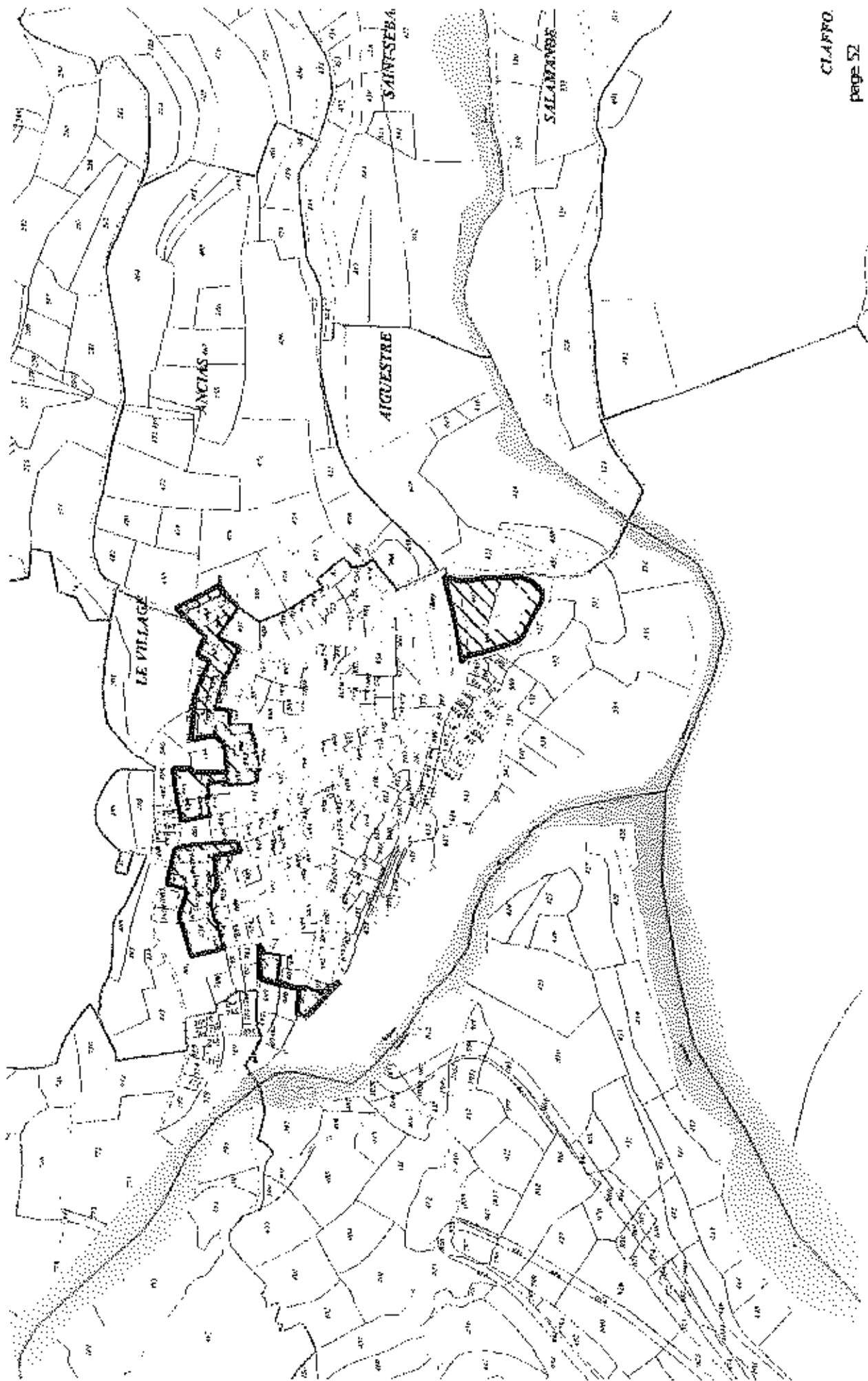
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-BLAISE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE - 1 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 30 60 90 m



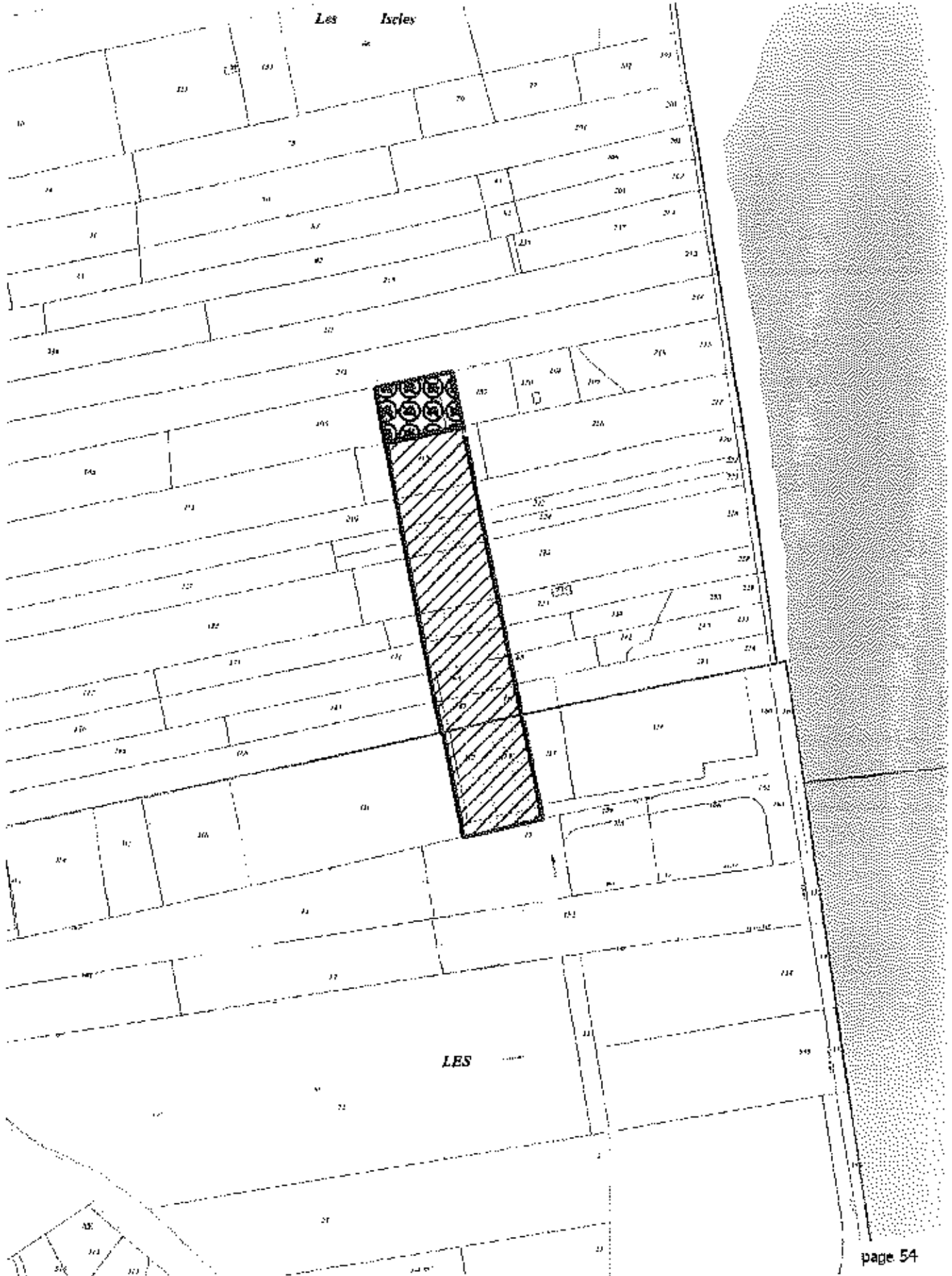
0 60 120 180 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-JEAN-CAP-FERRAT - 1 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



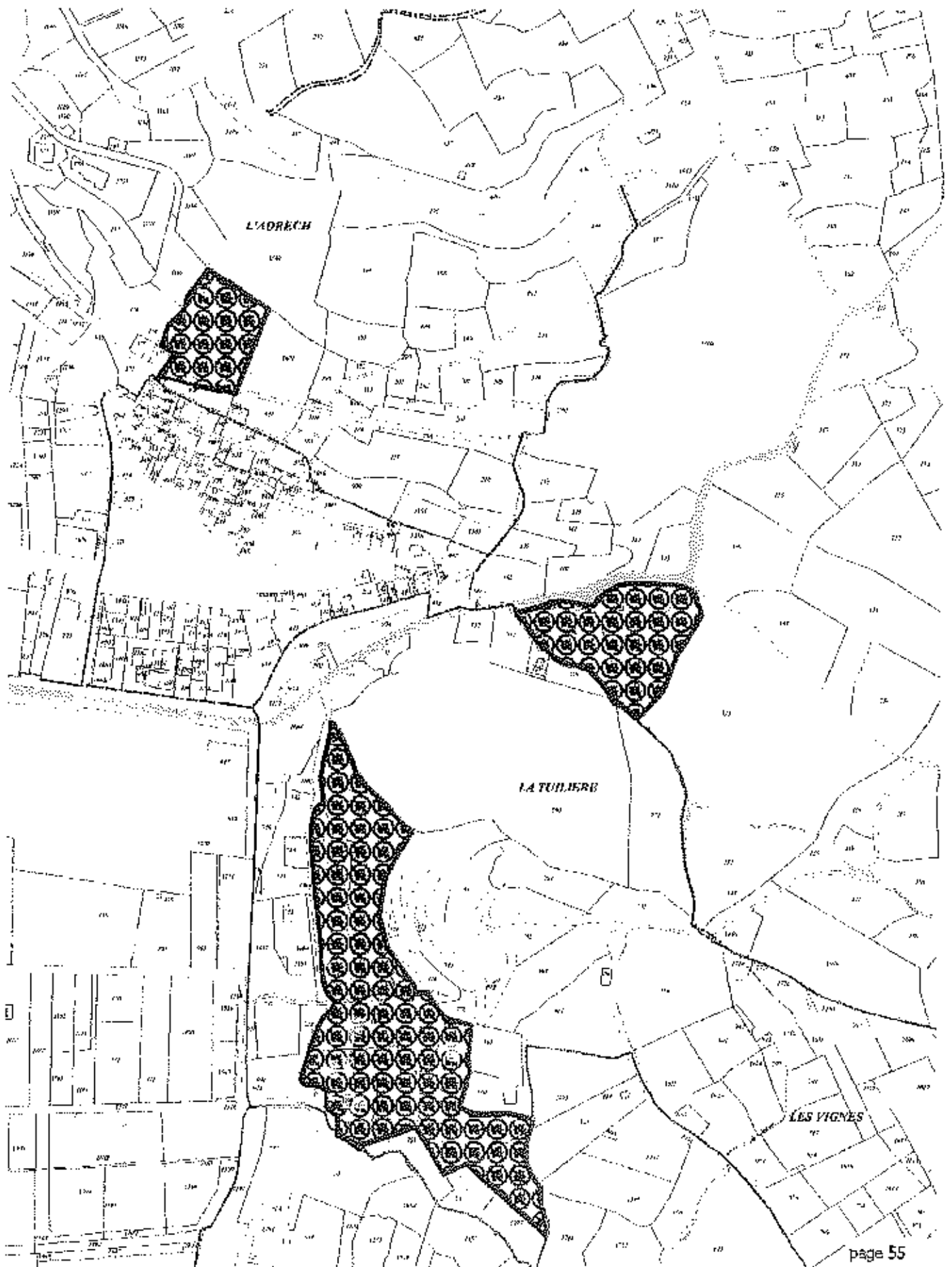
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-LAURENT-DU-VAR - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFiP



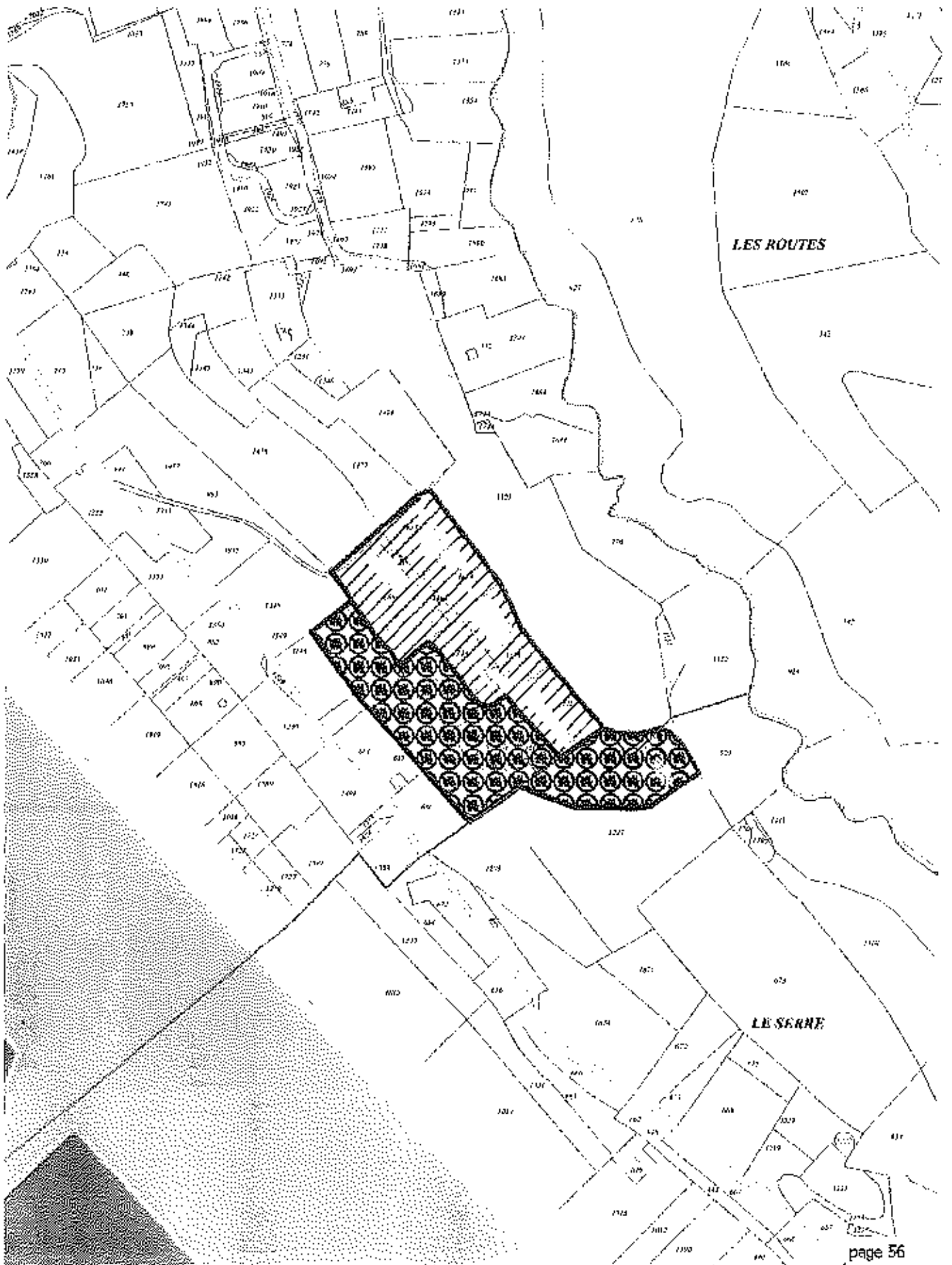
0 40 80 120 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-MARTIN-DU-VAR - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



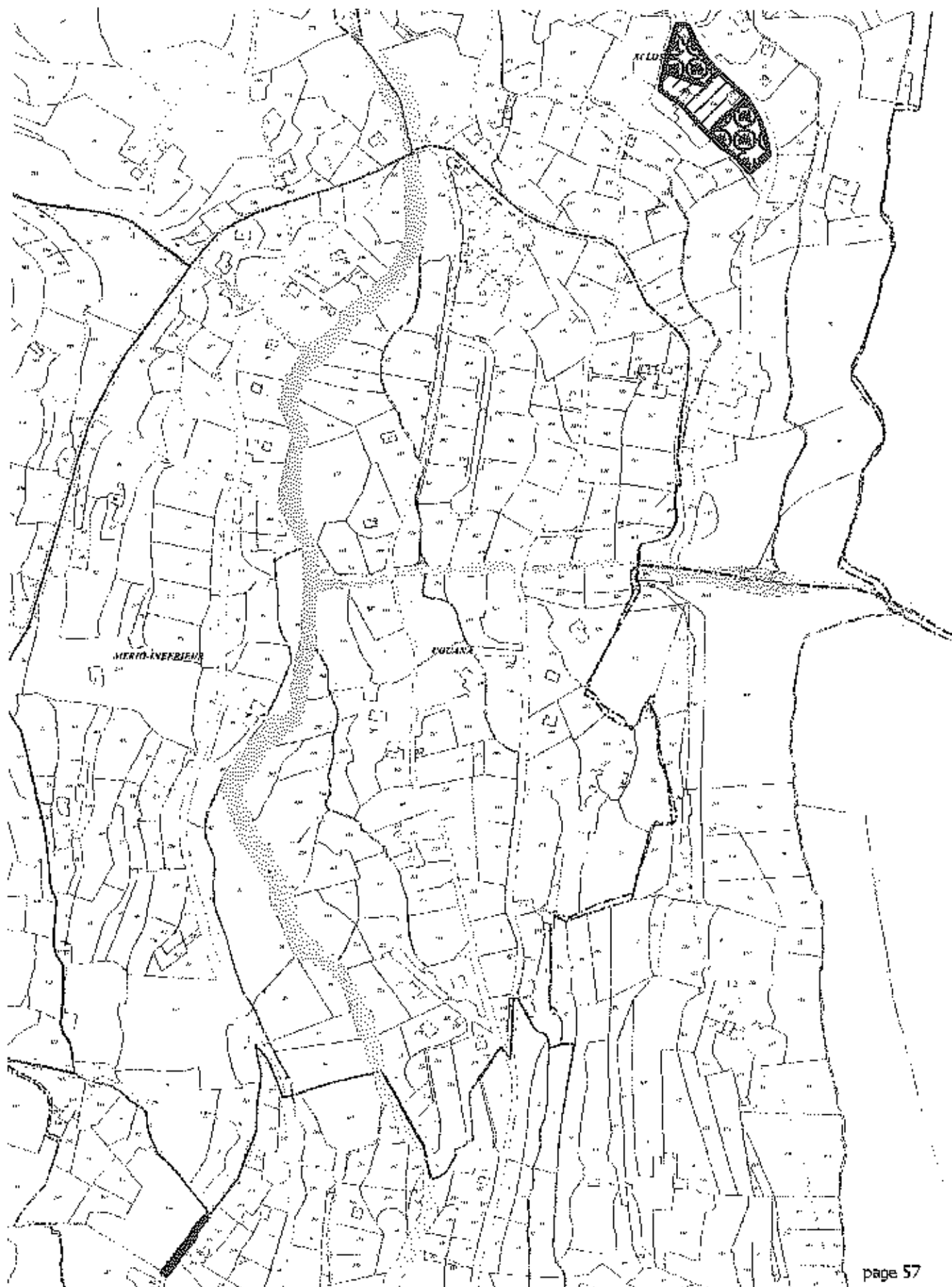
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-MARTIN-DU-VAR - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

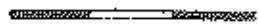


0 50 100 150 m

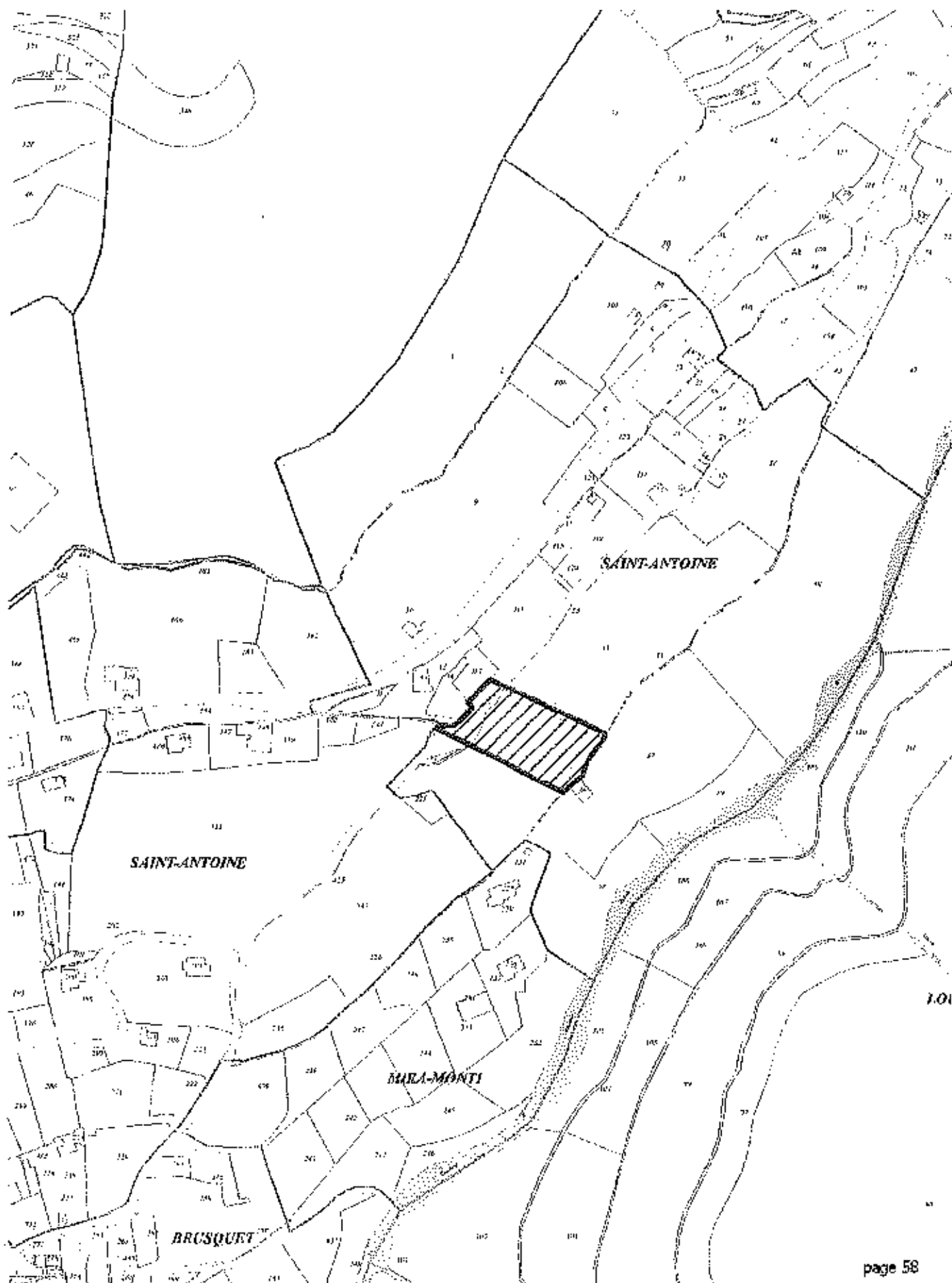
Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-MARTIN-VESUBIE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

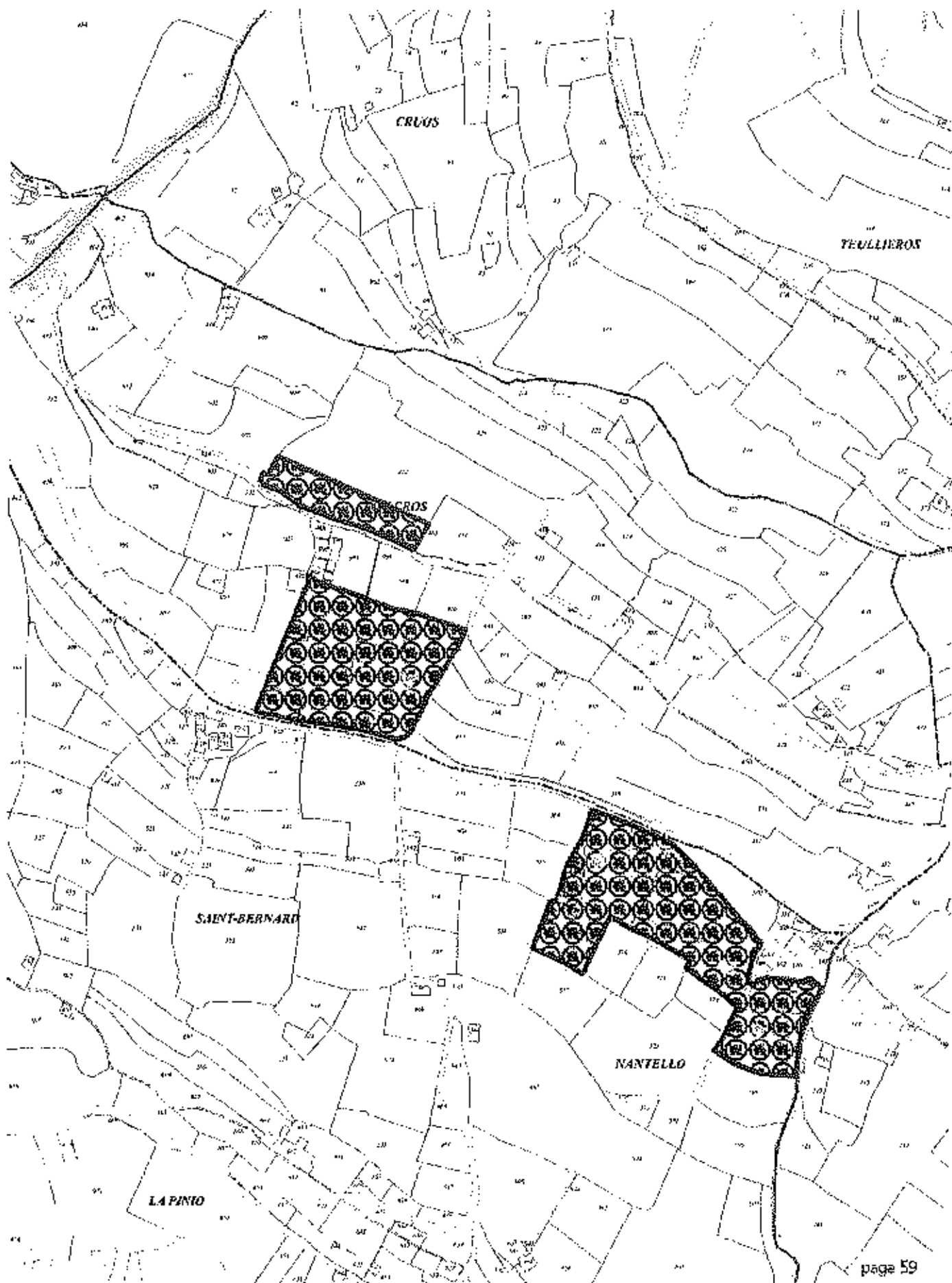


Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-MARTIN-VESUBIE - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



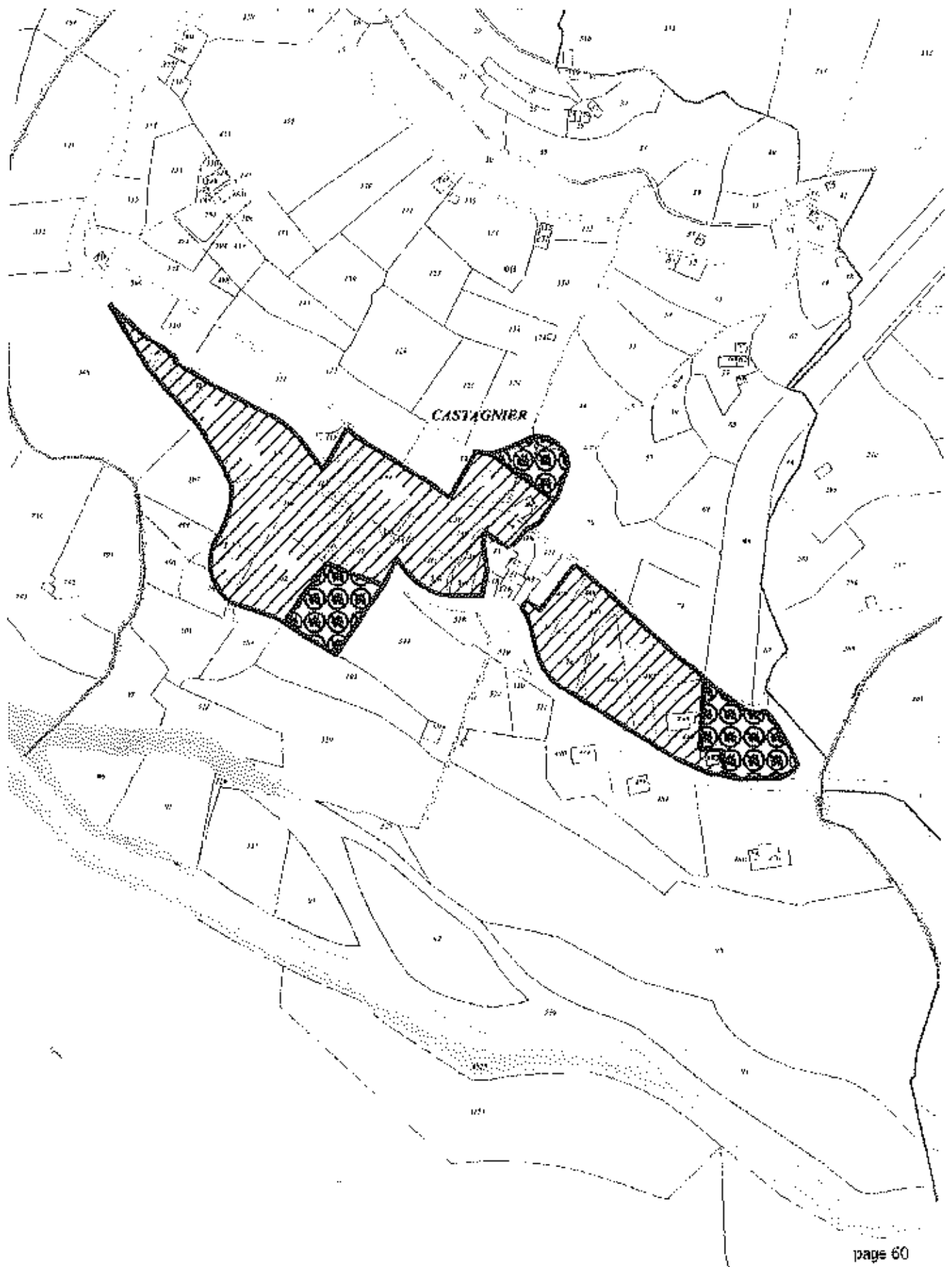
0 40 80 120 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-MARTIN-VESUBIE - 3 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



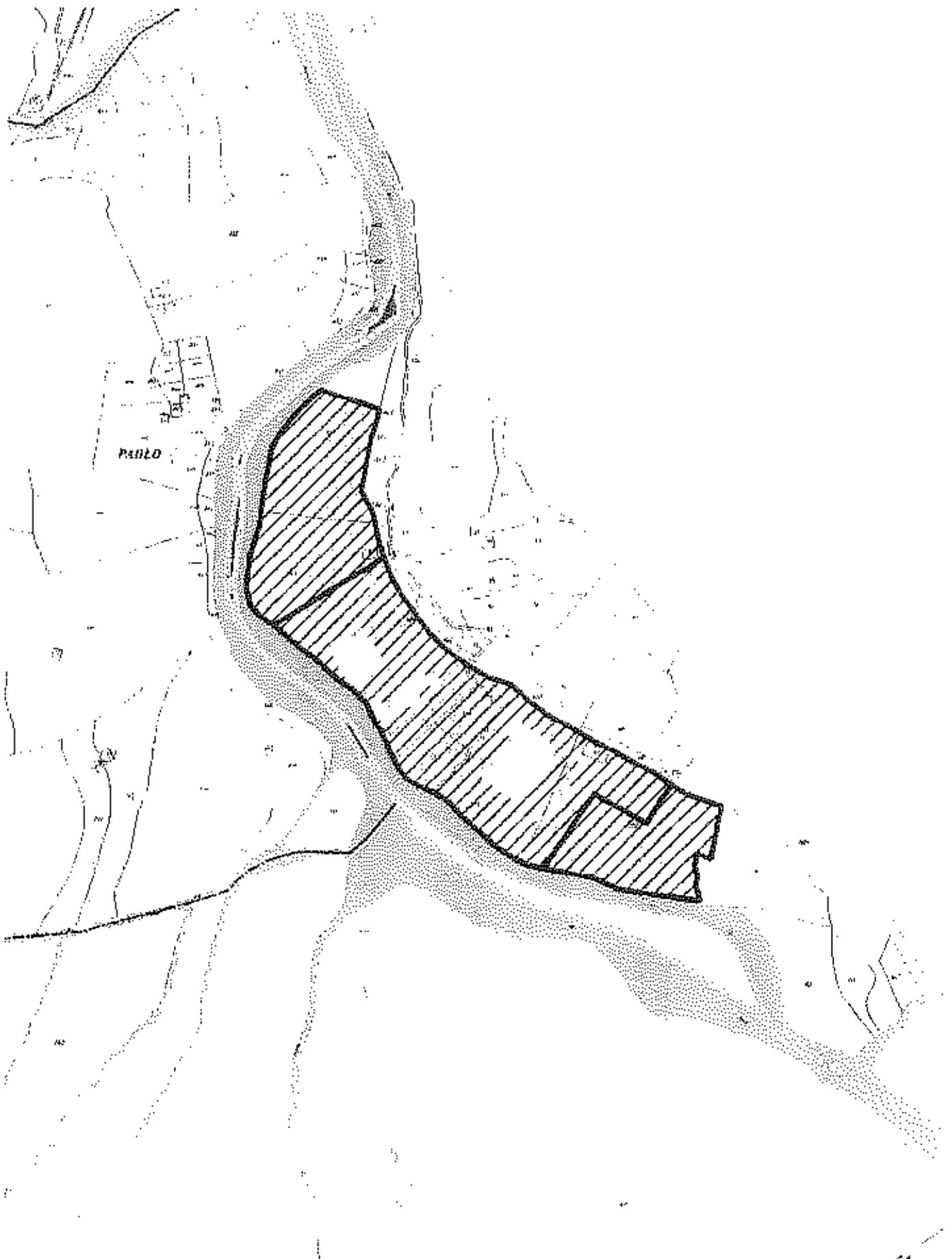
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-MARTIN-VESUBIE - 4 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



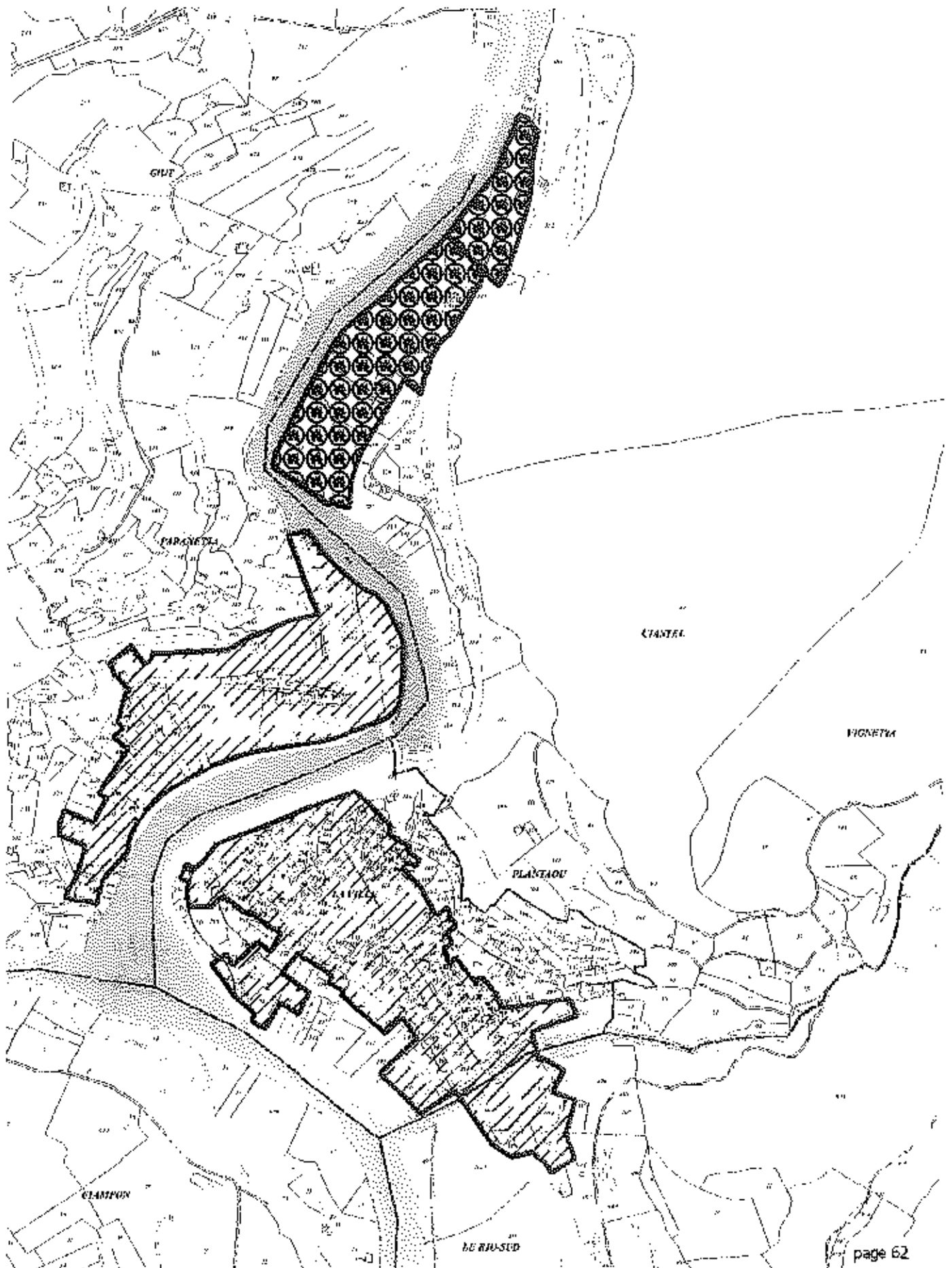
0 40 80 120 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE - 1 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP



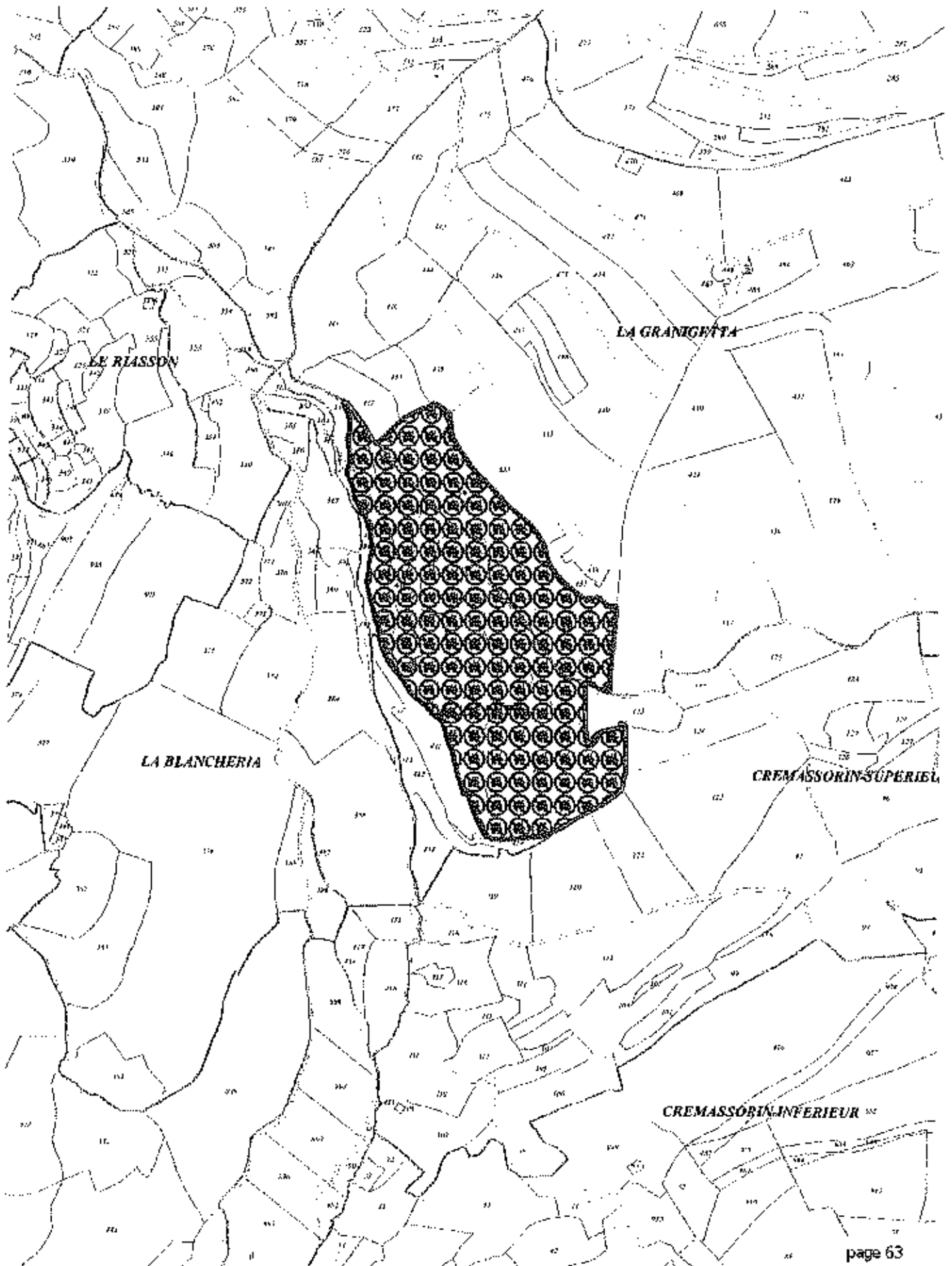
0 40 80 120 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE - 2 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
LA TOUR-SUR-TINEE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



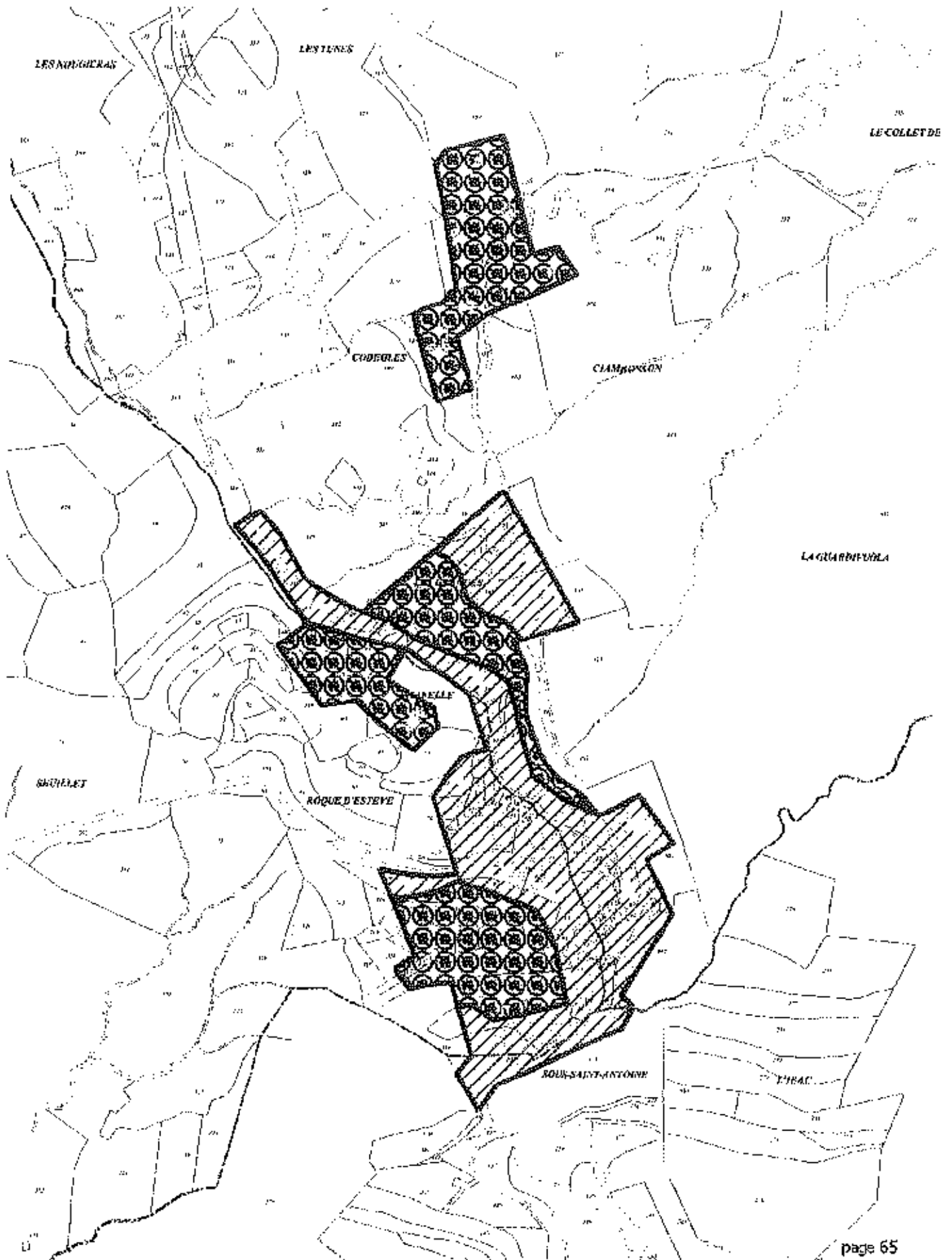
0 60 120 180 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
LA TOUR-SUR-TINEE - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

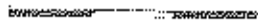


0 40 80 120 m

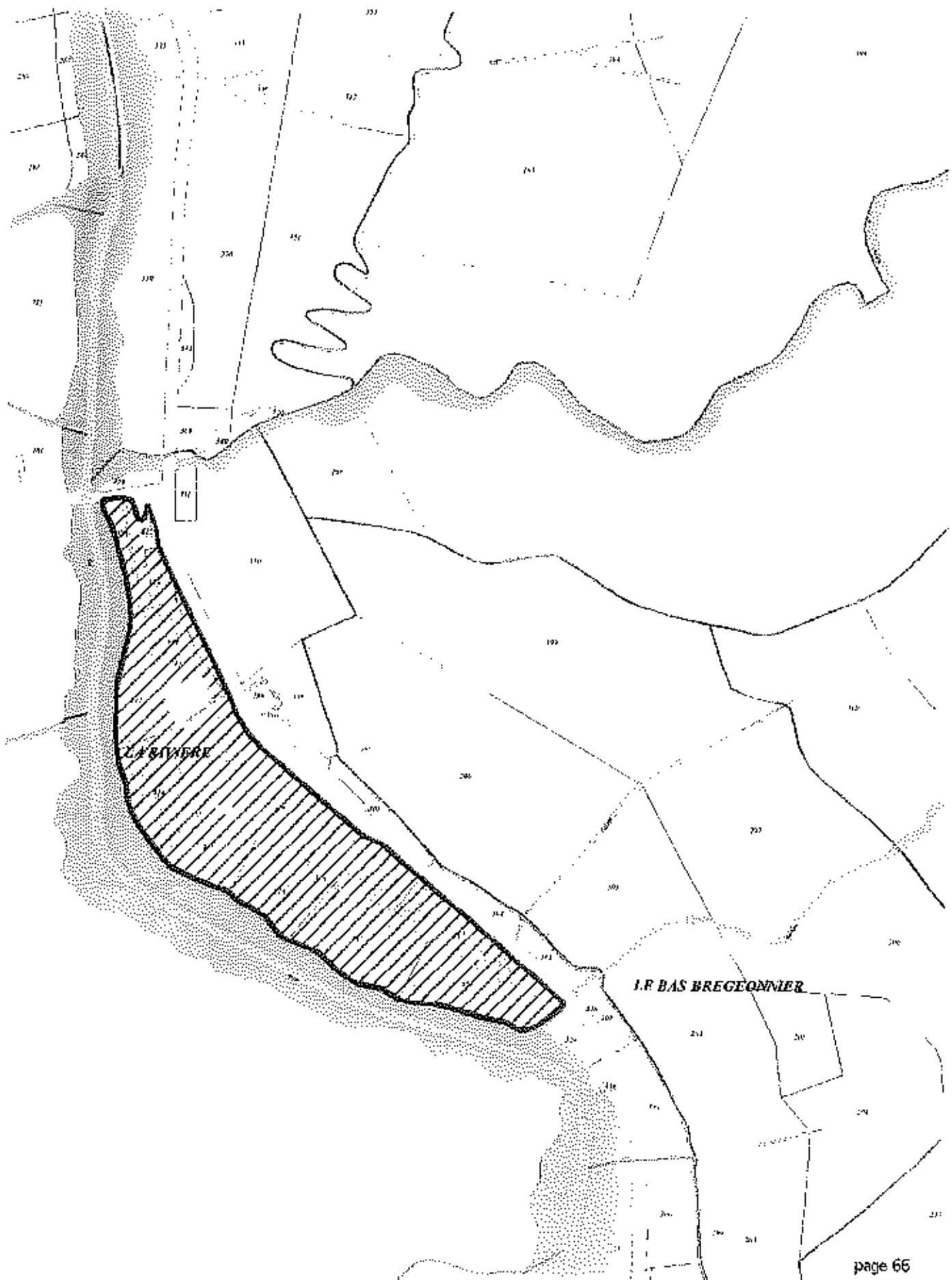
Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURNEFORT - 1 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

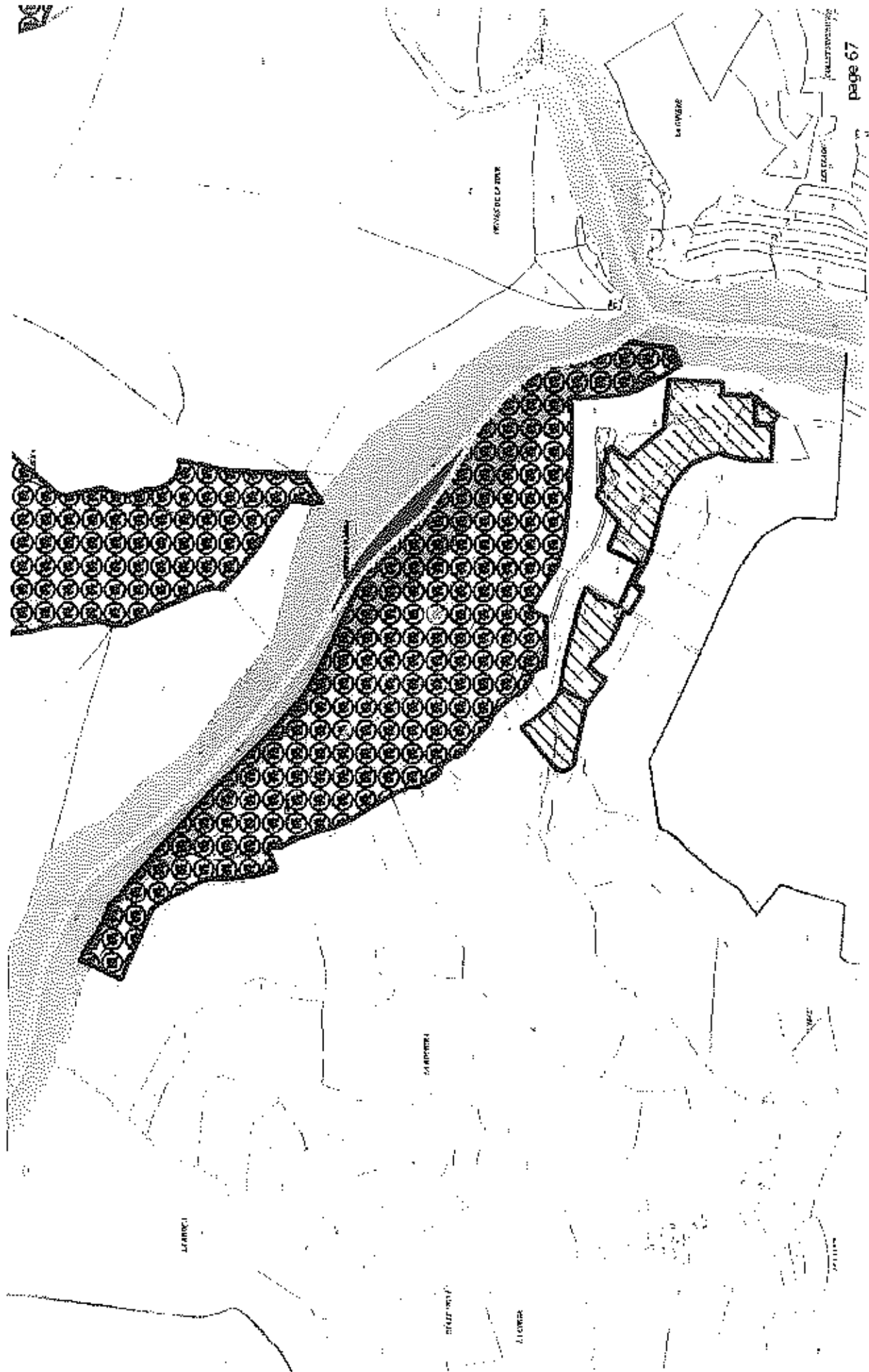


Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURNEFORT - 2 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP



Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURNEFORT - 3 (commune en RNU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 60 120 180 m



0 60 120 180 m



Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURRETTE-LEVENS - 1 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



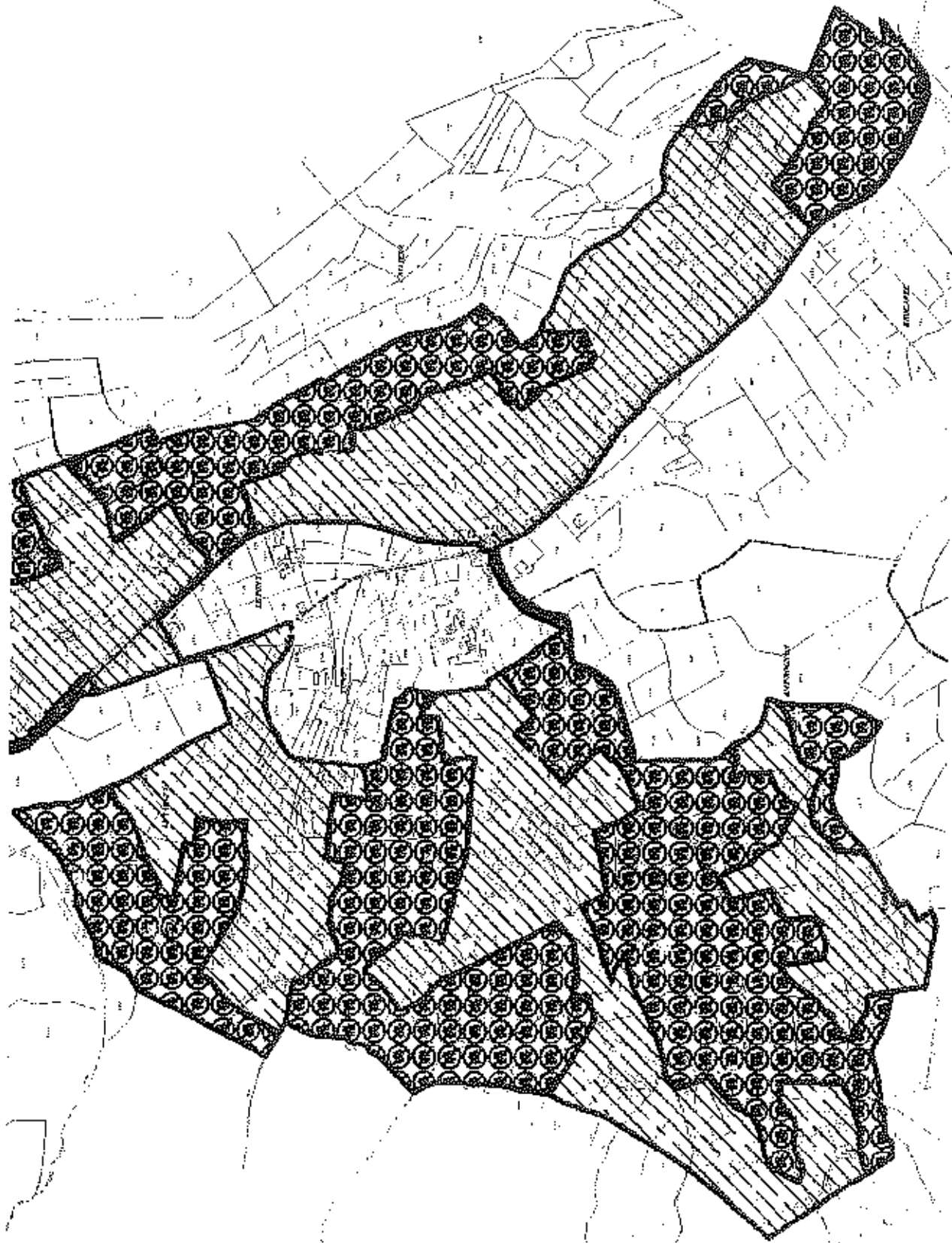
Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURRETTE-LEVENS - 2 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 60 120 180 m



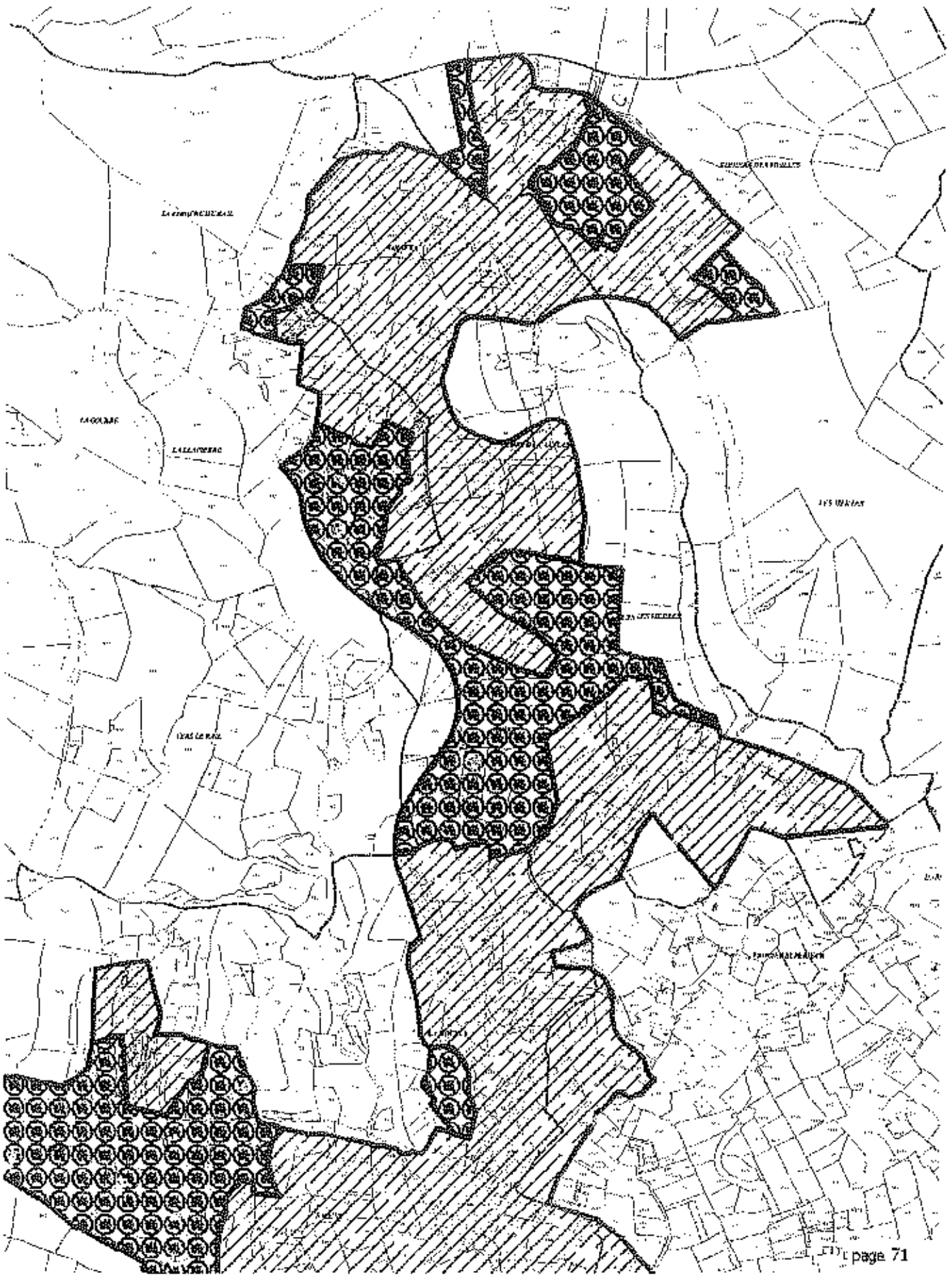
0 60 120 180 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURRETTE-LEVENS - 3 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



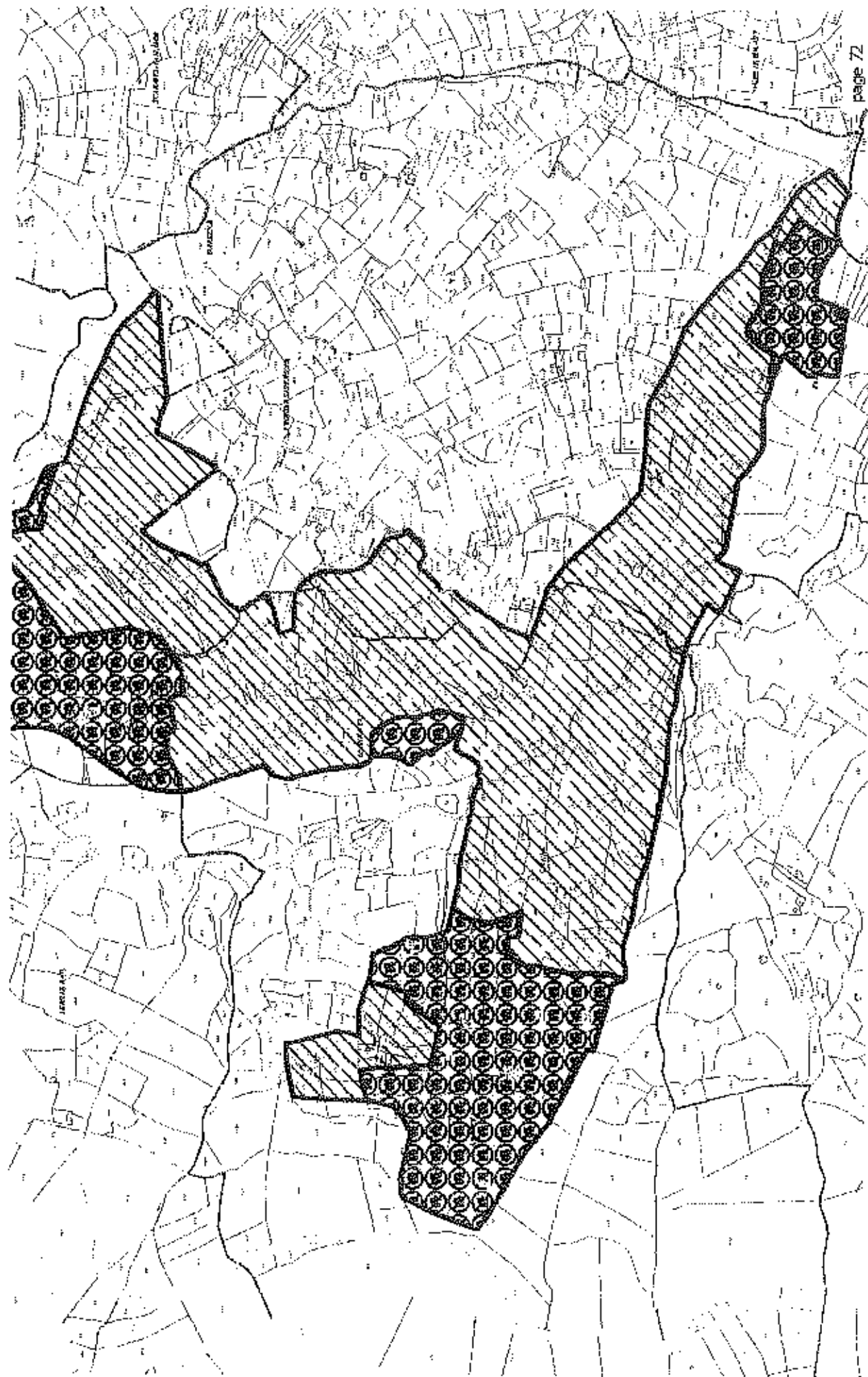
0 60 120 180 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURRETTE-LEVENS - 4 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



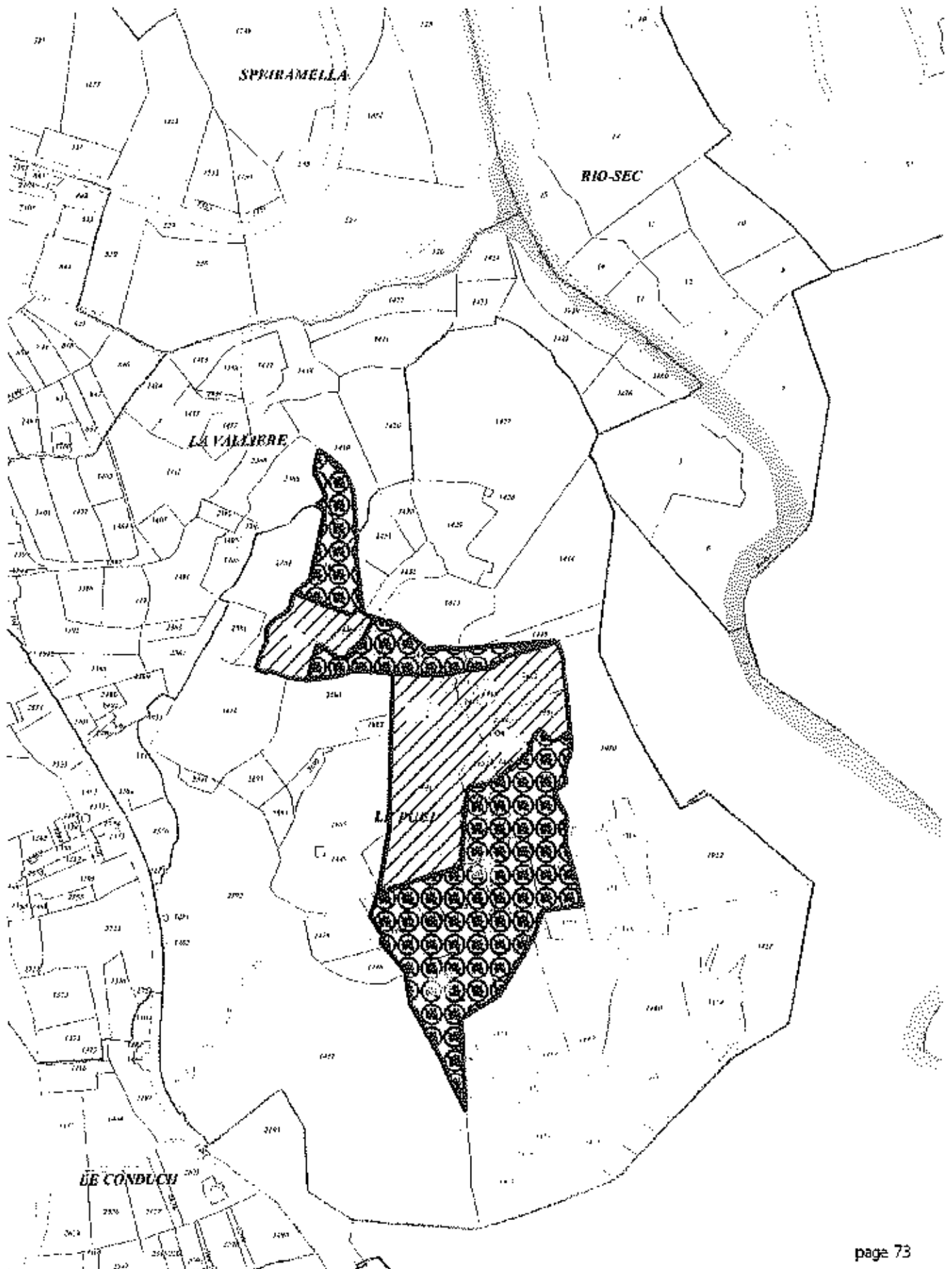
0 60 120 180 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURRETTE-LEVENS - 5 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURRETTE-LEVENS - 6 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



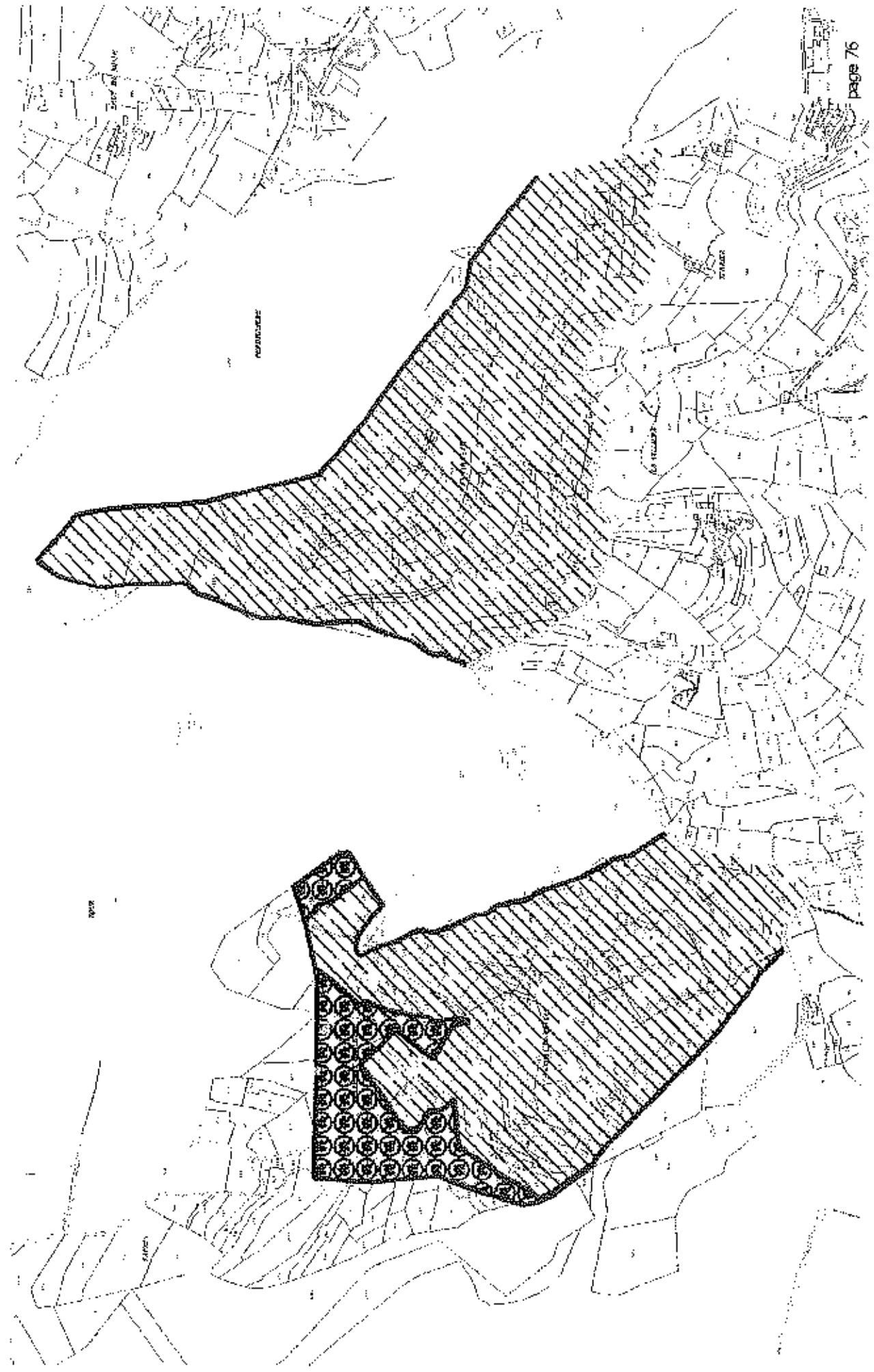

0 60 120 180 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURRETTE-LEVENS - 8 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP



Annexe à l'arrêté 2018-130
TOURRETTE-LEVENS - 9 (commune en POS)
fond cadastral 2017 DGFIP

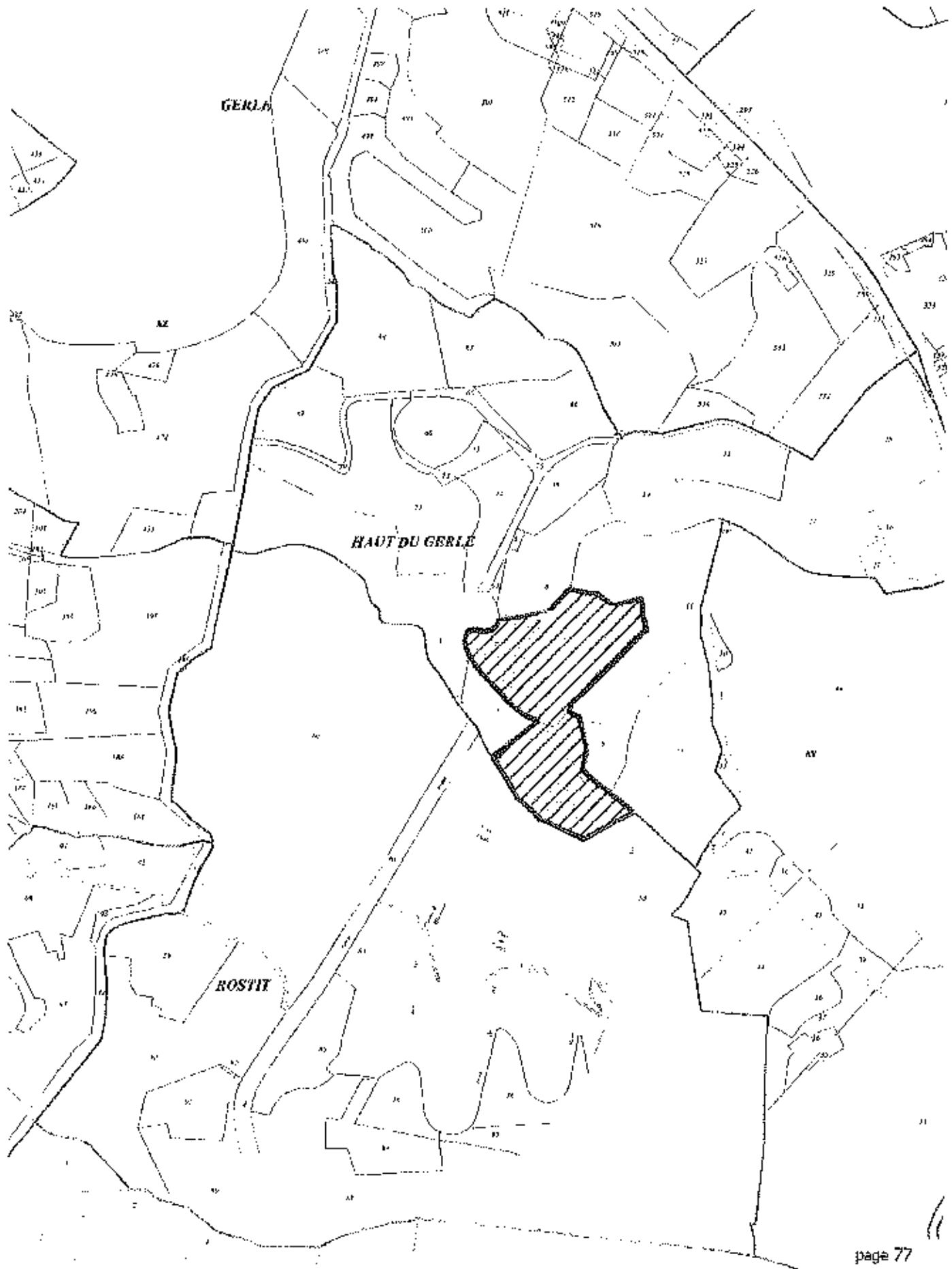
0 60 120 180 m



0 30 60 90 m

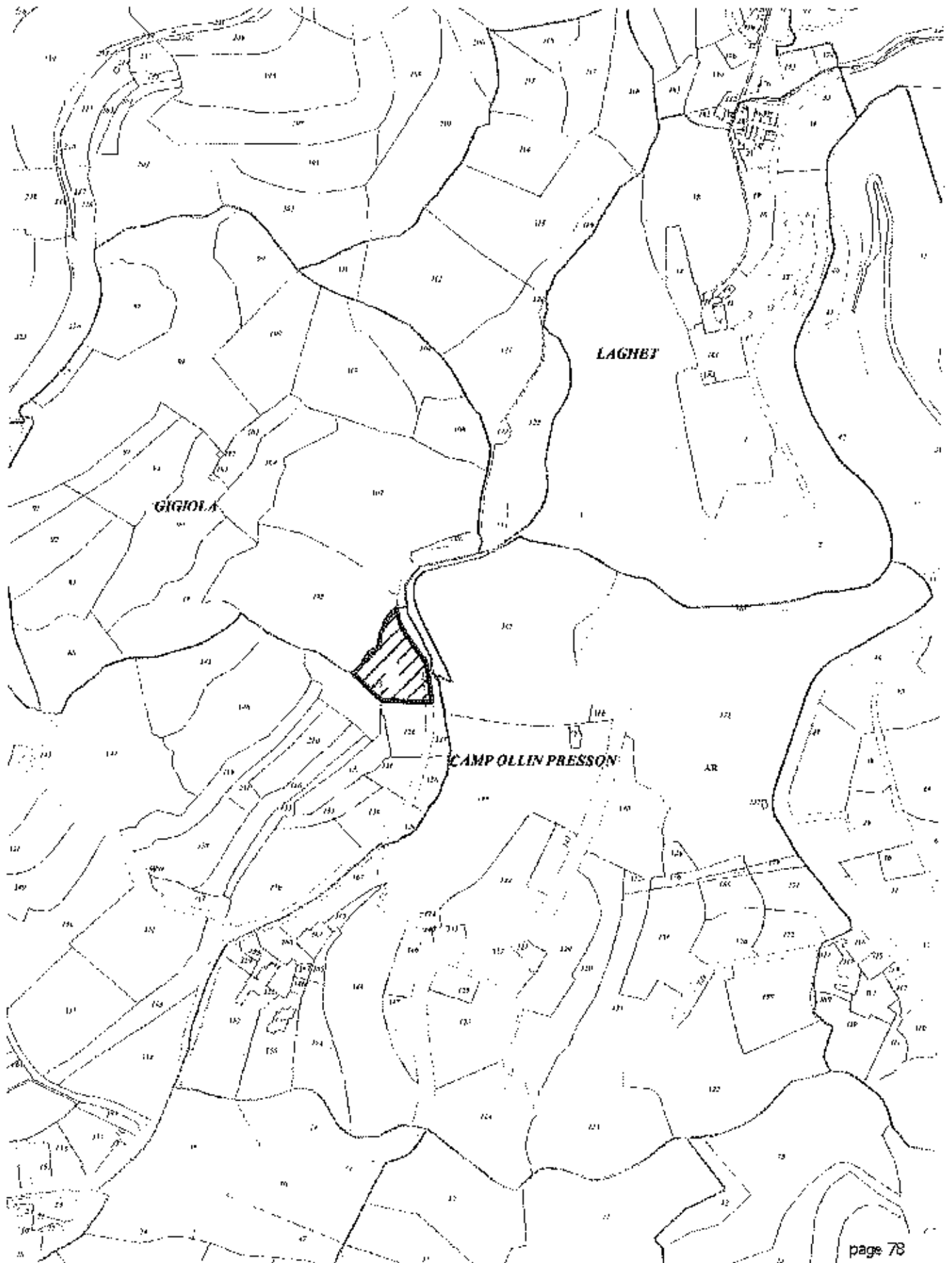


Annexe à l'arrêté 2018-130
LA TRINITE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

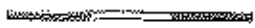


0 30 60 90 m

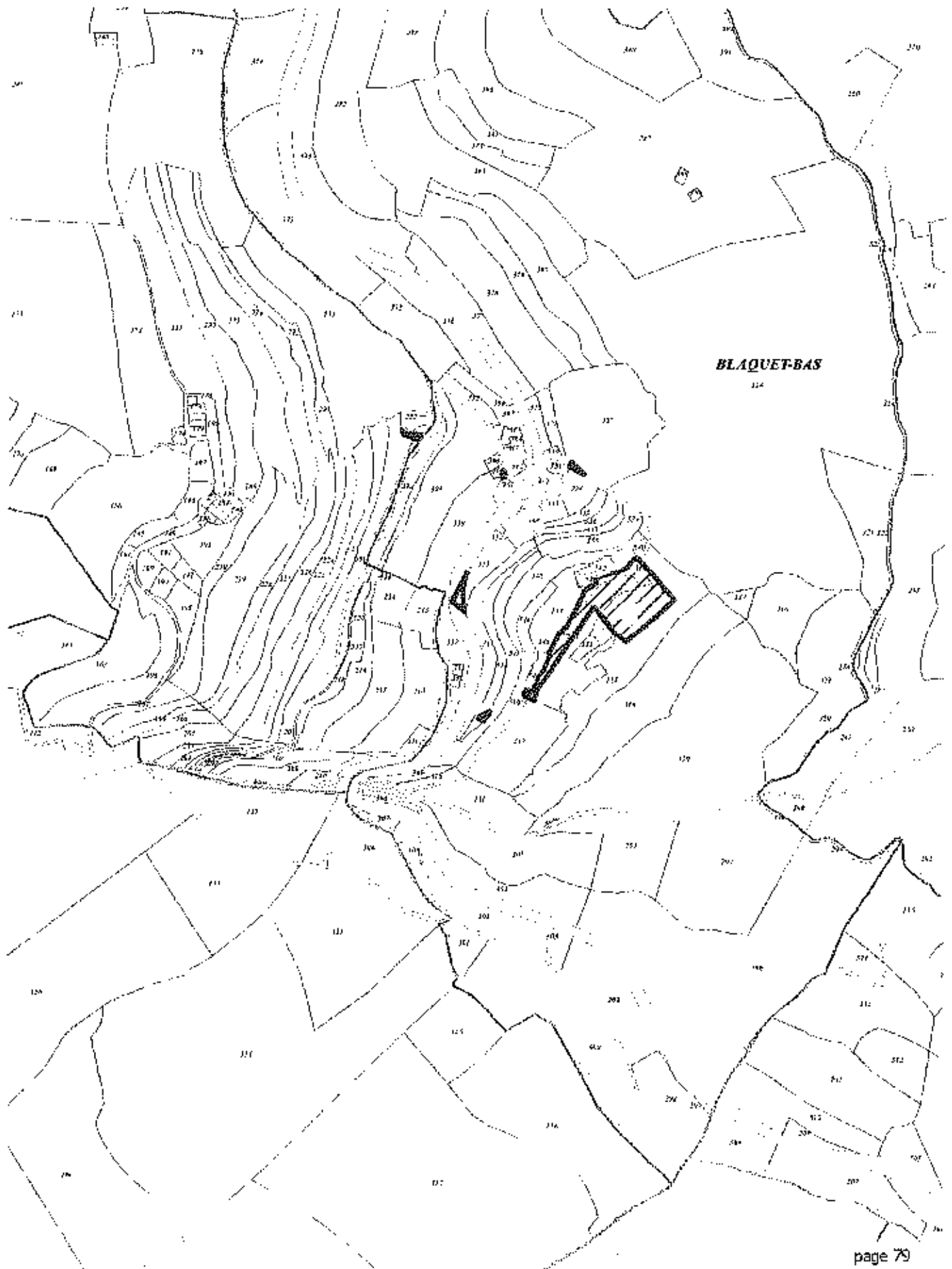
Annexe à l'arrêté 2018-130
LA TRINITE - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

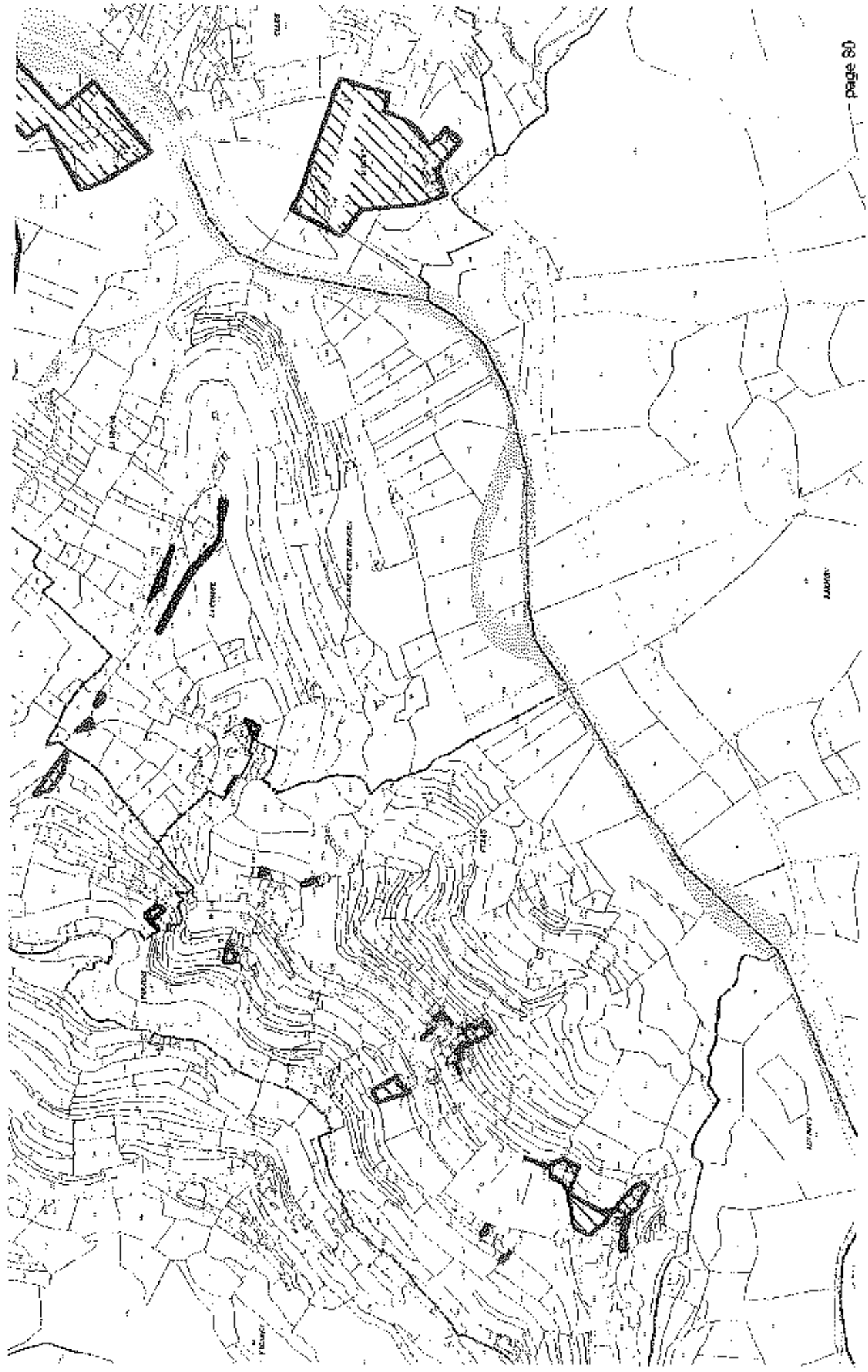



Annexe à l'arrêté 2018-130
UTELLE - 1 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

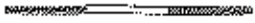


Annexe à l'arrêté 2018-130
UTELLE - 2 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

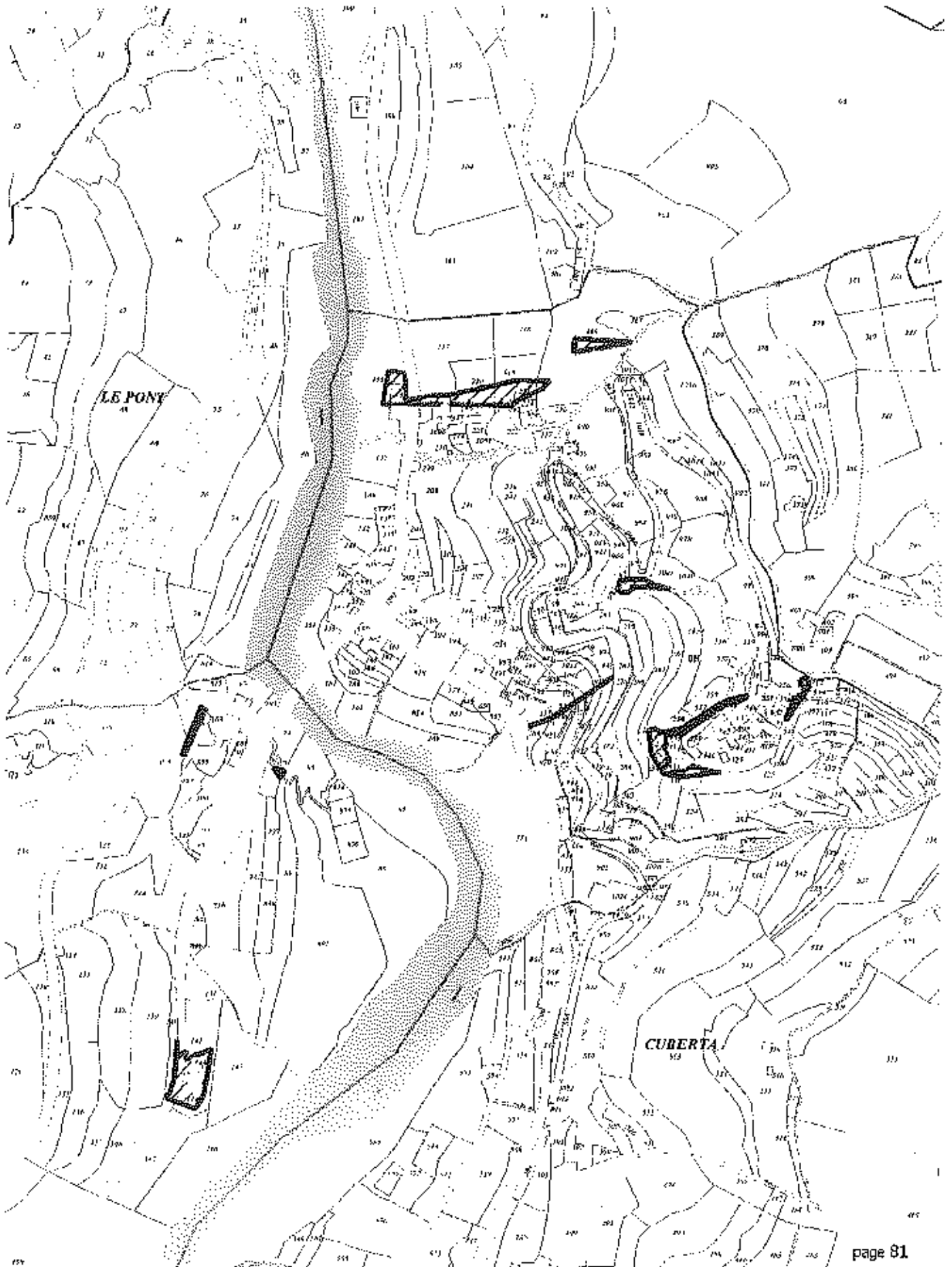
0 60 120 180 m



0 30 60 90 m



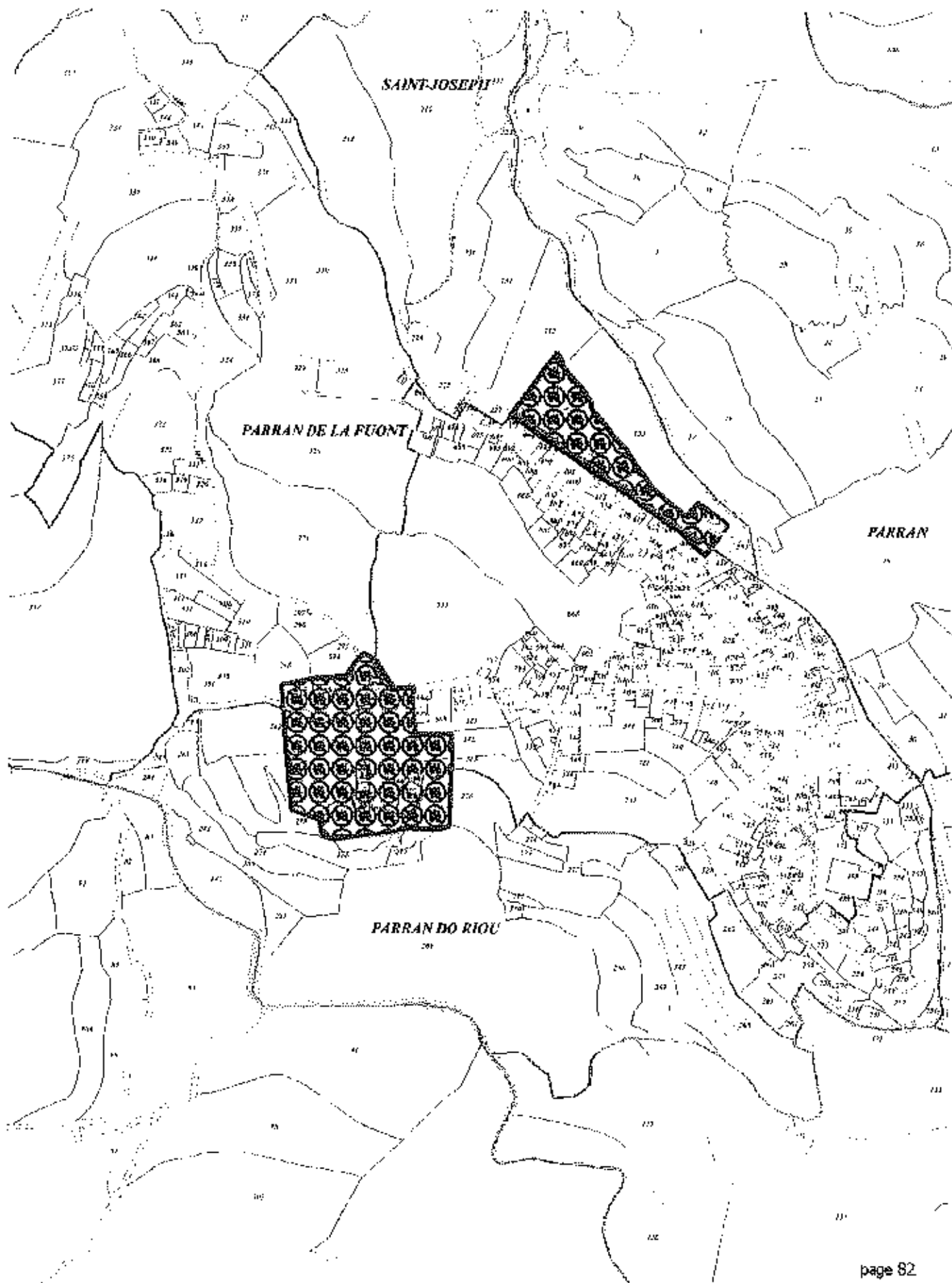
Annexe à l'arrêté 2018-130
UTELLE - 3 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

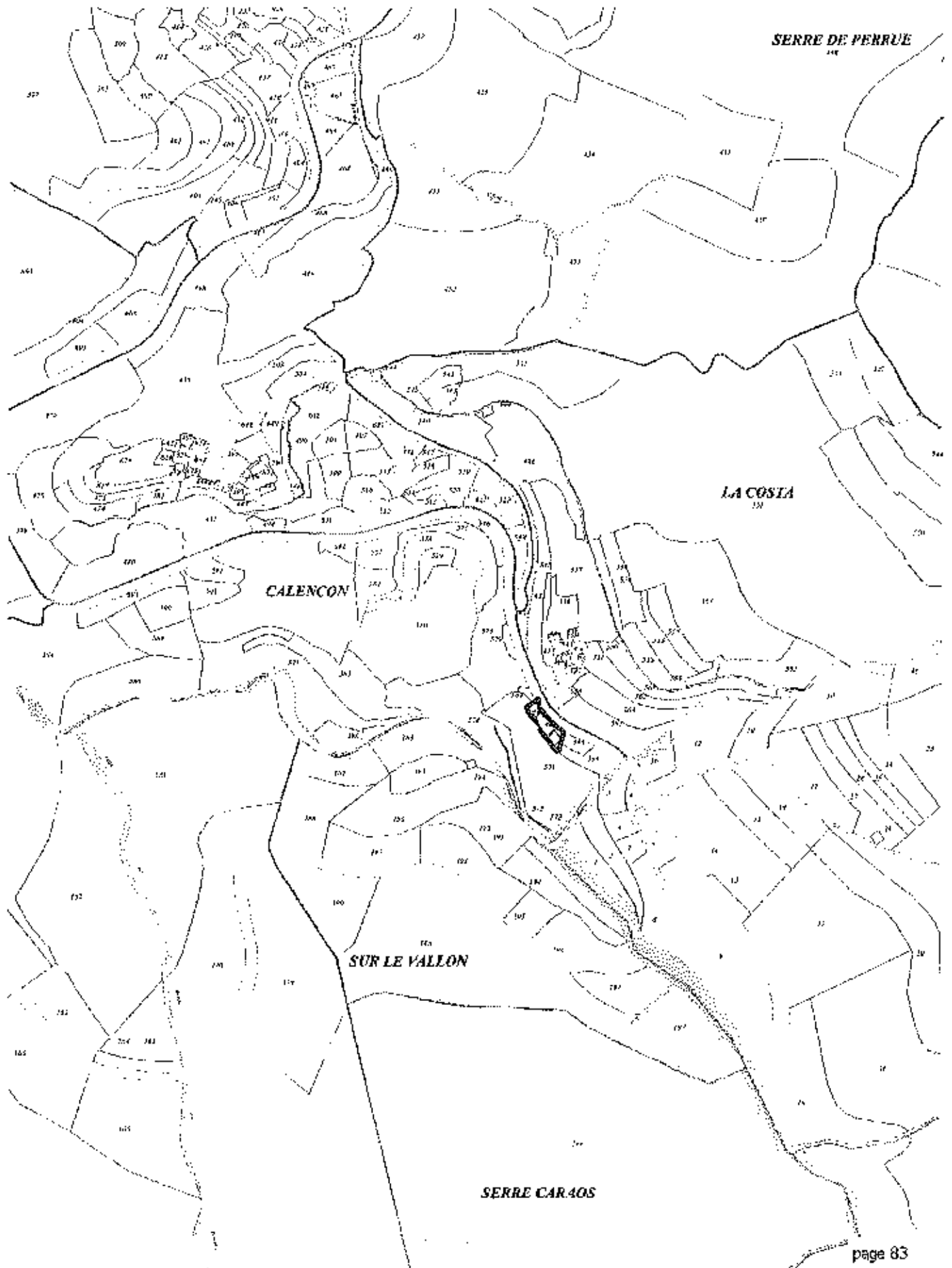


Annexe à l'arrêté 2018-130
UTELLE - 4 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



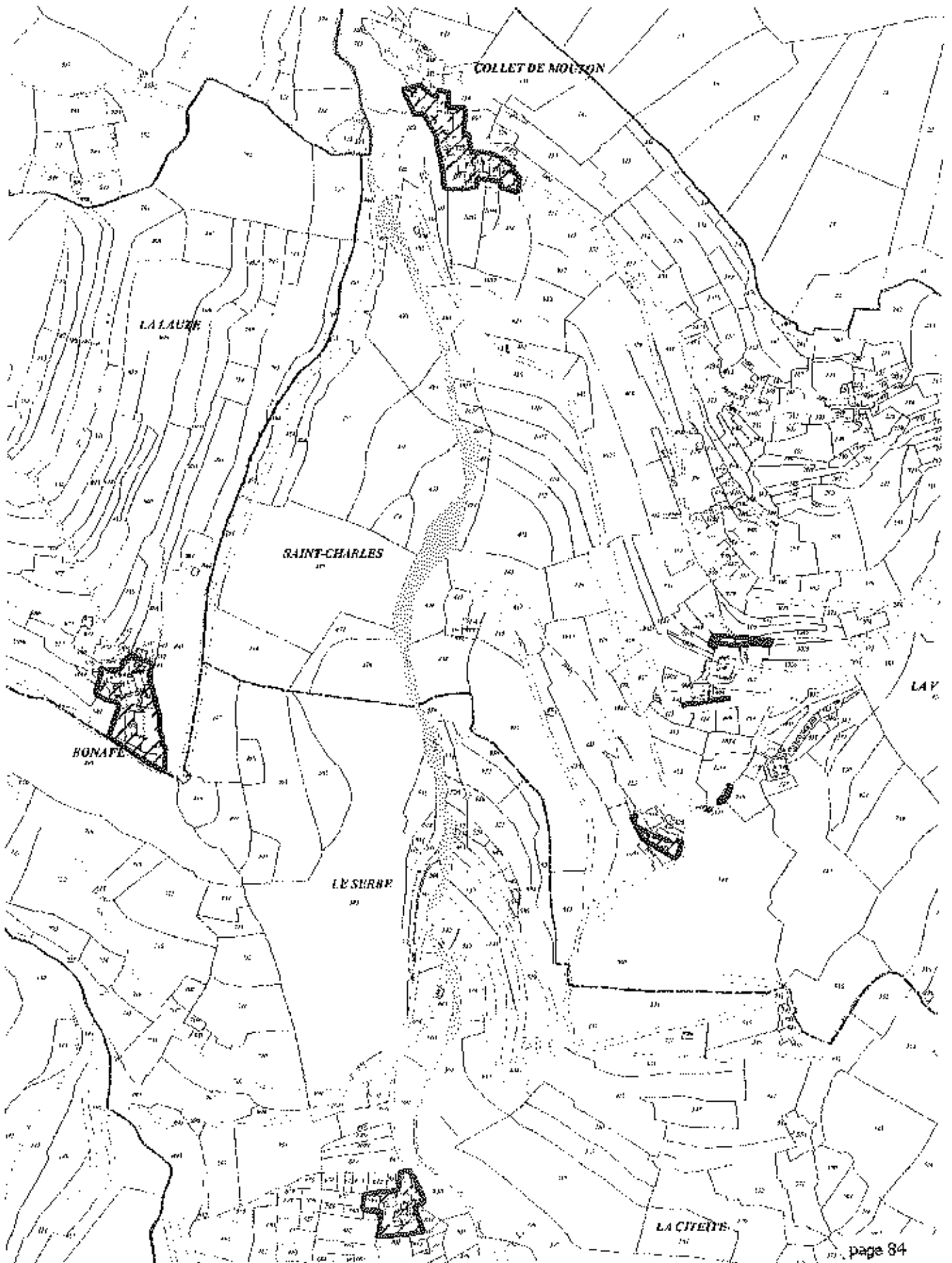
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
UTELLE - 5 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



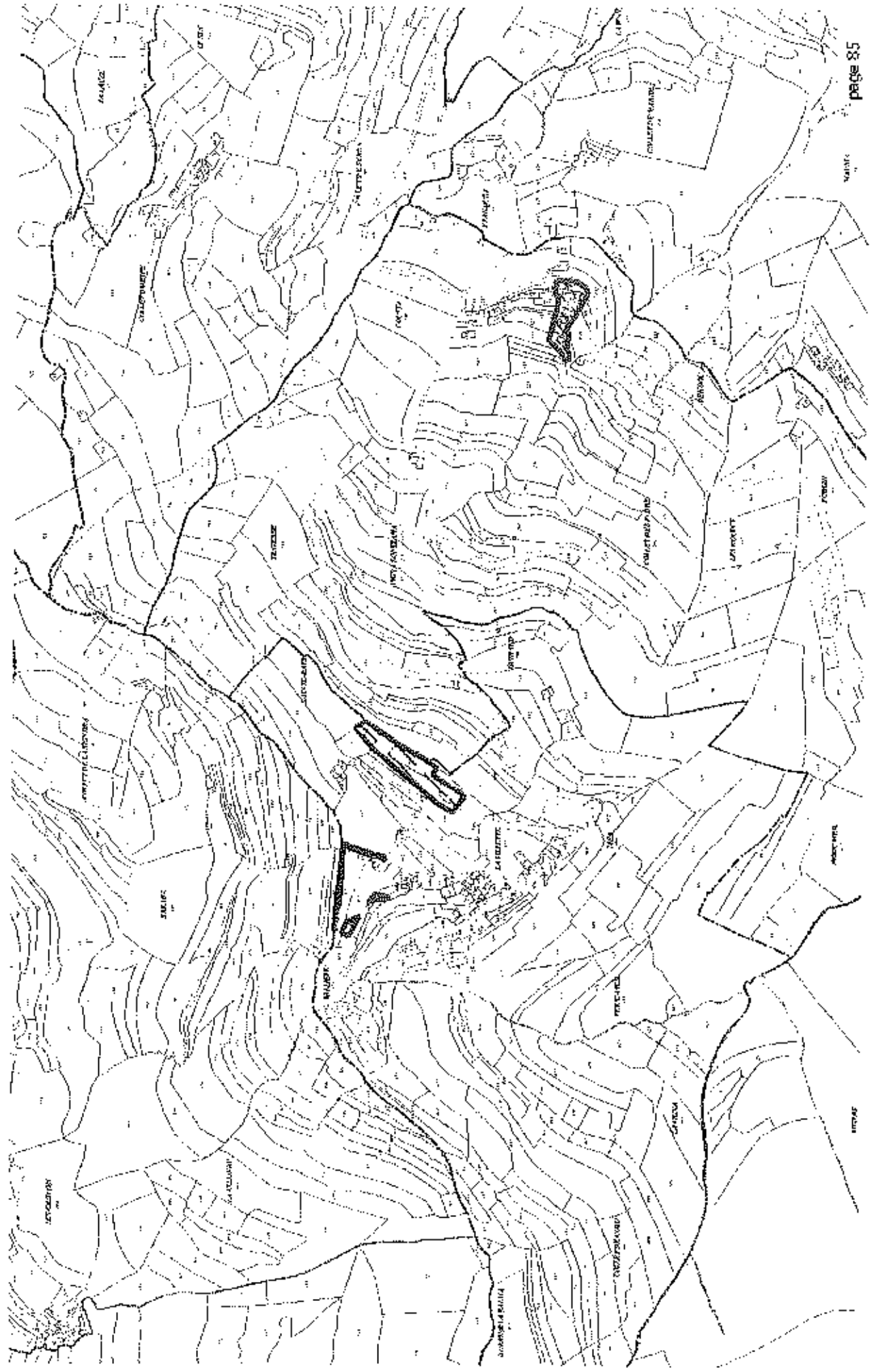
0 40 80 120 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
UTELLE - 6 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



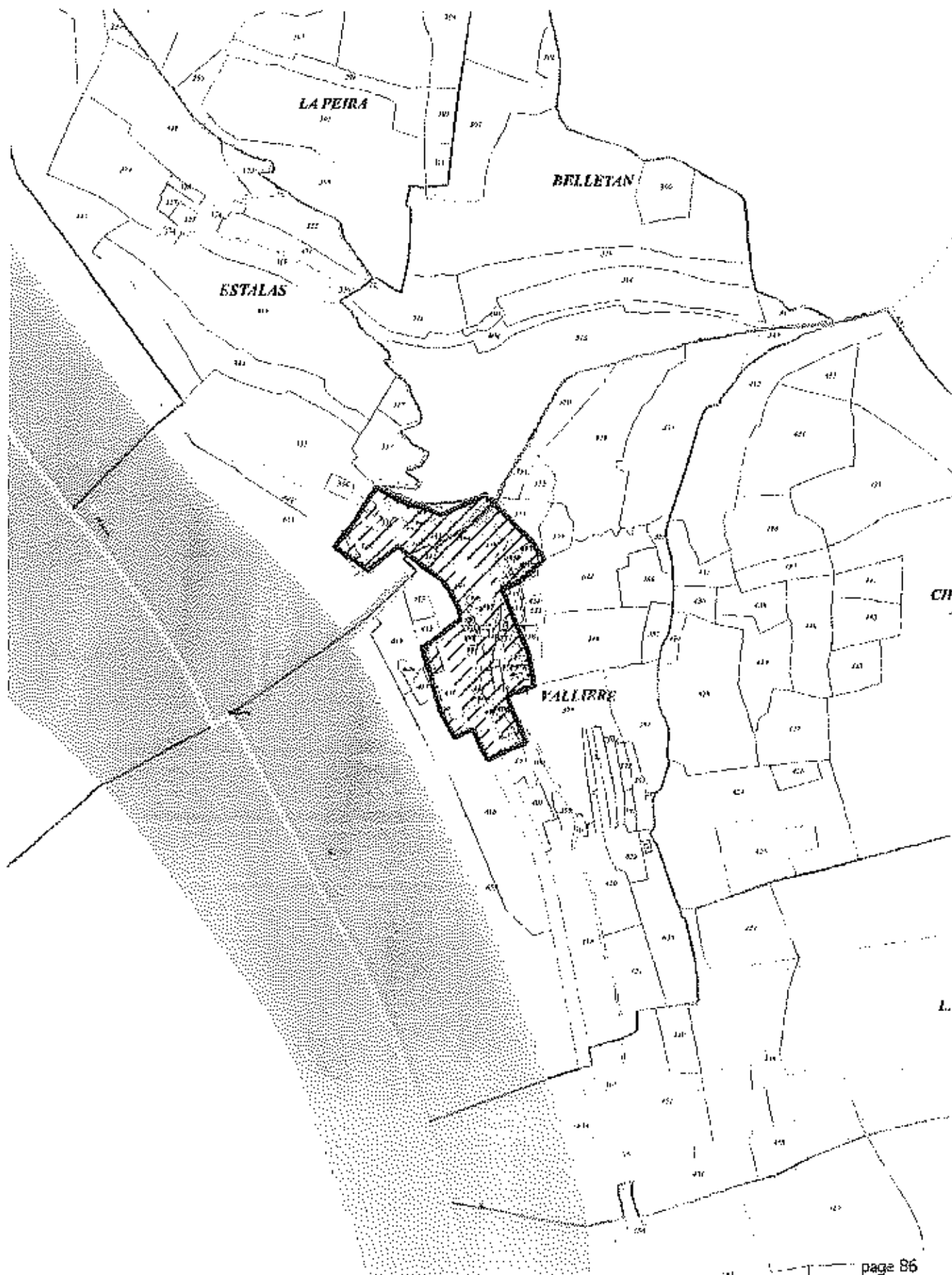
Annexe à l'arrêté 2018-130
UTELLE - 7 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 60 120 180 m



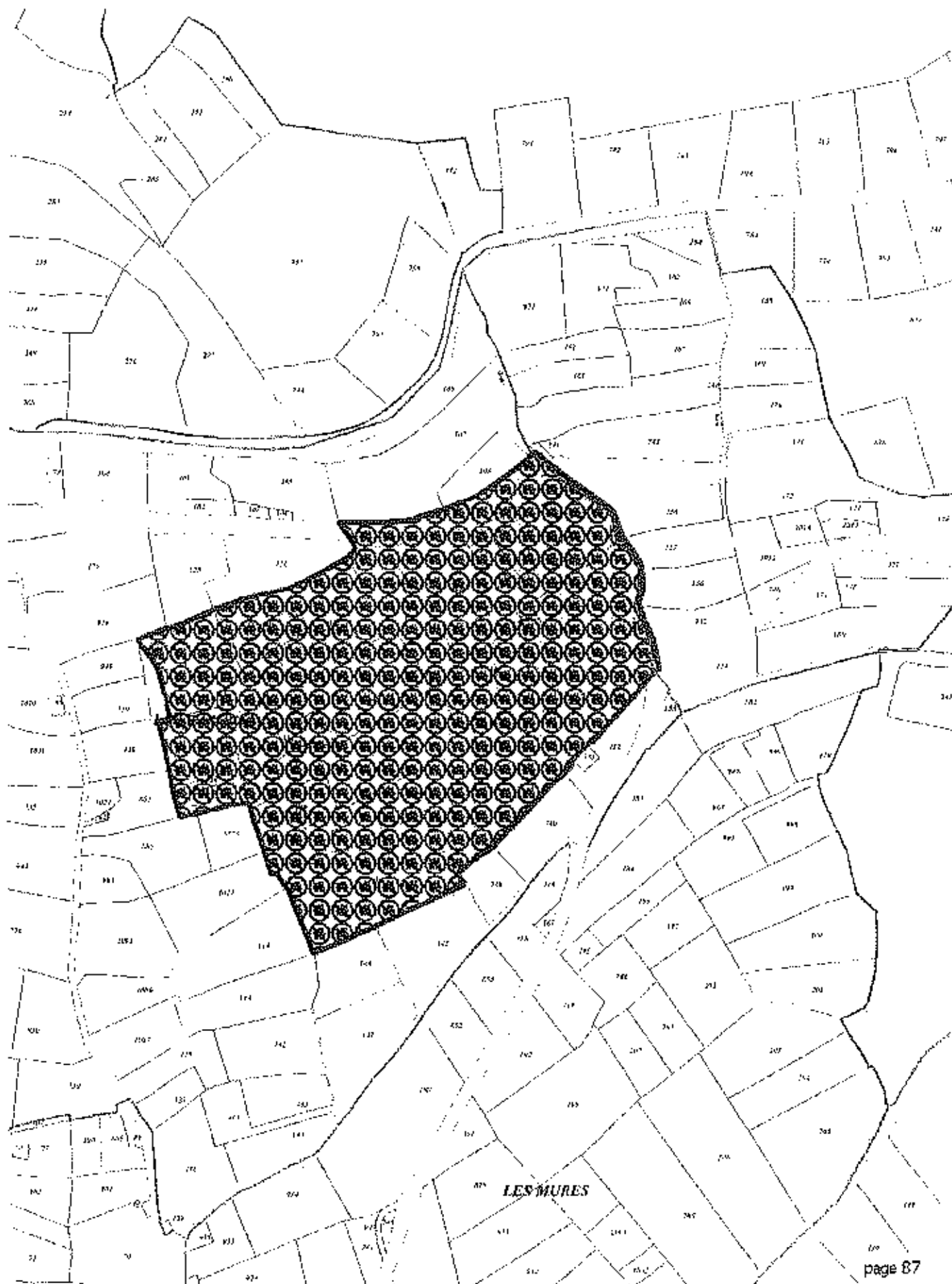
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
UTELLE - 8 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



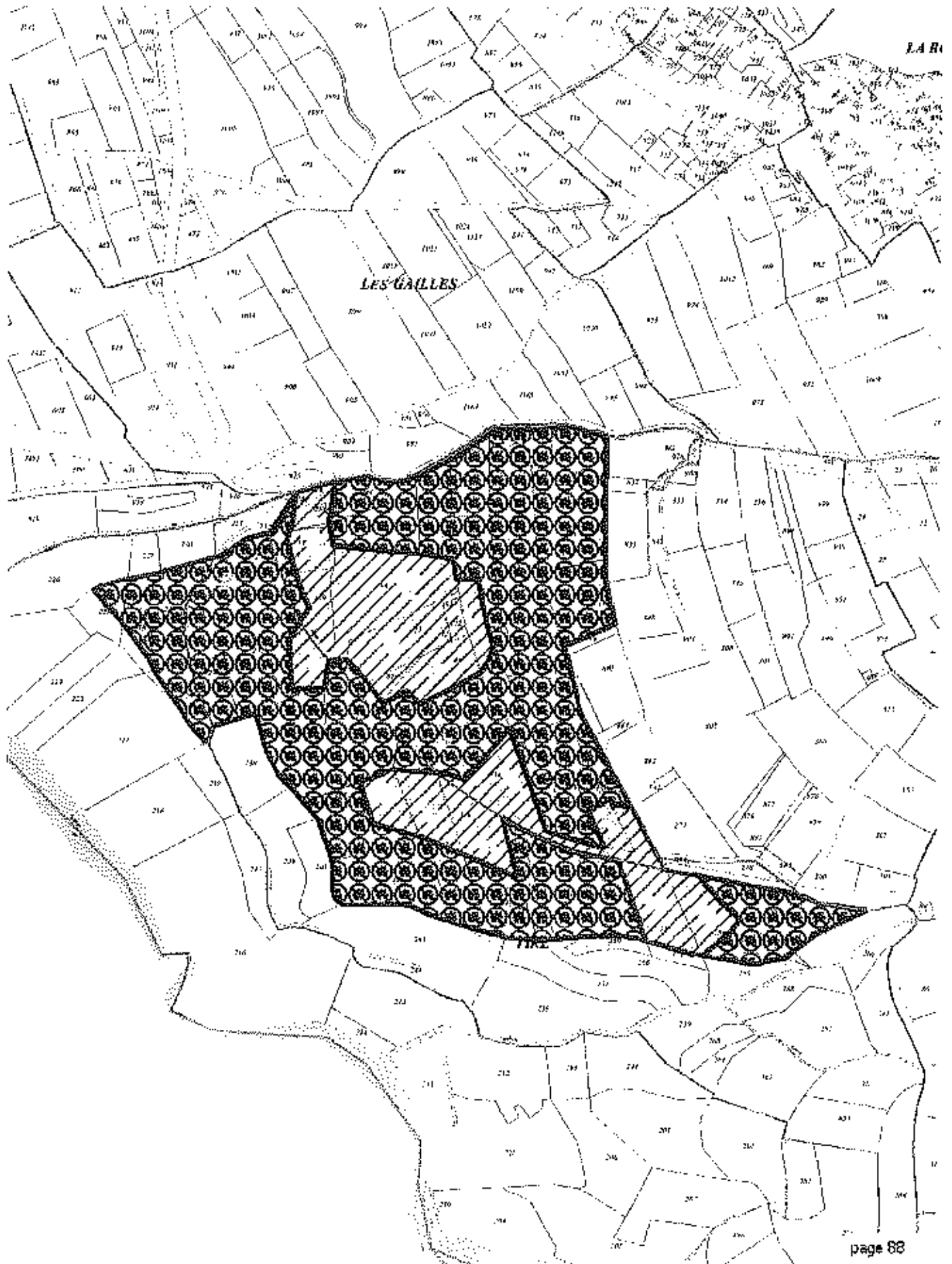
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
VALDEBLORE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

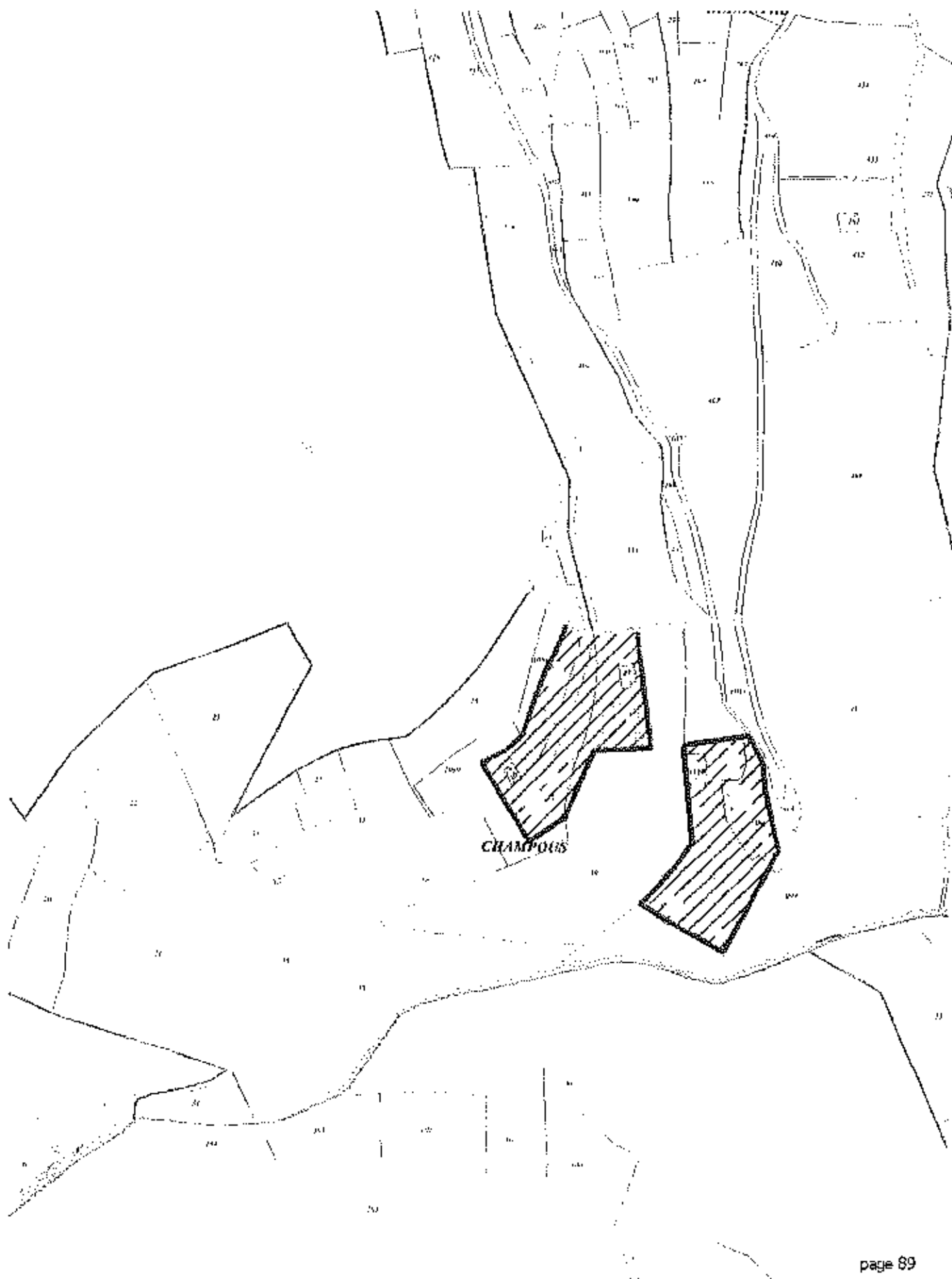
Annexe à l'arrêté 2018-130
VALDEBLORE - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

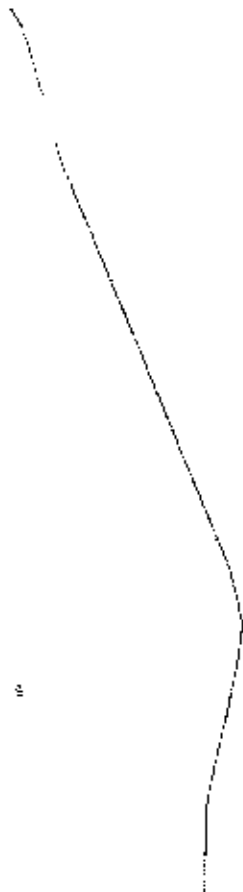
Kontourlijnen ———— Verrekeninglijnen

Annexe à l'arrêté 2018-130
VENANSON - 1 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



Annexe à l'arrêté 2018-130
VENANSON - 2 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP

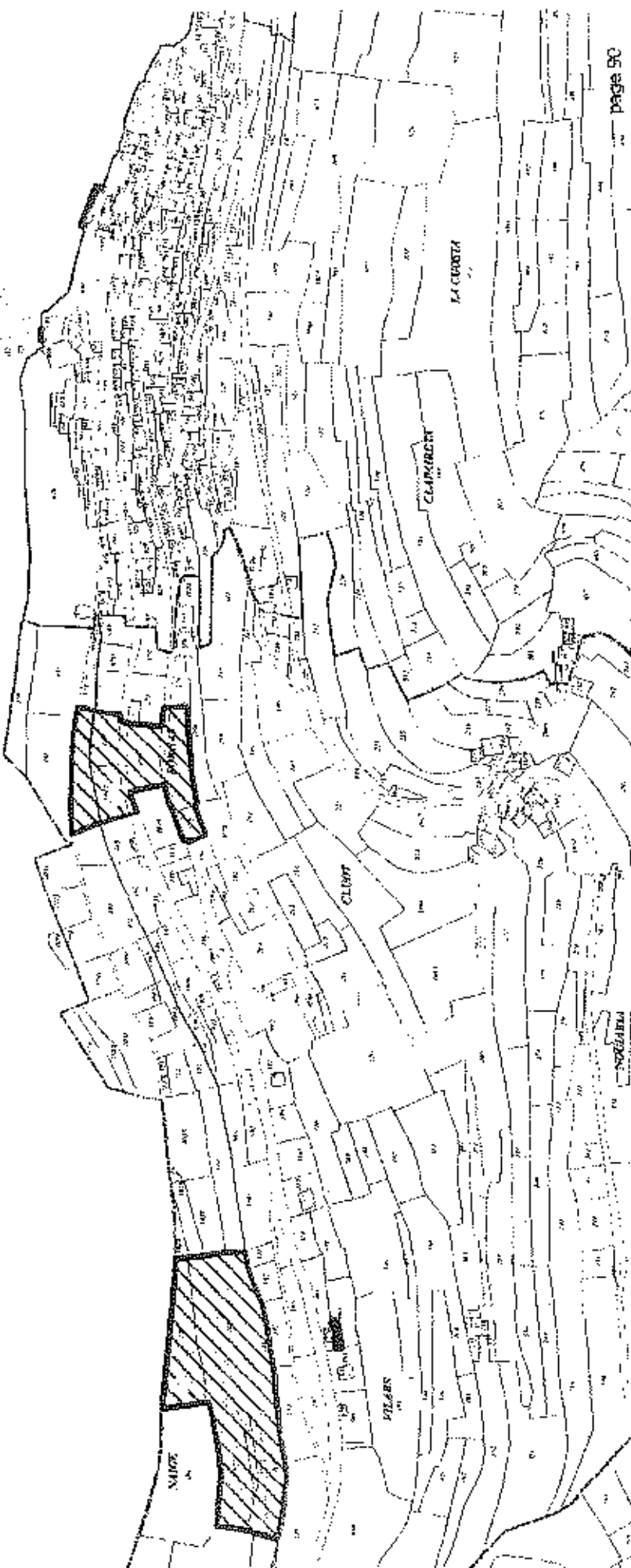
0 40 80 120 m



SMIPOL

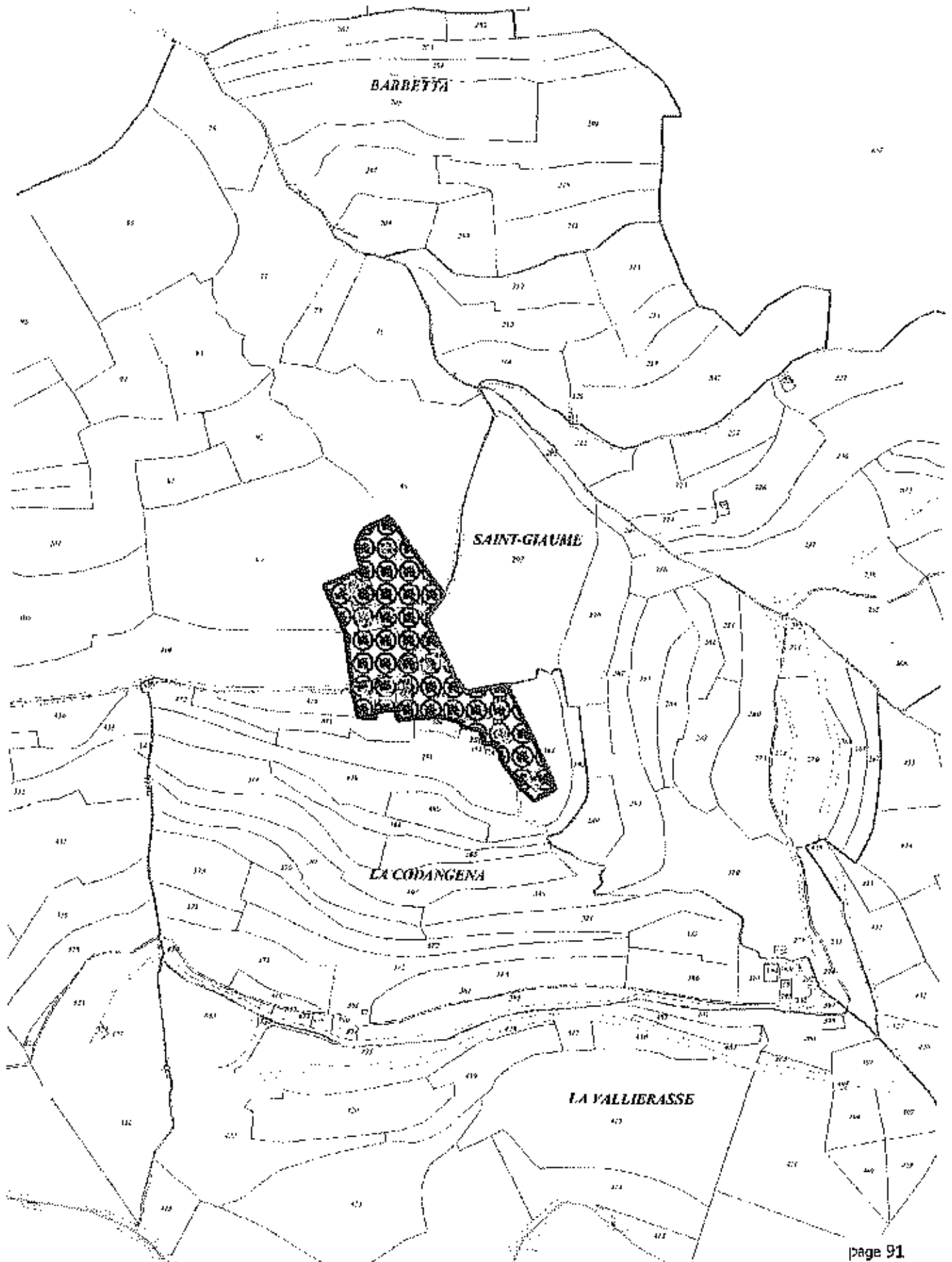
100

61



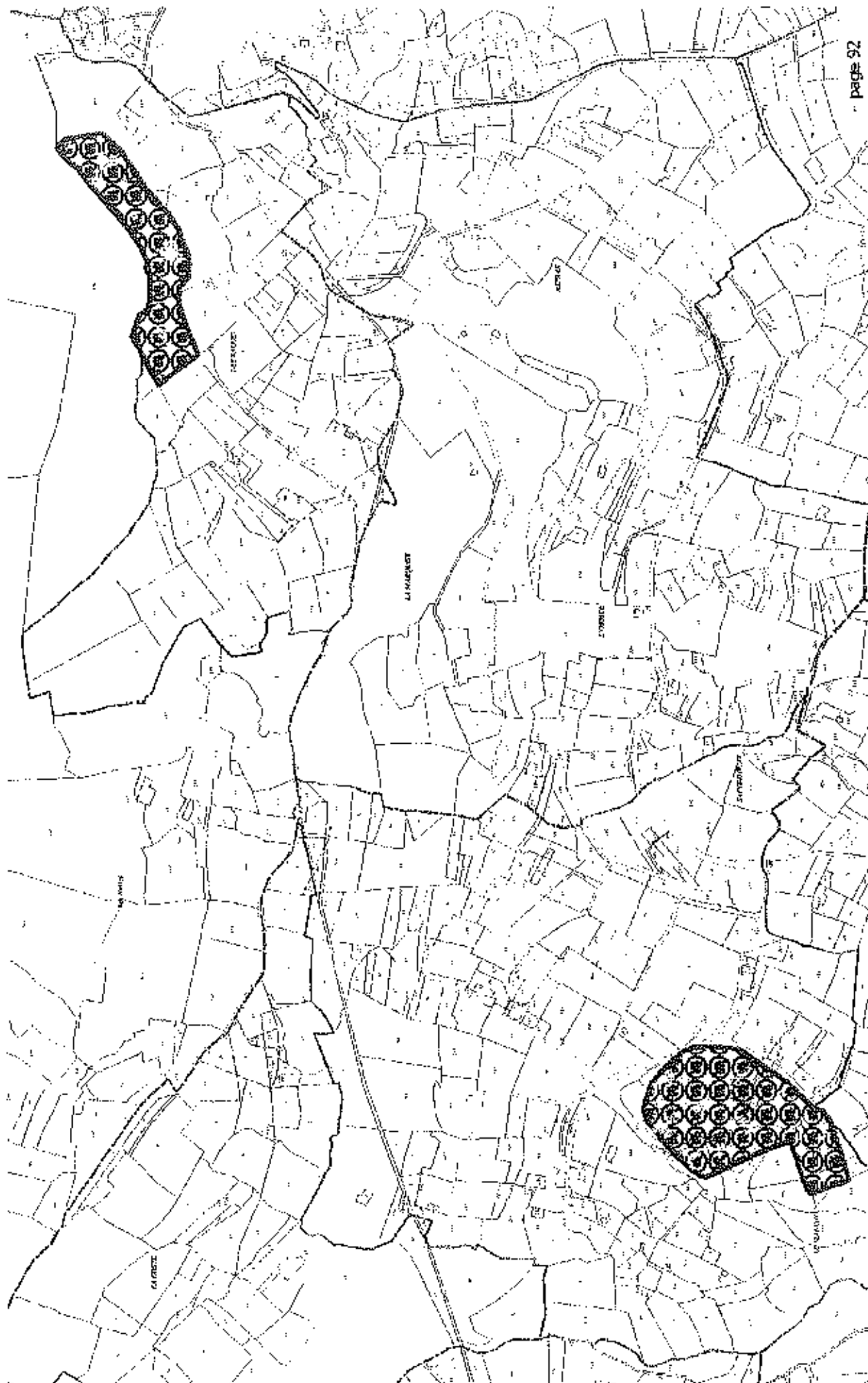
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
VENANSON - 3 (commune en CC)
fond cadastral 2017 DGFIP



Annexe à l'arrêté 2018-130
VENCE - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

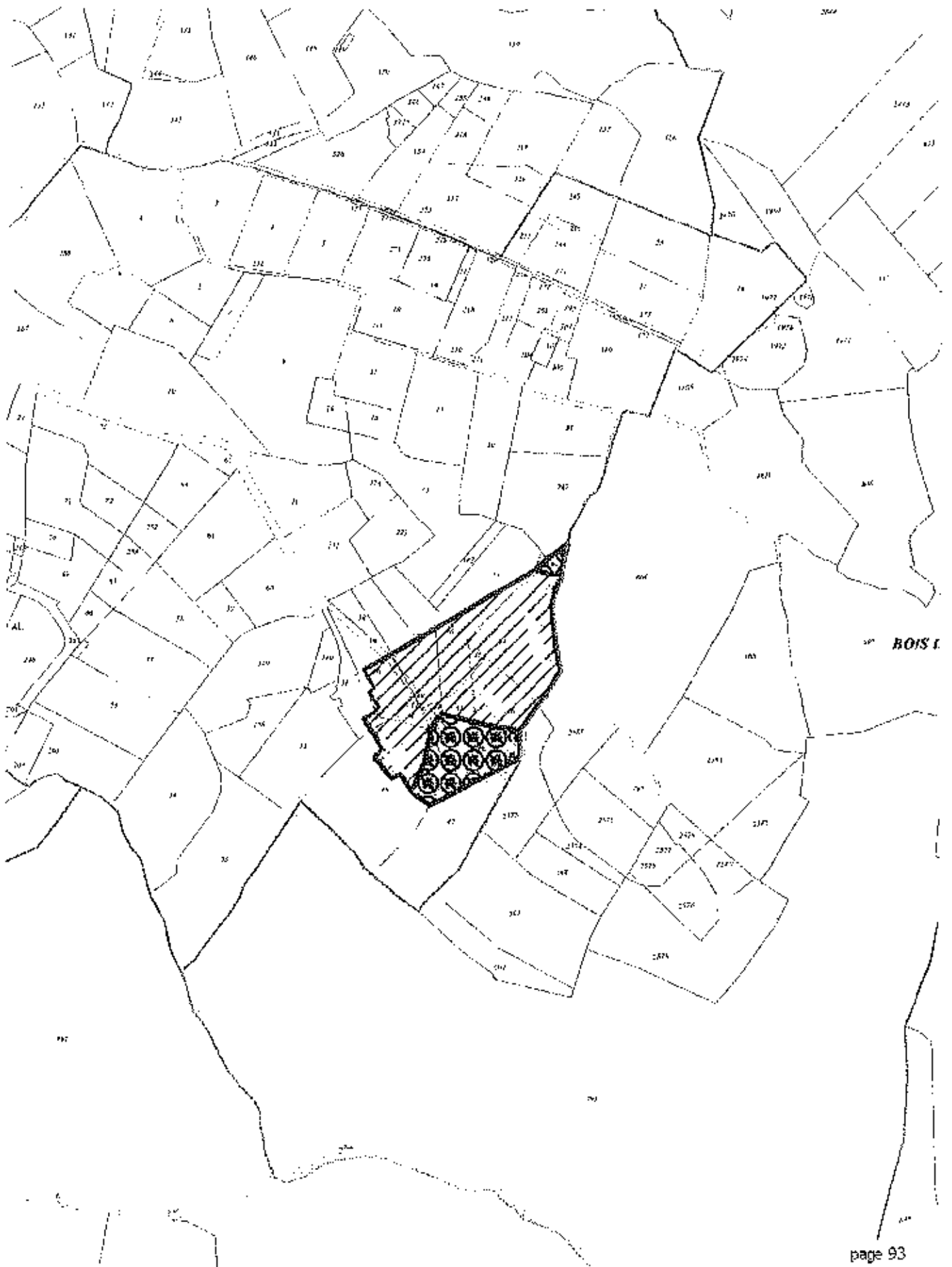
0 60 120 180 m



0 30 60 90 m

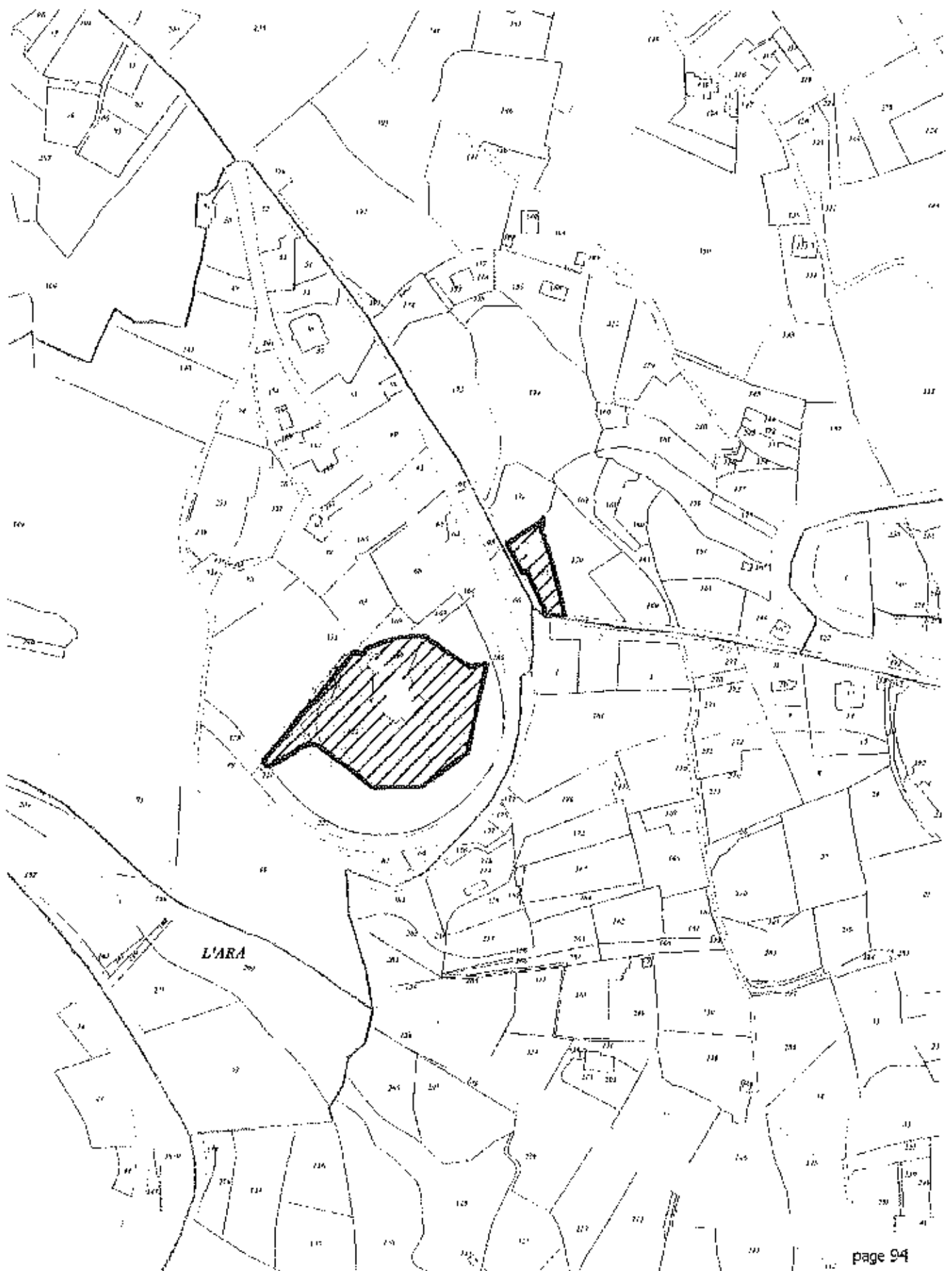


Annexe à l'arrêté 2018-130
VENCE - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



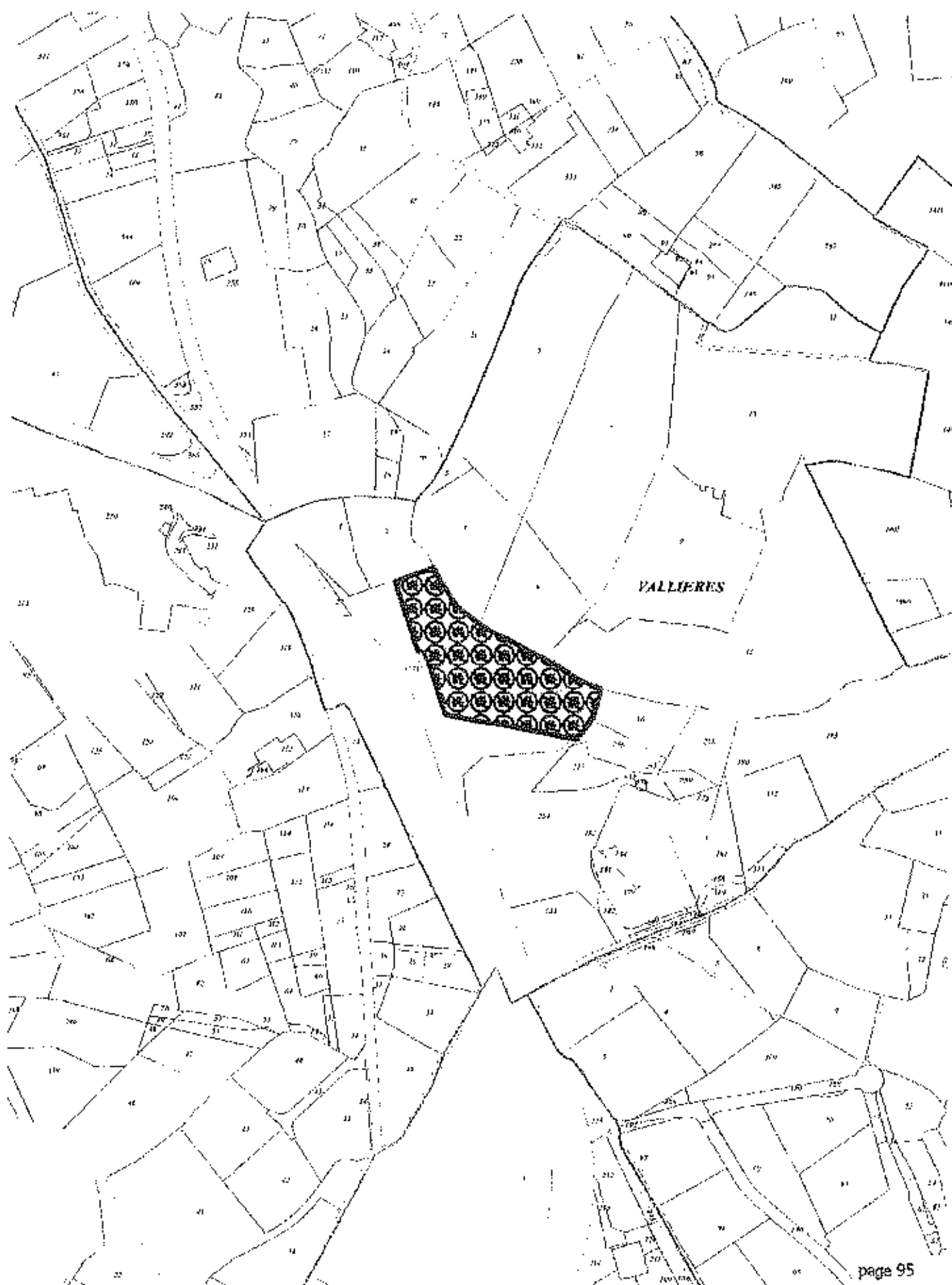
0 30 60 90 m

Annexe à l'arrêté 2018-130
VENCE - 3 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

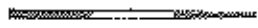


0 30 60 90 m

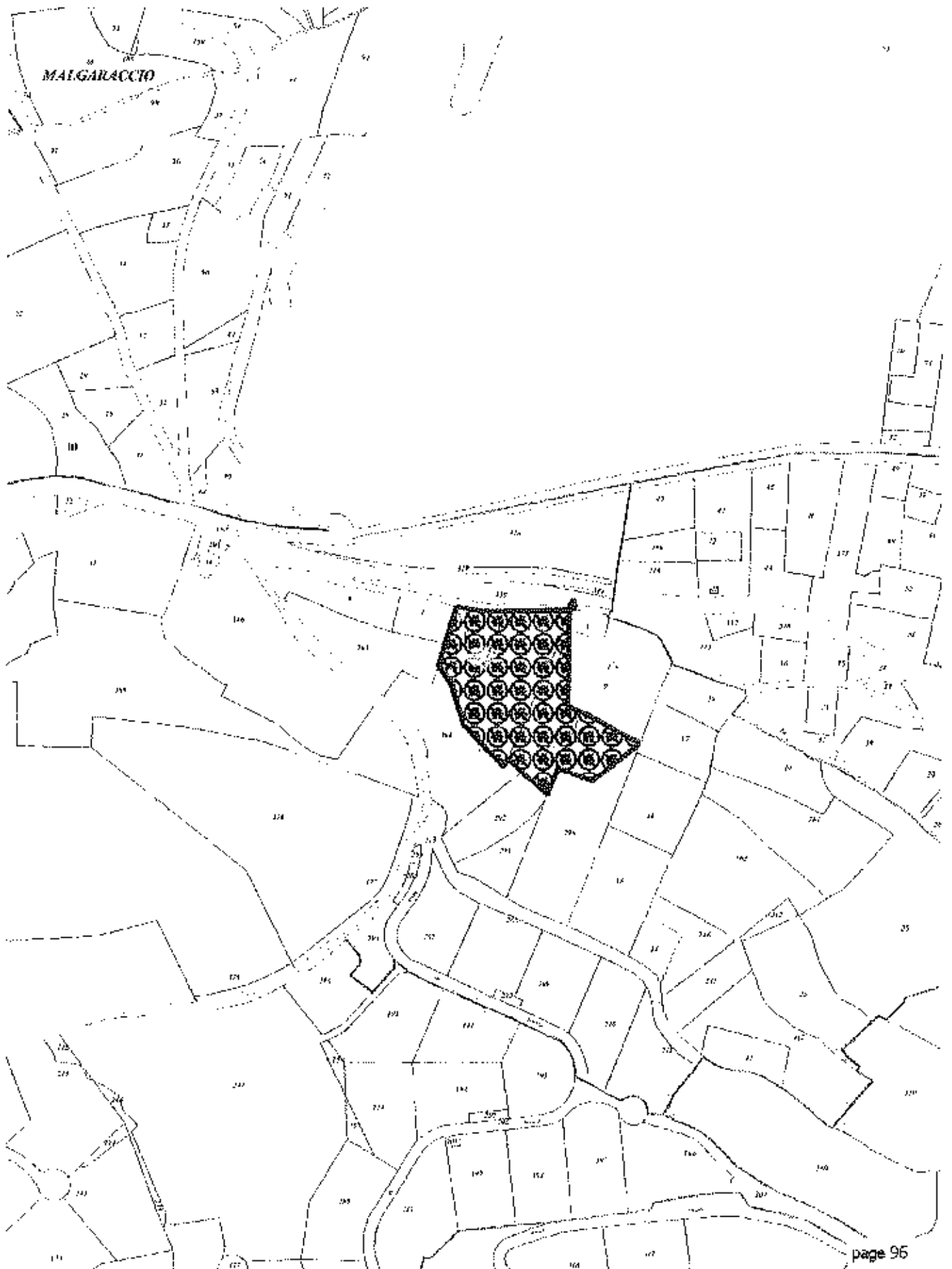
Annexe à l'arrêté 2018-130
VENCE - 4 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP



0 30 60 90 m

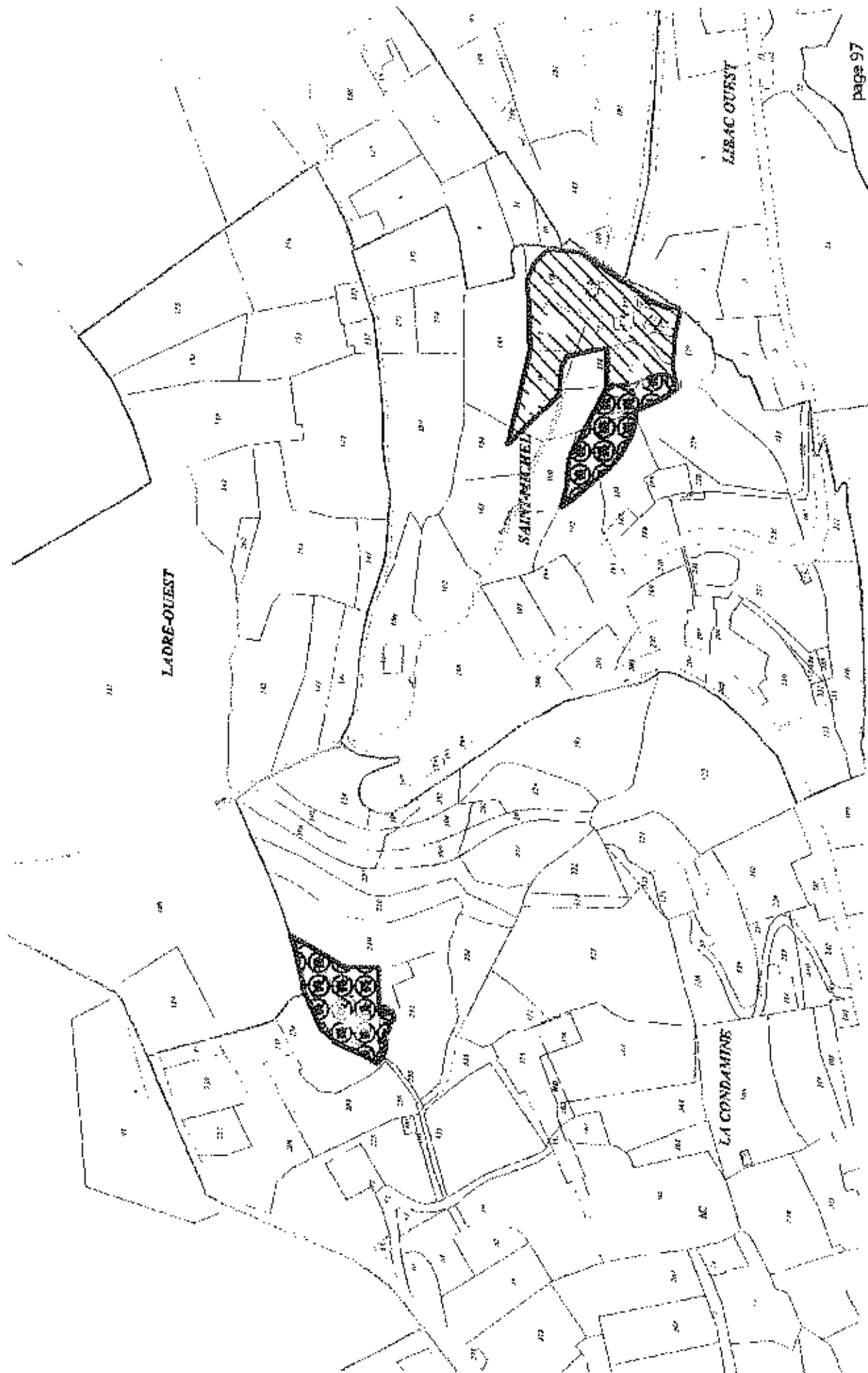


Annexe à l'arrêté 2018-130
VILLEFRANCHE-SUR-MER - 1 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

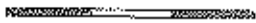


Annexe à l'arrêté 2018-130
VILLEFRANCHE-SUR-MER - 2 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

0 30 60 90 m

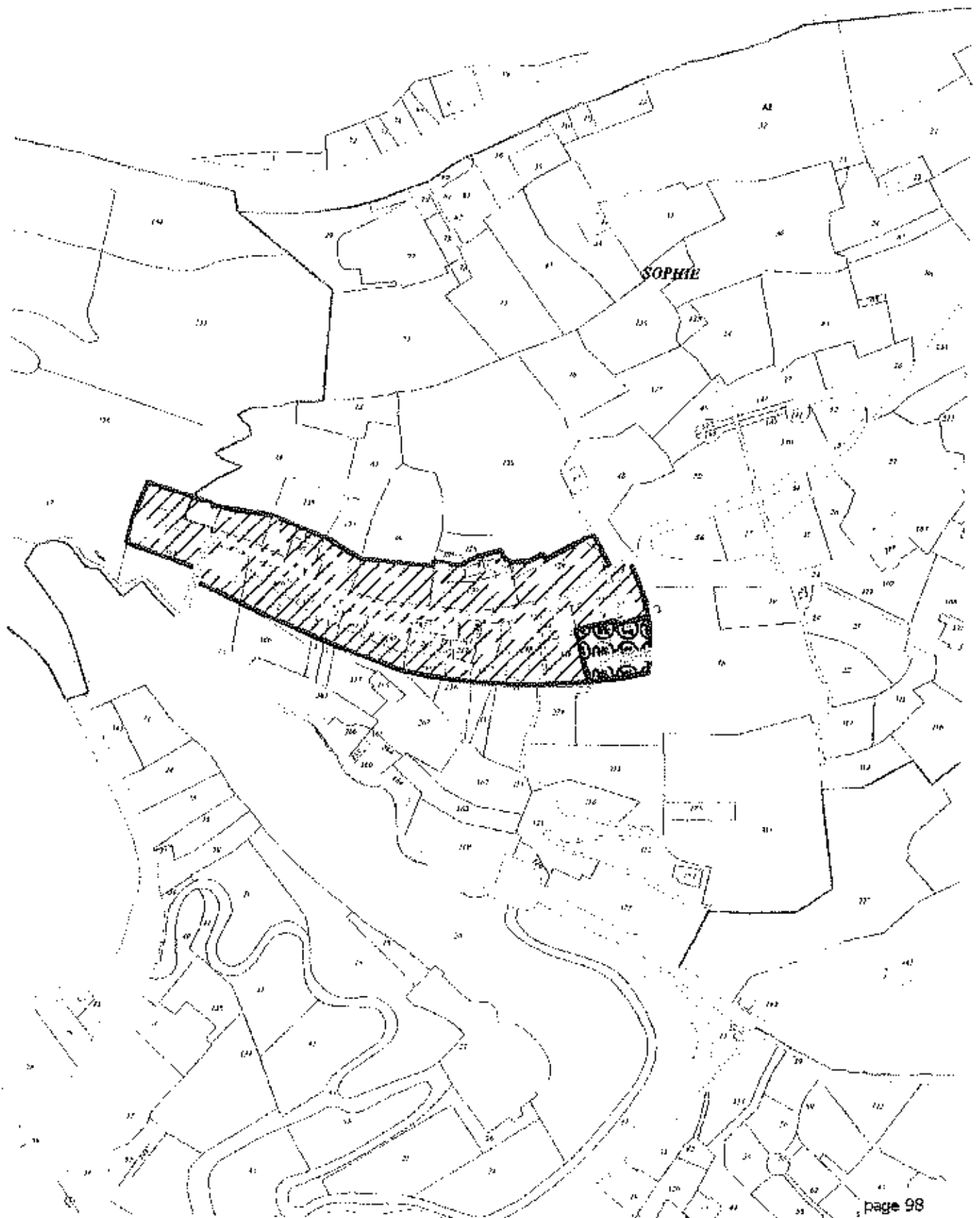


0 30 60 90 m



Annexe à l'arrêté 2018-130
VILLEFRANCHE-SUR-MER - 3 (commune en PLU)
fond cadastral 2017 DGFIP

11





PREFET DES ALPES-MARITIMES

Arrêté portant autorisation de création de la structure de placement collectif « La Maison Bleue » gérée par l'association Accompagnement Lieux d'accueil Carrefour éducatif et social (ALC)
à Nice (06)

LE PREFET

- Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.312-1, L. 313-1 et suivants, R. 313-1 et suivants et D. 313-11 et suivants ;
- Vu l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante ;
- Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Vu le décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Vu le schéma départemental d'organisation sociale des Alpes-Maritimes ;
- Vu le projet territorial de la protection judiciaire de la jeunesse des Alpes-Maritimes ;
- Vu l'avis d'appel à projet du 20 juin 2017 publié dans le recueil spécial n°95.2017 du 21 juin 2017 ;
- Vu l'avis de la commission d'information et de sélection du 14 novembre 2017 ;

Considérant que le projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins sociaux et médico-sociaux déclinés dans le cahier des charges de l'appel à projet ;

Considérant les réponses apportées aux besoins quantitatifs et qualitatifs auxquels le projet est censé répondre ;

Sur proposition de madame la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est ;

ARRETE

Article 1 :

L'association Accompagnement Lieux d'accueil Carrefour éducatif et social (ALC), dont le siège social est situé L'Octogone-2 avenue du Docteur Emile Roux- 06200 Nice, est autorisée à créer une structure de placement collectif dénommée « La Maison Bleue » dans le département des Alpes-Maritimes.

Article 2 :

« La Maison Bleue » est autorisée pour une capacité de 9 garçons et filles âgés de 13 à 18 ans au titre de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante.

Article 3 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction et le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques en vigueur devra être porté à la connaissance du préfet et de la directrice interrégionale de la protection de la jeunesse Sud-Est.

Article 4 :

Cet établissement est répertorié au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS).

Article 5 :

La présente autorisation est valable sous réserve du résultat d'une visite de conformité organisée dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 :

En application du décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 susvisé, cette autorisation sera frappée de caducité si aucun commencement d'exécution ne survient dans un délai de 4 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 7 :

En application des dispositions des articles R312-1 et R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- d'un recours administratif gracieux devant le préfet du département des Alpes-Maritimes, autorité signataire de cette décision ou d'un recours administratif hiérarchique devant le ministre de l'intérieur ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice, 33 Boulevard Franck Pilatte, 06300 Nice.

En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

Article 8 :

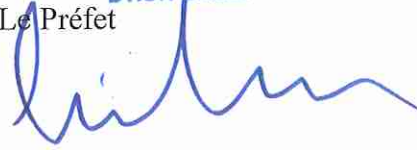
Monsieur le préfet du département des Alpes-Maritimes et madame la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à **27 FEV. 2018**

Le

Le Préfet des Alpes-Maritimes
DTION-G 3926

Le Préfet



Georges-François LECLERC

S O M M A I R E

D.D.I.....	2
D.D.T.M.....	2
Urbanisme.....	2
AP 2018.130 Derog.urbanis.PLUI Metropole NCA Annexes.....	2
AP 2018.130 annexes suite.....	37
AP 2018.130 annexes suite et fin.....	67
Services Deconcentres de l'Etat.....	102
D.T.P.J.J.....	102
Act. sociale famille protection mineurs education.....	102
Nice Creation S.P.C la Maison Bleue.....	102

Index Alphabétique

AP 2018.130 annexes suite.....	37
AP 2018.130 Derog.urbanis.PLUI Metropole NCA Annexes.....	2
AP 2018.130 annexes suite et fin.....	67
Nice Creation S.P.C la Maison Bleue.....	102
D.D.T.M.....	2
D.T.P.J.J.....	102
D.D.I.....	2
Services Deconcentres de l'Etat.....	102